





« Je lutte des classes »

Les éditions Senonevero s'attachent à la publication d'une théorie critique du capitalisme, c'est-à-dire une théorie de son abolition. Une époque est maintenant révolue, celle de la libération du travail, celle du prolétariat s'affirmant comme le pôle absolu de la société : l'époque du socialisme. La révolution sera l'abolition du mode de production capitaliste et de ses classes – le prolétariat comme la bourgeoisie – et la communisation des rapports sociaux. En deçà, il n'y a aujourd'hui que la promotion de la démocratie, de la citoyenneté, l'apologie de l'alternative. Ces pratiques et ces théories n'ont d'autre horizon que le capitalisme. De la période actuelle à la révolution, nul ne connaît le chemin à parcourir : il est à faire, donc à comprendre, par des analyses et des critiques diversifiées. Nous en appelons l'élaboration. Lutte contre le capital, lutte à l'intérieur de la classe elle-même, la lutte de classe du prolétariat n'est pas le fait de muets et de décérébrés : elle est théoricienne – ni par automatisme, ni par choix. Comme la production théorique en général, nos publications sont activités. Leur nécessité est leur utilité.

ISBN : 979-10-90906-00-6

**Éditions SENONEVERO, juin 2012**

ARHIS, 8, rue Chateaudon, 13001 Marseille

<http://www.senonevero.net>

LOUIS MARTIN

# « Je lutte des classes »

*Le mouvement contre la réforme des retraites  
en France, automne 2010*





**JE LUTTE DES CLASSES** – dans ce slogan emblématique d'un mouvement sans illusion et sans espoir de victoire, on entend « je fais la lutte des classes ». Si on doit affirmer la lutte de classe sous cette forme ambiguë, humoristique et contradictoire, c'est que ce qui demeure un fait objectif, massif et incontournable, structurel, la lutte des classes, ne se reconnaissait plus elle-même comme un fait collectif et objectif intégrant et dépassant les manifestants individuels, mais comme un choix idéologique (politico-social) personnel.

Le succès de ce slogan malicieux et sérieux à la fois montrait que pour tous, (et surtout chacun !) les manifestations – élément central et organisateur du mouvement – affirmaient une identité ouvrière à la fois obsolète et indispensable, idéale dans les deux sens du mot : comme idéal qui serait à atteindre et comme pur concept. Comme idée de ce qui avait existé, et qui justement n'existait plus.

Cette dualité désignait à la fois la permanence de la contradiction de classes immanente au capitalisme et son caractère radicalement transformé ne donnant plus naissance à une identité *de classe* pouvant s'affirmer contre le capital. « *Je lutte des classes* » fut le nom que, dans la lutte des classes, l'implosion de l'identité ouvrière en acte s'est donnée à elle-même. À côté des manifestations où se proclamait cette identité ouvrière idéale, les secteurs en grève étaient justement ceux où des communautés de travail encore plus ou moins stables pouvaient magiquement et nostalgiquement servir de référent à cette invocation. Le slogan dit très joliment la perte de l'identité ouvrière dans la volonté de l'affirmer. Le singulier du sujet est contradictoire à ce qu'est l'appartenance de classe qui n'est pas une appartenance individuelle, l'élément d'une somme. Il n'y a pas si longtemps, comme ouvrier, à Ivry ou à Port-de-Bouc, on était, par définition, de la classe ouvrière.

« Il découle de tout le développement historique jusqu'à nos jours que les rapports collectifs dans lesquels entrent les individus d'une classe et qui étaient toujours conditionnés par leurs intérêts communs vis-à-vis d'un tiers furent toujours une communauté qui englobait ces individus uniquement en tant qu'individus moyens, dans la mesure où ils vivaient dans les conditions d'existence de leur classe ; c'était donc là, en somme, des rapports auxquels ils participaient non pas en tant qu'individus, mais en tant que membres d'une classe. » (Marx, *l'Idéologie allemande*, Éd. Sociales, p. 96.)

En ce sens, si le slogan est aussi une sorte de mise à distance reconnue de l'appartenance de classe à la-

quelle on participe paradoxalement en tant qu'individu, il n'en demeure pas moins que l'appartenance de classe n'est pas là produite et vécue comme la limite de l'action en tant que classe, c'est-à-dire comme une contradiction et une dynamique révolutionnaire, mais seulement comme la reconnaissance nostalgique que rien dans la lutte de classe ne sera plus *comme avant*.

La revendication est devenue définitivement illégitime, c'est-à-dire qu'elle ne fait plus système avec la reproduction du rapport d'exploitation comme contradiction *et* implication réciproque<sup>1</sup>. Le mouvement contre la réforme des retraites portait une lucidité de masse sur cette illégitimité à propos d'une revendication générale que la classe capitaliste ne pouvait qu'ignorer. Dans son ambiguïté, le slogan n'est alors que l'expression symptomatique d'un mouvement qui a joué la pièce nouvelle de l'illégitimité de la revendication salariale, de la disparition de l'identité ouvrière, de la crise du rapport d'exploitation tel qu'il était ressorti de la restructuration du mode de production capitaliste initiée au milieu des années 1970, mais qui l'a jouée dans des costumes anciens. Il a évoqué anxieusement et appelé à sa rescousse les mânes des ancêtres, il leur a emprunté mots d'ordre et costumes et il a joué la

---

1. La disparition de l'identité ouvrière confirmée dans la reproduction du capital est corollairement la disparition de la légitimité de la revendication. Par légitimité nous n'entendons aucune reconnaissance juridique ou morale, ni l'absence de conflit, mais le fait de faire système dans l'implication réciproque entre prolétariat et capital. Nous pourrions plus justement employer le terme d'asystémie, mais c'est très laid.

nouvelle pièce historique sous cet antique et vénérable travestissement et avec ce langage d'emprunt<sup>2</sup>. Mais le choix du costume n'était pas que l'effet du « poids du passé pesant comme un cauchemar sur le cerveau des vivants », ce choix avait ses raisons d'être et ses causes bien actuelles.

Quand, en France, à l'automne 2010, une fraction de la classe ouvrière revit de façon idéale le mythe de l'identité et de l'unité ouvrière, la lutte contre la réforme des retraites synthétise une multiplicité de luttes locales qui ont toutes en commun de mettre en mouvement des fractions ouvrières stables menacées ou éliminées par la fermeture ou la réforme de leur entreprise ou de leur branche. L'identité ouvrière est revécue de façon *idéale* parce qu'elle n'est plus le sens et le contenu général du rapport actuel au capital, mais cet « idéal » n'est pas fortuit, il se nourrit de luttes locales et trouve une forme synthétique adéquate dans le sujet même de la retraite, *symbole de la dignité ouvrière*.

C'est cette implosion de l'identité ouvrière dans l'asystémie de la revendication salariale et la crise du rapport d'exploitation actuel qu'il faut saisir au travers de la multiplicité des pratiques qui ont constitué ce mouvement, qui l'ont construit comme cette implosion : grandes manifestations, grèves locales spécifiques, grèves intermittentes sur les retraites mais toujours intriquées avec des revendications propres, blocages de sites de production ou de lieux de circulation, inter-

---

2. On aura reconnu une libre adaptation d'un paragraphe des premières pages du *Dix-Huit Brumaire de Louis Bonaparte* (Marx).

ventions lycéennes, présence des chômeurs et précaires, assemblées interpro, syndicalisme de base, conflits à l'intérieur des syndicats (essentiellement de la CGT), idéologie de l'identité ouvrière, idéologie activiste d'un « dépassement potentiel » qui serait toujours là.

Face à n'importe quel mouvement social, il est facile d'avoir un point de vue analytico-téléologique (c'est par exemple le type de point de vue le plus répandu face au mouvement dit des « indignés » en 2011). Cette méthode (applicable également à « l'histoire de la pensée ») consiste à découper une lutte ou un ensemble de luttes en caractéristiques diverses (l'analyse), puis, en fonction de la suite des événements advenus ou seulement espérés par l'auteur, conformément à son système, de voir cette suite comme la réalisation de quelques-unes des caractéristiques produites par l'analyse (téléologie). Caractéristiques que l'on aura pris soin de définir conformément à la suite advenue ou espérée. Cela n'a rien à voir avec la définition des contradictions d'une lutte *prise comme un tout*, comme une problématique, et qui déterminent ses limites, son retournement ou son dépassement et non la victoire/réalisation de caractéristiques isolées comme germes.

« Dans ce mouvement se sont juxtaposées autant des formes différentes, voire contradictoires et des perspectives qui n'ont pas grand-chose en commun. De la stratégie des journées d'actions/manifestations, propriété de l'intersyndicale, aux blocages et piquets volants, aux affrontements de rue et aux grèves qui ne se sont pas généralisées. » (*Paradoxes en automne*, en pdf sur le net.) Le constat est exact, mais le but de ce

texte, surtout dans sa deuxième partie, est de montrer comment cette diversité s'est construite, comment ces divers éléments se rattachent les uns aux autres et se complètent. La diversité fait sens, forme une totalité.

Nous envisagerons d'abord la réforme des retraites dans le cours actuel du rapport d'exploitation définissant cette phase du mode de production capitaliste. Qui est concerné par cette réforme ? Comment a-t-elle pu devenir un problème général ? Nous verrons ensuite comment les diverses pratiques qui ont fait le mouvement s'impliquent entre elles, construisent une unité de ce mouvement et en font une totalité dont la définition comme relation entre *syndicalisme de base* et *unité idéale de la classe* est à peine esquissée dans cette introduction. Là, nous verrons également pourquoi ce mouvement, malgré quelques apparences et les oripeaux dont il s'est parfois couvert appartient au cycle de luttes actuel. Il s'agira ensuite de montrer comment dans la façon dont les luttes de ce mouvement ont pris l'activisme (qu'il nous faudra définir) à contrepied, on peut le considérer dans son existence et ses pratiques comme symptôme du fait de lutter en tant que classe comme limite actuelle de la lutte de classe. Enfin, nous serons amenés à analyser la crise de la représentation institutionnelle et politique ainsi que la désobjectivation paradoxale de la lutte des classes qui se sont manifestées dans ce mouvement comme critique et opposition à l'économie.

# La réforme des retraites dans la crise de la phase du mode de production capitaliste ouverte par la restructuration des années 1970

« Il faut être lucide, il y a des sujets sur lesquels la conclusion d'un accord n'est pas possible, tout simplement parce que cela ne relève pas du champ de la négociation sociale. »

Nicolas Sarkozy

« Ça ne sert à rien de faire grève aujourd'hui. »

Éric Woerth<sup>3</sup>

« La situation antérieure de la lutte de classe, ainsi que le mouvement ouvrier, reposaient sur la contradiction entre d'une part la création et le développement d'une force de travail mise en œuvre par le capital de façon de plus en plus collective et sociale, et d'autre part les formes apparues comme limitées de l'appropriation par le capital de cette force de travail, dans le procès de production immédiat et dans le procès de reproduction. Voilà la situation conflictuelle qui se développait comme *identité ouvrière*, qui trouvait ses marques et

---

3. Au moment des faits, Nicolas Sarkozy était président de la République et Eric Woerth, ministre du Travail et des Affaires sociales.

ses modalités immédiates de reconnaissance (sa confirmation) dans la “grande usine”, dans la dichotomie entre emploi et chômage, travail et formation, dans la soumission du procès de travail à la collection des travailleurs, dans les relations entre salaires, croissance et productivité à l’intérieur d’une aire nationale, dans les représentations institutionnelles que tout cela implique tant dans l’usine qu’au niveau de l’État. » (*Fondements critiques d’une théorie de la révolution*, p. 40, Éd. Seno-nevero.) Il y avait production et confirmation à l’intérieur même de l’autoprésupposition du capital d’une identité ouvrière par laquelle se structurait, comme mouvement ouvrier, la lutte de classe. C’est tout cela que la restructuration initiée au début des années 1970 a laminé, emportant avec elle l’identité ouvrière.

L’attaque du salaire n’est pas de façon simple une constante linéaire du capitalisme allant en s’aggravant. Jusqu’au début des années 1970, dans les aires centrales du capitalisme, la construction et reconnaissance légitime dans le mode de production capitaliste du prolétariat comme interlocuteur national socialement et politiquement, du point de vue même du capital, mettait en forme un rapport d’exploitation du travail produisant ses propres conditions d’effectuation alors optimales du point de vue même de la valorisation du capital. Dans le capitalisme restructuré, la reproduction de la force de travail a été l’objet d’une *double déconnexion*. D’une part, déconnexion entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail, d’autre

part, déconnexion entre la consommation et le salaire comme revenu<sup>4</sup>.

Qu'est-ce en fait l'asystémie de la revendication ? C'est le contenu en acte, pratique, immédiat, dans l'activité de la classe, de la disparition de l'identité ouvrière en ce qu'elle ne pouvait exister que produite et confirmée dans une reproduction du capital telle que la revendication faisait système. Les deux (asystémie et disparition de l'identité ouvrière) sont par là indissociables. La satisfaction de revendications particulières ou locales peut encore éventuellement être obtenue, mais le rapport global ne peut rien lâcher. La pénurie de plus-value n'explique pas tout, « l'argent manque » c'est sûr, mais il manquait tout autant et encore plus dans les années 1930 aux États-Unis ou en France. L'illégitimité de la revendication relève avant tout de la définition structurelle et qualitative du rapport d'exploitation dans la phase du mode de production capitaliste qui aujourd'hui entre en crise. Le « partage des richesses », de question essentiellement conflictuelle dans le mode de production capitaliste, est devenu *tabou*.

Les manifestants contre le recul de l'âge du départ à la retraite savaient pertinemment que la satisfaction de la revendication était inaccessible, contrairement à ce qui peut occasionnellement survenir dans quelques grèves particulières à revendications spécifiques. Les manifestations étaient le fil conducteur et l'unité du mouvement, elles en affirmaient la détermination tout

---

4. Voir : *La Restructuration telle qu'en elle-même et Revendiquer pour le salaire*, dans le numéro 22 de la revue *Théorie communiste*.

en connaissant le caractère maintenant illégitime de sa revendication centrale. Dans leur refus proclamé de ne « rien lâcher », les manifestations reconnaissaient cette illégitimité dans une dénégation qui ne trompait personne et surtout pas ceux qui scandaient le slogan. Les manifestants, par cette dénégation du renoncement à la revendication centrale (« On ne lâche rien ») proclamaient la dénégation de l'illégitimité systémique de la revendication salariale dans les modalités de l'exploitation actuelles dans le mode de production capitaliste issu de la restructuration des années 1970-1980. Ils affirmaient, face à la classe capitaliste (Nicolas Sarkozy, Liliane Bettencourt, Éric Woerth : il y avait de la personnalisation de l'ennemi dans ce mouvement), une appartenance à la classe exploitée et revivaient idéalement une identité ouvrière disparue. Le prurit démocrate radical ou citoyeniste était bien fini : aucun éloge pompeux et funèbre de la « culture ouvrière », aucune positivité du travail, aucune alternative à la « gestion libérale » imposée par la « dictature des marchés ».

La dénégation sans illusion de l'inaccessibilité de la satisfaction de la revendication posait dans un même mouvement l'illégitimité structurelle de la revendication et son inéluçtabilité, sa nature de classe envers et contre tout, si bien exprimée par le slogan « Je lutte des classes ». Slogan dans lequel le sujet apparaît comme acteur d'un phénomène à la fois obsolète – la sacrosainte lutte des classes du programmatisme <sup>5</sup> – et impé-

---

5. Nous entendons par programmatisme ce contenu de la lutte de classe aujourd'hui dépassé qui, de la montée en puissance de la classe dans le mode de production capitaliste, allait à

rissable, inéluctable. Slogan dont le caractère grammaticalement incorrect posait, avec une ironie feinte, son caractère politiquement incorrect à l'heure de l'illégitimité de la revendication. L'identité qui était exprimée dans ces manifestations était vide de toute positivité, elle n'avait ni la positivité pleine du socialisme du travail productif, ni celle rêvée de l'économie solidaire des citoyens du démocratisme radical. C'était une conscience de soi performative, instantanée et fugace dont l'affirmation réitérée de manif en manif donnait une identité à tout le mouvement pour le temps du mouvement.

### *La réforme dans la restructuration et sa crise*

En Europe s'est installé un climat d'instabilité sociale à long terme. Les mouvements sociaux nationaux s'enchaînent, partout c'est le salaire et la reproduction sociale de la force de travail qui est en jeu. Les lois, les décrets, les réformes pleuvent dans tous les secteurs et à toutes les échelles. « Fermeture des hôpitaux, fin des CDI, fermeture des écoles et des lycées, privatisation des universités, casse de la Sécurité sociale et de toute protection sociale en général, gel voire baisse des salaires, hausse des prix, casse des conditions de travail, conditions de vie toujours plus précaires et misérables, licenciements de masse, casse de la fonction publique et du service public, sonnent comme un écho logique et irréversible avec la surveillance des chômeurs, le nouvel armement de la police, la hausse de la vidéo-

---

l'affirmation du prolétariat comme classe dominante dans la libération du travail.

surveillance, le contrôle des médias et l'accroissement de la censure, la mise en illégalité de la grève dans son effectivité pratique, le tout-sécuritaire notamment à l'encontre de sans-papiers, les camps de rétention, la fermeture des frontières, la complexification de la bureaucratie sociale, la répression et la criminalisation systématique et acharnée des mouvements sociaux, le flicage du net, la destruction des lieux de vie alternatifs, etc., etc. » (*L'insurrection qu'on vit*, texte sur le site *Le Jura libertaire*.)

Le capitalisme restructuré a intégré l'attaque contre la valeur de la force de travail comme caractéristique fonctionnelle, structurelle et permanente destinée à ne jamais être achevée. Même le fameux équilibre promis des régimes de retraites grâce à la réforme ne pourra être au mieux (ou au pire) que provisoire : « Le retour à l'équilibre repose largement sur un système de tuyauterie. [...] Le gouvernement a prétendu faire une réforme "courageuse". En réalité, en recourant à des expédients, mais en faisant payer le prix fort aux assurés, il n'a fait que retarder les échéances. » (*Le Monde* du 28 octobre 2010.) « Le redressement de l'économie française implique de sortir d'un développement axé sur la consommation, alimentée par des transferts sociaux financés par la dette » avance l'économiste Nicolas Baverez.

En Allemagne avec les lois Harz, entre 2003 et 2005, puis l'Agenda 2010, la durée des prestations chômage a été réduite ainsi que les dépenses d'assurance maladie, la fiscalité sur les entreprises a été diminuée pour être transférée sur la TVA.

Au Royaume-Uni, le ministre des Finances, George Osborne, a présenté le 20 octobre 2010 un projet de budget dans lequel tous les postes de l'État providence seront diminués d'au moins 10 %. Le 10 novembre 2010, la manifestation contre les coupes budgétaires dans l'enseignement supérieur dont le budget doit baisser de 40 % d'ici 2015 (les universités anglaises et galloises pourront facturer leurs prestations jusqu'à 9 000 livres par an contre 3 290 auparavant) se termine par le saccage du siège du Parti conservateur.

Au Portugal, « le gouvernement socialiste (remplacé depuis par un gouvernement conservateur qui a pris des mesures encore plus drastiques, *nda*) va amputer les salaires des fonctionnaires, augmenter les impôts et la TVA, rogner les aides sociales et les allocations familiales, réduire ses investissements. Mesures qui aggraveront l'appauvrissement de la classe moyenne, dans un pays où de plus en plus de salariés doivent se contenter d'un salaire minimum fixé à 475 euros mensuels. Par ricochet, cette politique amplifiera encore le nombre de ces petits boulots annexes, qui permettent de s'en sortir, et le champ de cette précarité qui n'en finit plus d'éroder l'emploi stable, y compris au sein de la fonction publique. » (*Le Monde* du 21-22 novembre 2010.) Un gros tiers de la population active de cinq millions de personnes était déjà à l'époque composé de travailleurs précaires. La fonction publique se vide de ses fonctionnaires au gré des départs à la retraite. Les fameux « *recibos verdes* » ont même fait leur apparition dans la fonction publique. Ces reçus avaient été conçus pour les travailleurs indépendants. Ils ont été massivement

adoptés par les entreprises, qui se transforment ainsi en clientes de leurs employés. Ceux-ci leur facturent leurs prestations sans être protégés par un contrat, sans disposer d'aucune des couvertures réservées aux salariés : maladie, retraite, chômage.

En Irlande, dans le budget présenté fin 2010 le salaire minimum est baissé de 8,65 euros à 7,65, les prestations sociales, dont les allocations familiales, seront amputées de 3 milliards d'euros (14 %). S'ajoutent la suppression de 25 000 emplois publics (8 %), la réduction de 10 % du salaire des nouveaux fonctionnaires et de 6 % à 12 % de la retraite des anciens.

Et, bien sûr, la Grèce : hausse de la TVA, gel des retraites, chasse au « gaspillage » des caisses de santé, réduction d'emploi dans le secteur public, réduction des salaires, fin des conventions collectives, emploi des jeunes pour 534 euros par mois, etc.

Même en Suède, les conditions d'adhésion aux syndicats et aux caisses de chômage gérées par les syndicats ont été bousculées. L'allègement fiscal pour ces deux cotisations a disparu. Les cotisations individuelles aux caisses de chômage ont été augmentées et les allocations chômage baissées. Il en est de même pour l'assurance maladie. Résultat : les caisses de chômage ont perdu un demi-million d'adhérents. Cette réforme a permis au gouvernement de faire des économies qui ont financé ses premières baisses de l'impôt sur le revenu. Comme le Premier ministre le souhaitait, cette détérioration du système a poussé certains Suédois à accepter des emplois non qualifiés. Alors que jusqu'à la fin des années 1990, un chômeur suédois touchait 80 % de son salaire

(avec un plafond), en 2002, le même chômeur ne touchait plus que 67 % et 50 % en 2008 (cf. *Le Monde* du 17 septembre 2010). Et même, actuellement : « En Suède, deux chômeurs sur trois ne touchent aucune indemnisation ! Jeunes, immigrés et mères célibataires, ils ont en commun de fréquenter le marché du travail de façon sporadique, ce qui ne les qualifie pas pour bénéficier de l'assurance chômage dont les règles ont été durcies depuis l'arrivée au pouvoir de la droite en 2006. » (*Le Monde* du 15-16 avril 2012.)

En France, la réforme des systèmes de retraites était inscrite de longue date au calendrier de la restructuration du rapport capital/travail. Le report de l'âge légal de départ en retraite apparaît, comme revendication du Medef, au printemps 2009, lors des réunions de concertation sur la réforme des régimes de retraites complémentaires (Arco, Agirc). La position du gouvernement était encore définie par les promesses électorales du candidat Sarkozy, comme il le rappelait lui-même. La comédie qui se joue au début du mois de mai 2010 montre que la crise est passée par là et que ses effets se cumulent avec ceux de la restructuration. Le nouveau ministre du Travail (Woerth) s'emporte contre le journal *Le Monde* du 3 mai 2010 car dans ses colonnes on a pu lire que les discussions qui s'ouvrent sur la réforme du régime général des retraites vont porter sur la modification de l'âge de départ. Il ne s'agirait là que d'une rumeur sans fondement, pure invention de journaliste. Quinze jours plus tard, et en l'espace de quarante-huit heures, le président, le secrétaire général

de l'UMP, et ce même ministre du Travail annoncent qu'ils ont refait leur calcul, que Mitterrand a commis une erreur en abaissant l'âge de départ à soixante ans en 1983 et que, tout compte fait, ils vont remettre un peu d'ordre là-dedans.

Depuis quelque temps, les agences de notation laissent planer la menace d'un abaissement de la note de la France (le fameux « triple A », la note maximale), menace renouvelée au printemps 2010. L'un des effets directs de la crise sur le financement des retraites est l'abaissement de la masse salariale (-1,4 % en 2009) et la diminution proportionnelle des prélèvements. La crise permettait au gouvernement d'enfoncer le clou, de s'en prendre à un symbole politique : l'âge de départ en retraite. Le calendrier était établi depuis longtemps et la marge de manœuvre des syndicats bien circonscrite. Le 14 avril 2010, le Comité d'observation des retraites avait rendu public un énième rapport dans lequel le relèvement de l'âge de départ en retraite était l'une des solutions proposées pour renflouer les caisses ou du moins pour freiner l'endettement. Pas besoin de chercher plus loin, quels arguments les partenaires sociaux auraient-ils pu opposer à une telle autorité ? Aucun, comme l'a montré la suite<sup>6</sup>.

### *Pourquoi la défense des retraites est devenue un mouvement général*

« Derrière le consensus apparent de la défense des retraites, c'est aussi la défense et la croyance dans le

---

6. Ces deux paragraphes sont librement repris de la brochure *Paradoxes en automne* (sur le net).

vieux modèle fordiste qui s'agitait. Pourtant son procès de production et de partage des richesses a été liquidé. Nous sommes à la fin d'un moment historique, au regard de ces trente dernières années. De ce point de vue, les jeux sont faits. Car qui peut croire défendre sa retraite, aujourd'hui ? Avec quarante années d'annuité, il faut avoir un emploi protégé, une carrière commencée tôt. Une situation qui s'apparente de plus en plus à celle de dinosaures au sein des travailleurs. *C'est cette catégorie qui était dans la rue dans les premières manifestations de juin et de septembre* (c'est nous qui soulignons). Ceux pour qui le deal d'une carrière longue, avec un boulot plus ou moins difficile et payé juste de quoi être un consommateur moyen, passait par une mise à l'abri socialement. Mise à l'abri de la jungle de la concurrence du marché du travail, mise à l'abri avec l'assurance de garder tant bien que mal, un niveau de vie acceptable après sa carrière. Ce deal était rompu, ne serait-ce qu'en ajoutant deux ans de labeur. Dans ces premières manifestations se trouvait aussi la fraction la moins riche de "la classe moyenne". Celle pour qui il serait possible de s'assurer une retraite par capitalisation, mais qui y perdrait tout de même.

« Si le mouvement a continué, dépassant le cycle des manifestations défilés, c'est parce que cette défense d'un statu quo s'est elle-même muée en une critique plus profonde. Pour beaucoup, la retraite n'est plus un horizon, aussi lointain soit-il. Des formes de travail beaucoup plus atomisées, avec des plages sans revenus, des tafs non déclarés, des solutions de débrouille quelconques, etc. Les quarante annuités, c'est une *condam-*

*nation au travail à perpétuité.* Et puis la mise en concurrence permanente, le trop peu pour survivre poussent à ne pas voir plus loin que le jour même. Pourtant, une grande partie de ceux pour qui la retraite rimera sûrement avec minimum vieillesse était dans la rue, sur les piquets, les blocages. C'est que la critique ne portait pas simplement sur ces deux années supplémentaires, mais sur nos vies entières coincées entre le travail et la survie. [...] Le consensus apparent sur la défense des retraites recouvre des intérêts contradictoires. Les motivations de ceux qui espèrent encore obtenir quelque chose du vieil État providence s'opposent à celles de la plupart des manifestants, pour lesquels les difficultés du présent font de la retraite même un mirage. » (*Paradoxes en automne*, op. cit.)

La lutte contre la réforme des retraites est un révélateur non pas d'autre chose mais de tout ce qui est inscrit dans cette réforme. La question de l'âge de départ à la retraite, de l'obtention de son taux plein, des annuités nécessaires, c'est la question de l'emploi et de la manière de la gérer depuis trente ans. La question c'est l'organisation du *marché du travail* dans le mode de production capitaliste issu de la restructuration des années 1970 : la précarisation ; les jeunes de moins de 25 ans qui sont au chômage<sup>7</sup> ; les plus de 55 ans qui

---

7. En juillet 2010, selon Pôle emploi, les jeunes de moins de 25 ans qui recherchaient un travail depuis un an au moins avaient augmenté de 72 % en deux ans. C'étaient 109 000 jeunes qui étaient dans cette situation.

sont poussés vers la sortie (en 2010, il y a eu 350 000 licenciements conventionnels).

On peut dater l'entrée de la France dans cette nouvelle organisation du marché du travail de la « circulaire Bérégovoy » de novembre 1982 : l'indemnisation du chômage commence à être dissociée, selon sa durée et le cursus antérieur des chômeurs, entre un régime d'assurance financé sur une base contributive et gérée sur un mode paritaire, et un régime dit de solidarité par lequel l'État prend en charge l'indemnisation de certaines catégories de personnes privées d'emploi. Une partie des chômeurs décroche d'un régime du travail à un régime de solidarité. Le système de segmentation de la force de travail et de *création* de catégories est alors renforcé par l'apparition et le développement de *l'insertion*, ciblant des populations produites comme particulières (la petite différence et ses grandes conséquences que l'on voit également à l'œuvre avec le travail féminin) et des zones particulières (quartiers, cités). Ce n'est pas un hasard si la notion et la pratique de l'insertion suivent immédiatement l'été chaud des Minguettes. Se cristallisent ainsi des catégories de plus en plus nombreuses à l'intérieur de la force de travail globale disponible et des politiques différenciées de rapport entre travail salarié et chômage. Alors que dans les années 70 (rapport Stoléru), les « exclus » sont considérés et construits comme une population résiduelle par rapport à la logique générale du rapport entre emploi salarié et chômage, l'insertion construit de façon positive des catégories dans ce rapport ; le principe d'hétérogénéité et de segmentation de la force de travail l'emporte.

Déjà, dans la seconde moitié du septennat de Valéry Giscard d'Estaing, étaient apparus les premiers « pactes pour l'emploi » afin de faciliter l'embauche des jeunes et les opérations « habitat et vie sociale ». « Derrière ces initiatives se profile une double prise de conscience : que la pauvreté pourrait ne pas seulement représenter des îlots d'archaïsme dans une société vouée au progrès, mais dépendre de *processus en rapport avec l'emploi* (c'est nous qui soulignons) ; que les problèmes que posent certains jeunes ne doivent pas seulement s'interpréter en termes d'inadaptation personnelle [...]. La société salariale commence à perdre sa bonne conscience. » (Robert Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale*, Éd. Fayard p. 423.)

Dans les nouvelles modalités de l'exploitation de la force de travail totale comme une seule force de travail sociale disponible face au capital et segmentable à l'infini, il était devenu impossible de continuer à traiter « l'exclusion » comme un parcours individuel et un phénomène résiduel n'apparaissant que par soustraction. La segmentation est tout autant division, création de catégories, que continuum de positions qui coexistent dans un même ensemble et se contaminent les unes les autres.

Dans les pays centraux du mode de production capitaliste, les mécanismes de production d'une population ouvrière superflue subsistent et sont même plus efficaces que jamais, mais *il n'y a plus de population ouvrière superflue*. Bien sûr, existe toujours cet « encombrement » dépréciant la force de travail, mais ce n'est pas tout, les choses sont globalement devenues beau-

coup plus subtiles. Le mode de production capitaliste effectue alors la synthèse de deux tendances qui lui sont inhérentes : la création constante d'une force de travail comme superflue et la nécessité de traiter l'ensemble de la force de travail disponible comme force de travail nécessaire. L'organisation du marché du travail dans lequel l'ensemble de la force de travail disponible est constamment posée comme déjà achetée et appartient à l'ensemble du capital (sa rotation et sa précarité généralisée), et le complément de salaire pour une fraction de la force de travail, même réellement engagée dans le procès de production, viennent mettre en forme, unifier ces tendances contradictoires. Le caractère superflu d'une partie de la force de travail demeure, mais ce caractère au lieu d'être le fait d'une fraction nettement délimitée de celle-ci est lissé sur l'ensemble de la force de travail, ce qui généralise la dépréciation du prix de la force de travail, intègre dans la reproduction générale de la force de travail le caractère constant du processus de production d'une surpopulation ouvrière, et autorise une utilisation intensive maximum de la force de travail sociale disponible dans sa totalité. C'est un tel processus qui est à l'œuvre dans l'ensemble des dispositions qui, en France, tournent autour du RMI ou du RMA, puis du RSA, des « travailleurs pauvres », des salaires équivalent à un SMIC à mi-temps et des allocations « en sifflets ». Le marché du travail est devenu un « plan social » permanent.

En France, entre 1980 et 2007 (rien ne s'est amélioré depuis...), « la proportion des travailleurs à temps partiel est passé de 6 % à 18 % de l'effectif salarié total

et celle des autres formes d'emplois atypiques (intermittence, intérim, etc.) de 17 % à 31 % du salariat » (*Le Monde* du 30 novembre 2007). Mais la précarité n'est pas seulement cette part de l'emploi que l'on peut qualifier *stricto sensu* de précaire. Intégrée maintenant dans toutes les branches d'activités, elle est bien sûr une « menace » sur tous les emplois dits « stables ». Les emplois stables adoptent les caractéristiques de la précarité dont principalement la flexibilité, la mobilité, la disponibilité constante, la sous-traitance précarisant l'emploi même « stable » des PME, le fonctionnement par objectifs dans les grandes entreprises. La liste des symptômes de la contagion de la précarité sur les emplois *formellement* stables est longue.

« On peut parler de nouvelles politiques de l'emploi dès lors qu'un ensemble cohérent de nouveaux dispositifs émerge, qui témoigne d'une nouvelle représentation de la nature et des causes du chômage. Les politiques de réduction du coût du travail, d'un côté, et le développement d'incitations monétaires au retour à l'emploi, de l'autre, ont profondément transformé la panoplie des politiques pour l'emploi. En France, comme dans de nombreux pays d'Europe, les nouveaux dispositifs sont ciblés sur les bas salaires, privilégient les incitations monétaires, subventionnent à la fois les salariés et leurs employeurs et mobilisent des budgets sans précédent. Dans une logique d'activation de la protection sociale, l'objectif est de favoriser la progressivité des prélèvements sociaux tout en limitant la dégressivité des transferts, au travers des *in work benefits* destinés à combler les "trappes à pauvreté". [...]

Alors que la baisse du chômage pouvait se faire par le biais d'une hausse du non-emploi auparavant, c'est désormais la baisse du non-emploi qui est privilégiée (en renforçant l'attrait du marché du travail). [...] Au travers d'un grand nombre de dispositifs nouveaux, on veut désormais soutenir l'offre de travail alors que l'objectif poursuivi jusqu'à la fin des années 1980 par l'action publique était plutôt d'encourager les retraits d'activité. La cible n'est plus de diminuer le taux de chômage, mais d'accroître le taux d'emploi. [...] On peut dénombrer plus de dix millions de salariés concernés par les exonérations sur les bas salaires. On peut dénombrer aussi 8,5 millions de bénéficiaires de la prime pour l'emploi. Le changement d'échelle est très net (2,8 millions de bénéficiaires de la politique de l'emploi en 2000, *nda*). Il en va de même si l'on considère les budgets mobilisés par les politiques de l'emploi. » (Yannick L'Horty, *Les Nouvelles Politiques de l'emploi*, Éd. La Découverte 2006, pp. 3-4 et 6-7.)

Dans une telle organisation du marché du travail, le « *travailler plus* » pour financer les retraites a sonné comme une provocation. À peine le mouvement était-il en train de s'éteindre que Renault annonçait le départ anticipé en préretraite de 3 000 salariés pour maîtriser ses sureffectifs : « Cette décision qui va à rebours du discours sur la nécessité de maintenir dans l'emploi les seniors a provoqué l'étonnement de Laurence Parisot, la présidente du Medef. » (*Le Monde* du 25 novembre 2010.) Compte tenu d'une entrée plus tardive sur le marché du travail et de l'allongement de la durée de cotisation, l'âge moyen de départ à taux plein est au-

jourd'hui de 62 ans ; « 93 % des assurés nés en 1970 ne pourraient pas partir à 60 ans en 2030 avec une pension complète » (*Le Monde* du 14 septembre 2010). Les 67 ans (taux plein en 2023) pénalisent les salariés qui ont eu des carrières morcelées, marquées par des interruptions d'activité (chômage, précarité, etc.). La mesure touchera durement les femmes, dont près de 30 % font valoir aujourd'hui leurs droits à la retraite à 65 ans pour pouvoir bénéficier du taux plein. La réforme française est une des rares en Europe à jouer à la fois sur le recul des âges légaux et sur l'allongement des durées de cotisation, avec en outre un calendrier d'application aussi court.

Cumuler emploi et retraite, prolonger sa carrière pour arrondir sa pension, sont des solutions réservées à un petit nombre de personnes, cadres supérieurs ou travailleurs indépendants. La grande majorité n'a pas le choix : ce sont les employeurs qui, dans un contexte économique donné, décident. Les salariés n'ont pas pour horizon l'âge légal de la retraite, leur horizon, c'est l'espérance de durée dans l'emploi, et donc l'âge de départ effectif, depuis longtemps inférieur à l'âge légal. Les entreprises poussent dehors les travailleurs âgés, qui regardent d'autant plus vers la sortie qu'on les y pousse.

Les jeunes, qui savent les difficultés qui les attendent à l'entrée du marché du travail, savent que d'autres se présenteront à la sortie, pour eux ce sera difficile tout le temps<sup>8</sup>. C'est cette angoisse qui s'exprime. Et cela

---

8. La liste est longue des formules imaginées pour faciliter l'insertion des jeunes depuis les travaux d'utilité collective imaginés par la gauche en 1984 (les préretraites, quant à elles,

n'implique pas forcément de l'animosité envers les générations précédentes. Les uns et les autres se rendent compte qu'ils partagent une même inquiétude vis-à-vis de la précarité. Cela dit, il ne faut pas perdre de vue que c'est la jeunesse scolarisée que l'on a vu dans les manif et les blocages, peu celle qui a déjà un emploi.

L'attaque des retraites qui n'a rien a priori de réel pour des lycéens, à l'évidence, les touchait pourtant. Ils le disaient et le montraient bien. En quoi cette « réforme » les touchait-elle maintenant et pas dans un avenir brumeux ?

La retraite existe immédiatement en ce qu'elle est du salaire reporté et socialisé, on paie maintenant les pensions des retraités de maintenant, c'est donc une situation immédiate qui anticipe réellement la situation à venir – les jeunes de demain ne paieront plus ma retraite comme je le ferai moi-même pour les retraités de maintenant – la mise en perspective de la vie de salarié est détruite tout de suite. On est dans l'absence de futur aussi bien pour l'embauche maintenant que pour la retraite plus tard. En attaquant les retraites les capitalistes et leur État confirment solennellement que le salariat est en crise aiguë et qu'ils n'envisagent pas que ça s'arrange. Il faudrait que les jeunes soient de sacrés abrutis pour ne pas le voir, le chantage à la formation « à débouchés » est vidé de tout sens puisque vidé de tout futur.

---

nées en 1974 dans la sidérurgie se généralisent au début des années 1980).

La lutte contre la réforme des retraites a intégré tout naturellement, parce que c'était le véritable sujet, le refus et la lutte contre l'organisation du marché du travail. C'est en cela qu'elle est devenue un mouvement général.

Dans un tract distribué dans les Pôles emploi d'Avignon, on pouvait lire : « Nous vivons trop longtemps, nous sommes trop souvent malades, nous sommes trop nombreux à chômer et pas assez à cotiser. Bref nous coûtions trop cher. Par "réalisme économique", il faudrait que chacun fasse un effort, se serre un peu plus la ceinture pour sauver les systèmes de répartition. Faire passer l'âge de départ à la retraite de 60 à 62 ans, c'est dire : "Vous allez devoir travailler plus longtemps pour toucher une retraite convenable." Cette injonction au travail est un foutage de gueule. Une grande partie de ceux qui arrivent à l'âge de la retraite sont déjà sortis de l'emploi. Par épuisement, ras-le-bol, licenciement ou maladie. Dans un contexte de chômage structurel et de précarisation de l'emploi, la figure du travailleur garanti qui cotise à taux plein est devenue marginale. Précaires permanents, RMIstes de longue date, CDIstes à temps partiel, RSAstes fraîchement arrivés, sans papiers, intérimaires depuis toujours, étudiants longue durée, jeunes disqualifiés, nous sommes déjà très nombreux à être exclus du système de retraites actuel. Nous ne cotiserons jamais assez. Loin de vouloir sauver quoi que ce soit, cette réforme réduit toujours plus la possibilité d'une retraite à taux plein, voire d'une retraite tout court. Elle poursuit la destruction progressive du système par

répartition et son remplacement par des logiques de privatisation. [...] La “pédagogie” gouvernementale appliquée au “problème” des retraites est la même que celle appliquée au “problème” du chômage : nous serions tous individuellement responsables du déficit comptable, responsables de ne pas savoir nous adapter aux exigences du marché, de ne pas être prêts à nous vendre à n’importe quel prix, de ne pas nous comporter comme d’habiles petits auto-entrepreneurs de nous-mêmes, de ne pas participer à notre propre exploitation. [...] Refuser la réforme des retraites, c’est commencer par dire : “Non, nous ne devons rien !”, “Pas question d’endosser le sauvetage de l’économie et d’un capitalisme en crise !” C’est dire : “On ne veut pas travailler plus”. (Tract reproduit dans *Incendo* n° 5, journal a périodique avignonnais, novembre 2010.)

Mais si la réforme des retraites engage l’ensemble des salariés parce que c’est du marché du travail dont il est question, pour la même raison, elle les engage de façon diverse.

« Cette mesure va creuser les inégalités entre les différentes catégories de retraités en faisant travailler davantage les parcours professionnels les plus défavorisés pour des pensions médiocres [...] donner tout son poids à l’extraordinaire diversification-complexification du travail et du salariat qui s’est produite depuis l’instauration du droit à la retraite. [...] Au début du xx<sup>e</sup> siècle (loi sur les retraites ouvrières et paysannes de 1910), mais encore lorsque notre régime actuel de retraite est instauré en 1945, le salariat est majoritairement le salariat ouvrier exercé sous la forme d’un

métier manuel de transformation de la matière. Cette situation a radicalement changé. Les ouvriers agricoles qui représentent encore, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, le quart de la population ouvrière ont pratiquement disparu. Le salariat ouvrier est devenu majoritairement un salariat de services plutôt qu'un travail d'exécution. Le nombre des employés dépasse désormais celui des ouvriers. De nouvelles catégories salariales en rapide expansion assurent la promotion généralisée du salariat : professions intermédiaires, cadres moyens et supérieurs, gonflement de la fonction publique... La donnée sociologique fondamentale depuis une soixantaine d'années est que le salariat a littéralement explosé. » (Robert Castel, *Le Monde* du 20 août 2010.) Comme les mouvements des Indignés et les mouvements Occupy, comme les révoltes arabes (dans un tout autre contexte et avec d'autres enjeux), cette lutte contre la réforme des retraites a posé la question de la définition aujourd'hui de la classe ouvrière dans sa segmentation. Il n'y aura plus d'unité de la classe pour elle-même.

*La question de la segmentation est inhérente à ce cycle de luttes*

Dans la restructuration du capitalisme qui s'est mise en place à partir du milieu des années 1970 ont disparu les contraintes sur l'accumulation que représentaient les rigidités des marchés du travail nationaux, les protections sociales, la division de l'économie mondiale en blocs issus de la Guerre froide et les développements nationaux protégés que cela permettait dans la « péri-

phérie » de l'économie mondiale. À l'époque, la crise du modèle social fondé sur le modèle productif et l'État providence keynésien aboutit à la financiarisation, au démantèlement et à la délocalisation de la production industrielle, à la destruction d'un pouvoir ouvrier, d'une identité ouvrière confirmée par la reproduction du capital, à la dérégulation, à la fin de la négociation collective, à la privatisation, à l'évolution vers le travail temporaire et flexible. La formation d'un marché global du travail de plus en plus unifié comme un continuum de segmentation, la mise en place de politiques néolibérales, la libéralisation des marchés, et la pression internationale à la baisse des salaires et à la détérioration des conditions de travail représentent une contre-révolution dont le résultat est que la contradiction entre le prolétariat et le capital se situe maintenant au niveau de la reproduction elle-même du rapport d'exploitation, au niveau de l'implication réciproque du prolétariat et du capital.

Quand la contradiction entre les classes se situe au niveau de leur implication réciproque et de leur reproduction, le « maillon faible » de cette contradiction, l'exploitation qui constitue et relie les classes entre elles, se situe dans les moments de la *reproduction sociale de la force de travail*, là où justement, loin de s'affirmer, la définition du prolétariat, constitué par la contradiction qu'est dans le capital le travail productif, apparaît toujours (et de plus en plus dans les formes actuelles de la reproduction) comme contingente et aléatoire, non seulement pour chaque prolétaire en particulier, mais structurellement pour l'ensemble de la classe.

Dans la crise actuelle ce sont ces caractéristiques définitoires du capitalisme restructuré qui de dynamiques se sont retournées en limites et contradictions du développement, qui, de contre-tendances à la baisse tendancielle du taux de profit, sont devenues les axes portant cette baisse. C'est bien le capitalisme restructuré qui est spécifiquement entré en crise. Les contradictions et les limites qui explosent actuellement sont celles-là mêmes qui avaient constitué la dynamique du système et en avaient défini les conditions de développement. Mais aussi, du côté du prolétariat, avec la disparition de l'identité ouvrière, la situation commune d'exploités n'est rien d'autre que leur séparation. La tension à l'unité existe dans le heurt avec les séparations, elle est alors, pour les prolétaires, une contradiction avec leur propre appartenance de classe. La crise actuelle est une crise du rapport salarial tant comme capacité de valorisation du capital que comme capacité de reproduction de la classe ouvrière en tant que telle.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la cartellisation et la fuite en avant dans l'accumulation de la section 1 (celle des biens de production) est la réaction du mode de production capitaliste au déséquilibre entre les sections de la production qui avait mené à la baisse du taux de profit et à la Grande Dépression ; au début des années 1930, Hoover précède Roosevelt ; au début des années 1970, les politiques de « relance keynésienne » précèdent Thatcher, Reagan et le plan de rigueur socialiste français de 1983 ; au début des années 2010 la pression sur la valeur de la force de travail pour accroître le taux de plus-value redouble. Chaque fois, dans une

première phase de la crise, la réaction spontanée de la classe capitaliste est d'accentuer ce par quoi la catastrophe est arrivée. C'est alors le cours de la lutte des classes, dans ses formes historiquement spécifiées par la nature du rapport d'exploitation qui entre en crise, qui détermine la suite. Il n'y a pas de téléologie du mode de production capitaliste.

L'illégitimité de la revendication salariale, ou mieux dit son asystémie, dans le mode de production tel qu'il est sorti de la restructuration des années 1970 et a fortiori dans sa crise, a été le contenu de ce mouvement contre la réforme des retraites, elle l'a constitué de part en part et *il n'en est pas sorti*, c'est en cela qu'il a été l'implosion de l'identité ouvrière. À aucun moment l'appartenance de classe n'est apparue ou n'a été fugitivement produite comme une contrainte extérieure, elle s'est seulement repliée sur elle-même comme unité *idéale* de la classe dont les « manifs » étaient la *représentation* et déployée comme syndicalisme de base. Unité idéale et représentation de celle-ci, dans la mesure où l'activité même dont elles étaient le complément nécessaire, le syndicalisme de base, était simultanément la confirmation de la disparition de l'unité réelle.

# Du syndicalisme de base à l'identité ouvrière comme idéal : manifs, grèves, AG et blocages

## *Périodisation*

« On peut définir trois temps dans ce que l'on nomme "mouvement contre la réforme des retraites". À partir du 7 septembre, la première de la rentrée, mais troisième contre la réforme, jusqu'à la manifestation du 12 octobre, on est dans la temporalité des grandes manifestations, kermesses syndicales ayant pour seul objectif d'affirmer l'incontournable rôle des partenaires sociaux. C'est une période bâtarde du mouvement. Le seul acteur réel est l'intersyndicale, et *in fine* le couple Chérèque-Thibaut. À ce stade, les centrales souhaitent achever ce ballet à la fin du mois de septembre. Seulement, l'État ne leur lâche rien qui pourrait ressembler à une quelconque concession. Dans le même temps, la rue ne désemplit pas. Une partie des militants des organisations veulent *y aller*, et les orgas doivent alors les ménager. La contestation se massifie, au lieu de s'essouffler. Il n'est plus possible de lui claquer la porte au nez.

« À partir du 7 octobre, la modalité d'action et d'apparition du mouvement se diversifie. L'exigence d'une grève reconduite s'installe, les lycéens prennent

la rue... Bien sûr, la grève dite reconductible fait partie du bluff syndical. Mais le 12 octobre, les manifestations qui s'ébranlent ne sont plus uniquement des cortèges syndicaux bien gardés. Nombre de groupes sans banderoles, sans drapeaux ou sonos crachotant des slogans font masse. On sent alors l'envie de ne pas en rester là largement partagée.

« Les grèves (dans les transports, l'éducation...) ne sont pas en mesure de désorganiser la production. Sauf dans les raffineries qui deviendront l'emblème du mouvement. Et sûrement sa faiblesse. Nulle intention de mettre en doute la réelle combativité des salariés des raffineries, ni leurs raisons de se mettre en grève qui ne sont pas toutes liées à la question des retraites ; relevons par exemple que pendant trois semaines, le site de Chigrin, à côté de Chambéry, a été bloqué plusieurs fois sans que cela semble attirer beaucoup l'attention et que d'un seul coup d'un seul toutes les raffineries de France se seraient trouvées bloquées le 12 octobre. Les raffineries du groupe Total étaient en grève depuis le mois de septembre, sauf Grandpuits qui approvisionne en partie l'Île-de-France et qui entra en grève le 12 octobre. Les autres raffineries ne furent en grève que de manière discontinue. Comme le dira un salarié de Grandpuits : "nous ne voulons pas être le fer de lance du mouvement". À défaut, le blocage des raffineries en aura été le drapeau. Le mouvement tardant décidément à s'essouffler, les bureaucrates en seront réduits à compter sur les vacances scolaires pour démobiliser. À ce moment, les parlementaires avaient fini leurs devoirs et le mouvement, sur la base de sa revendication

– constituer un rapport de force pour inciter les élus à revoir leur copie – ne pouvait pas se poursuivre. Et rien dans les événements des semaines précédentes ne laissait augurer d'une autre issue.

« La manifestation du 28 octobre est celle du reflux, le troisième temps du mouvement, commencé quelques jours avant. Le 29 octobre, la CGT remet au boulot les raffineries. À ce moment, les réquisitions font surtout partie de la communication politique, tant le retour à la normale était prévisible, dès le début de la semaine. Habilement, les centrales n'appellent pas à finir la grève. Elles continuent d'accompagner le mouvement, en faisant attention à ce que les actions de blocage restent symboliques. Elles ont bien compris que l'usure sera plus longue que d'habitude. Et c'est la particularité de ce troisième temps. Malgré la défaite et le reflux annoncé, l'envie d'en découdre demeure. À coup sûr le serpent de mer ressurgira. » (*Paradoxes en automne.*)

Durant le premier mois, à partir du 7 septembre, on voit un nombre croissant de manifestants dans les différents défilés, mais du côté des grèves la situation n'est guère brillante. Les grèves ne touchent aucune entreprise privée. Chez Renault à Flins ou Citroën à Aulnay, seulement 100 grévistes pour des effectifs tournant autour de 4 000. Même dans les manifs, on ne voit guère de banderoles du privé. À la SNCF, la grève d'un jour ne mobilise qu'entre 25 % et 30 % du personnel, la situation est identique à la RATP (sauf sur la ligne B du RER). À la gare Saint-Lazare, les assemblées générales des 7 et 23 septembre n'attirent que 50 personnes.

Les gens de la SNCF et de la RATP sont tranquilles avec leurs régimes spéciaux jusqu'en 2017. En revanche, localement (Orléans, Quimper, Brest, Hôpital Tenon à Paris), la participation des infirmières à la grève et aux manifestations est importante. Dans l'Éducation nationale, le pourcentage de grévistes dépasse rarement les 20 %.

Cependant, dans cette morosité des grèves quelques exceptions apparaissent.

Sur la ligne B du RER, le pourcentage de grévistes atteint 75 %, mais pour des raisons spécifiques qui ont peu à voir avec la lutte contre la réforme des retraites. La ligne B du RER est exploitée par la RATP jusqu'à la gare du Nord et au-delà par la SNCF. Un accord entre la RATP et la SNCF prévoit de confier la totalité de l'exploitation à la SNCF ce qui entraîne le transfert des salariés. Dans cet accord, la direction a décidé de soumettre les travailleurs concernés à ce qu'il y a de plus mauvais dans chacun des deux statuts, non en ce qui concerne les salaires, mais pour les rythmes de travail, les avantages sociaux et les primes.

Dans le secteur des raffineries, sur douze sites en France, six appartiennent à Total. Dans son ensemble, le secteur connaît des problèmes de surcapacité et de vétusté d'installations qui, en outre, ne correspondent plus à la tendance actuelle dans l'industrie pétrolière d'installer les capacités de raffinage à proximité des champs de production. En regard des surcapacités européennes, Total avait décidé de fermer la moitié de ses sites en France en commençant par Dunkerque en janvier 2010. Les ouvriers avaient réussi à retarder l'ap-

plication de la décision de la direction et les syndicats avaient obtenu un jugement favorable contre lequel Total avait fait appel. Ainsi, les ouvriers, menacés et vigilants, ont profité de la lutte contre la réforme des retraites pour maintenir la pression sur Total, même s'ils bénéficient d'un accord d'entreprise concernant les retraites meilleur que les lois en vigueur et a fortiori supérieur à celles qui étaient programmées. Les six raffineries de Total étaient donc en grève depuis le début du mois de septembre.

Sur le port de Marseille, en septembre, la lutte avait commencé depuis quelques semaines déjà sur des questions là aussi spécifiques. Les travailleurs ont bloqué le port, mais plus efficace a été le blocage du terminal de Fos-sur-Mer qui ne commence que le 27 septembre. À Marseille également, les employés municipaux (éboueurs, cantinières) étaient en grève sur des questions particulières. Pour les éboueurs, il s'agissait de la composition des équipes de travail, des salaires et des conditions de travail. Pour les employées des cantines scolaires, il s'agissait de réduire la précarité de l'emploi et les temps partiels.

Durant la semaine du 12 au 19 octobre, le phénomène nouveau est l'irruption spontanée des lycéens en banlieue parisienne et en province. Dans Paris, les petites manifs spontanées sont calmes et ludiques, la police encadre et arrête le trafic, mais en banlieue, à Montreuil, Nanterre ou Argenteuil, les sorties de collèges ou de lycées sont plus agitées : saccages de commerces, petits pillages et interventions violentes de

la police qui attaque les manifestants à la grenade et au flash-ball, la même chose se déroule à Caen ou à Rennes. C'est dans le Val-de-Marne qu'il y a eu le plus grand nombre d'accrochages, mais c'est à Saint-Denis que s'est déroulée l'action la plus violente lorsque des jeunes encagoulés ont attaqué un supermarché. L'État redoutait la répétition d'une situation semblable à celle de 2006 durant la lutte anti-CPE, il s'agissait de tuer le mouvement dans l'œuf.

L'autre nouveauté de cette semaine-là est le blocage des centres pétroliers de distribution à proximité des grandes villes. Blocages sous le contrôle de la CGT et qui n'excèdent jamais deux jours consécutifs (nous y reviendrons). Dans les raffineries, la grève est continue seulement à Grandpuits. Au même moment, sans revendications propres claires, l'entrée des chauffeurs routiers dans le mouvement et les quelques blocages qui s'ensuivirent demeurent éphémères. En revanche, le petit jeu du blocage des dépôts entre la CGT et la police se poursuit : les piquets ne sont pas défendus et rapidement dispersés par la police, mais ils se déplacent vers un autre dépôt ou attendent le départ de la police pour se reconstituer.

Dans le Nord et dans le Pas-de-Calais, la CGT a mené, sur une journée, une grève de quelques heures mais qui a paralysé trente grandes entreprises dont Alstom et Bombardier mais ni Renault, ni Toyota.

C'est enfin la semaine où débutent les affrontements de fin de manifestation.

À partir du 19 octobre, le nombre de manifestants augmente lors des défilés mais le nombre de grèves et de grévistes diminue. Les cheminots sont toujours en grève mais leur nombre est en constante diminution, la participation aux AG est toujours aussi faible et le rapport de force entre grévistes et non-grévistes fait qu'il n'y a aucun blocage à la SNCF. De même, dans les secteurs de la santé, à la Poste, dans l'Éducation nationale, le nombre de grévistes décroît et les grèves d'une journée sont plus un témoignage qu'une revendication. Il n'y a plus de grèves à la RATP, sauf l'exception habituelle de la ligne B du RER où le nombre de grévistes passe tout de même sous les 50 %.

Cependant, les travailleurs de Total, ceux du port de Marseille et les municipaux sont toujours en grève. Le 25, le préfet réquisitionne les éboueurs au moment où ceux-ci reprennent le travail. Dans la région parisienne, les lycéens commencent des blocages d'autoroutes et de voies de chemin de fer.

Dans ce mouvement, l'intérêt spécifique de la périodisation réside dans le problème qu'elle pose. D'une part, la périodisation montre la diversité des activités du mouvement, leur coexistence, leur entrelacement et même le fait qu'elles se nourrissent les unes les autres. D'autre part, la chronologie souligne la différence de temporalité, de rythme entre les manifestations, les blocages, les grèves (selon les secteurs et dans leur intermittence). Comme si toutes les activités qui coexistaient et se nourrissaient mutuellement vivaient aussi de leur vie propre.

## *Un mouvement divers et diffus*

### **Les luttes et grèves locales**

En octobre 2010, chacun se sentit concerné, au moins pour exprimer son ras-le-bol. Il y a eu multiplicité des formes de lutte et des grèves, et recherche de formes de luttes dépassant la grève catégorielle. Mais il n'y eut qu'un *semblant* de dépassement de cet isolement. Les blocages ou les AG « interpro » ou « inter-luttes » furent sans effet sur ces grèves et, lorsqu'elles se donnaient expressément comme but de lutter contre cet isolement, ne furent presque jamais le fait de ceux ou celles qui précisément étaient en grève. Quand les volontaires pour un blocage de site de production étaient trop nombreux, les délégués syndicaux de base, c'est-à-dire les grévistes, les envoyaient manifester dans les rues désertes de la banlieue ou du village voisins.

- Les cantinières scolaires de Marseille

À Marseille, les 4 000 employées des cantines scolaires (les « tatas ») sont les premières, le 24 septembre, à partir, dans le cadre de la lutte contre la réforme des retraites, en grève reconductible tournante. Le cas est intéressant car ce n'est pas la situation habituelle de luttes parties de revendications spécifiques, n'ayant rien à voir avec la réforme des retraites et qui trouvent dans cette lutte l'expression de la revivification de l'unité et de l'identité ouvrière comme idéal. Ici, avec les cantinières, c'est à l'inverse la lutte contre la réforme des retraites qui porte en avant des conditions de travail

et d'emploi particulières. Cependant, la lutte contre la réforme des retraites devenant alors la lutte contre ces conditions, le mouvement développe ses revendications et sa dynamique propres dans le combat global contre le marché du travail qui a été le fondement de la possible généralisation de ce mouvement. « Le mot d'ordre a pris dans ce secteur féminin car les salariées sont issues de milieux populaires et touchent des salaires bas : de 1 000 euros au début pour finir à 1 400 euros », explique Pierre Godard, porte-parole des Territoriaux FSU. Avec des débuts de carrière tardifs, parfois consécutifs à un divorce – 37 % de familles de cantinières sont monoparentales – avec des carrières segmentées, les syndicats ne sont pas surpris que le conflit des « tatas » ait été « parmi les premiers à partir en reconductible ». « À la porte des écoles, les grévistes expliquent aux parents qu'elles toucheront une retraite d'environ 800 euros » (*Le Monde* du 7 octobre 2010). Les emplois sont précaires, les embauches tardives, les interruptions au moment des naissances pénalisantes pour la carrière, et beaucoup élèvent seules leurs enfants. La revendication c'est la retraite, mais la mobilisation se noue autour de toutes les spécificités de la segmentation sexuée du marché du travail et pour elles particulièrement du fonctionnement de l'administration municipale : « il y a tellement de mépris de la part de notre hiérarchie que ça a fait boule de neige » (une cantinière, *Le Monde* du 26 octobre 2010). Le mouvement s'est étendu dans les secteurs féminins de l'administration municipale. Après les écoles, les crèches, les bibliothèques, les postes administratifs ont été touchés : « il y en a qui font des

vacations de cinq heures et doivent se débrouiller avec 700 euros par mois, on se bat pour que les femmes soient embauchées à temps plein, certaines restent précaires pendant trois-quatre ans » (*ibid.*). « Personne ne veut nous recevoir », il est vrai que Jean-Claude Gaudin, maire UMP de Marseille répond au journaliste du *Monde* : « ces femmes-là sont bien contentes d'avoir du travail ».

De même : « “Stars” de la manifestation du 2 octobre [...] les caissières de deux supermarchés Monoprix, en grève depuis le 17 septembre, sont “emblématiques de millions de salariés invisibles des services et des commerces”, observe Avelino Carvalho, responsable CGT de ce secteur d'activité. Ces salariées réclament une augmentation du nombre d'heures de leur temps partiel alors que moins d'un emploi sur deux est à temps complet. » (*ibid.*)

À l'usine Fralib de Gémenos (filiale d'Unilever – Thé Éléphant), en lutte depuis deux ans contre le plan de fermeture d'Unilever et pour imposer un projet coopératif de relance de la production, les ouvrières ont l'impression de subir une « double peine » : « la réforme des retraites est une injustice totale pour les femmes et Unilever veut fermer notre usine qui est rentable en nous proposant des postes à Bruxelles ou en Pologne » (*La Provence* du 4 novembre 2010).

Même les revendications des femmes, pourtant principales victimes de la réforme et dont la situation était emblématique de celle-ci, sont apparues comme constituant une lutte particulière. Selon le témoignage d'une copine : « Les tracts nationaux du Planning

familial dénonçaient la réforme sur le versant situation des femmes bien résumé dans le “*double journée – demi retraite*”. J’ai été surprise par la popularité du slogan lancé par C., une collègue du Planning, qui à ma connaissance avait dès la première manif fait un carton avec ce slogan, à la suite de quoi j’ai vu plein de nanas afficher ce slogan dans les manifs suivantes, ça a vraiment accroché et vite. Les collègues du Planning étaient en grève (on était nombreuses en général) les jours J, parfois sur des demi-journées uniquement. Cela semblait important pour les collègues qu’on soit nombreuses en grève et qu’on se retrouve aux manifs mais ça se limite aux manifs. Pas de mobilisation sur les actions de blocage. Dans les discussions tout le monde considérait que la revendication était perdue d’avance et que de toutes façons, l’attaque se faisant tellement à plein de niveaux, que ça n’avait pas beaucoup de sens de se focaliser là-dessus, bref plus un truc de dénonciation globale des conditions d’existence. »

- Roubaix, La Redoute

Pour la manif du 23 septembre 2010, 14 bus sont prévus par la CGT au départ de Roubaix, ce n’est pas que la question de la réforme des retraites y soit plus ressentie qu’ailleurs. « À Roubaix, le contexte économique pèse lourd, les difficultés de la vente par correspondance attisent le feu. [...] La Redoute, les 3 Suisses, les agents territoriaux et l’union locale CGT de Roubaix auront chacun leur bus. [...] On parle de 220 salariés bientôt éjectés de La Redoute vers une

filiale de mailing, aux salaires plus faibles. Un mouvement déjà largement entamé comme le confirme Jean-Claude Blanquart, le délégué CFDT. “Nous sommes 3 500 à La Redoute contre le double, il y a dix ans. Et lors d’une expertise récente du comité d’entreprise, nous avons découvert que la direction comptait encore supprimer 1 000 postes d’ici trois ans.” » (*Le Monde* du 21 septembre 2010.)

- Arles, la Poste

Selon le témoignage d’un copain : « Arles, jeudi 28 octobre 2010 : les postiers, après 16 jours de grève, vont reprendre le travail. Ils étaient la locomotive, mais les wagons se raréfiant... le dernier moment fort de la lutte aura été hier matin, le blocage du centre de distribution “sauvage” installé par la Poste dans la ZI de Fourques, commune voisine, du côté gardois du petit Rhône. Nous avons bloqué le gros camion du courrier, puis les voitures personnelles des intérimaires recrutés pour l’occasion. La Poste avait mis les moyens : un gros local et une douzaine de camionnettes louées (Herz) et un chef de Marseille. Ce dernier est intervenu tout de suite, avec un huissier, sans compter la police municipale, le premier adjoint et les gendarmes. Les intérimaires, très jeunes, surtout des femmes, souvent d’origine immigrée arabe, comprenaient et disaient souvent être d’accord avec le mouvement. Mais c’était dur de bloquer ainsi leur espoir de trouver quelques jours de travail et, surtout, de voir leur désarroi et leur résignation souriante. Finalement, le chef les a ren-

voyées, devant nous, en leur annonçant qu'elles seraient payées... une heure ! Amère et perturbante situation. » De même, à Marseille, la Poste : blocage du centre de distribution des colis dans la zone Euroméditerranée à Marseille afin d'exiger l'ouverture de négociations sur les conflits en cours à Marseille. L'initiative s'est terminée par une manifestation à l'intérieur du bâtiment des docks de la Joliette.

- Aix-en-Provence, zone commerciale

Vendredi 29 octobre : ils étaient 300, à 5 heures du matin, les salariés du commerce et les unions locales d'Aix, Gardanne et Vitrolles à bloquer pendant cinq heures la plateforme logistique des magasins Casino du département sur la zone industrielle des Milles. Autour d'un feu, les entrées et les sorties de camions ont été bloquées. Cette initiative avait pour cible le patronat de la grande distribution dans laquelle de nombreux conflits étaient en cours dans la région. À 8 heures, quelques caméras sont arrivées, à 8 h 30, la CGT a annoncé la fin du blocage.

- Marseille, les ports

Depuis plusieurs mois, la CGT menaçait de s'opposer à l'application de la réforme des ports si le gouvernement ne validait pas le principe d'une cessation anticipée d'activité pour pénibilité, actée dans le cadre d'une convention collective commune aux dockers et aux agents portuaires. Mais le conflit marseillais se

doublait d'une autre grève à Fos-sur-Mer pour protester contre la création d'une filiale mi-publique, mi-privée, destinée à gérer les terminaux pétroliers.

À Marseille, les « bloquants » les plus emblématiques de la *spécificité de chaque grève* qui a constitué le mouvement contre la réforme des retraites ne sont que 36. Ce sont les grutiers des bassins Est, entrés en grève illimitée le 27 septembre après une série d'arrêts de travail en juillet. Patrick Mennucci, maire du 1<sup>er</sup> secteur, a même pu déclarer au nom du Parti socialiste : « Il est insupportable qu'un groupe minoritaire cherche à se cacher tel un bernard-l'ermite derrière le large mouvement de protestation contre la réforme des retraites dans le seul but de faire prévaloir des intérêts extrêmement catégoriels. » (*Le Monde* du 17-18 octobre 2010.)

Mais le plus intéressant c'est que même au sein de la fédération des ports et docks de la CGT il y a conflit : les plus virulents bloquent l'application de la réforme des ports engagée depuis 2007, en revanche la fédération CGT a choisi d'en négocier la mise en œuvre. Le syndicat des durs est regroupé sur les terminaux pétroliers et les bassins Est de Marseille, les « réalistes » sur les bassins Ouest et à Fos-sur-Mer. La réforme déjà mise en œuvre au Havre vise à transférer à des entreprises de manutention privées des installations (grues, portiques) jusqu'alors confiées aux autorités portuaires, sous l'autorité de l'État, et à leur personnel à statut. La réforme a pour conséquence de réunir dans la même convention collective ex-personnel des ports et docks ; pour les dockers, la CGT a accepté la réforme au prix d'un accord prenant en compte la pénibilité des

carrières et donc des départs anticipés, accord finalement refusé par le gouvernement et auquel s'accrochent les dockers CGT. De leur côté, ceux des bassins Est et des terminaux ont obtenu que la filiale d'exploitation des terminaux de Fos et de Lavéra soit détenue majoritairement par le Port de Marseille et que les agents portuaires assurent les opérations de branchement des pétroliers sur les installations du terminal, mais considèrent cela comme insuffisant. Avec les grutiers et les opérateurs de pétroliers, ils contrôlent la situation. Un dirigeant CGT des dockers de Fos peut alors déclarer : « Nos divergences avec d'autres camarades s'étalent au grand jour. » Et un responsable patronal d'ajouter : « Les dockers, qui sont employés non par le Port mais par des entreprises privées, ont intérêt à jouer le jeu de la négociation, d'autant que l'activité de Fos est bien mieux orientée que celle des bassins de Marseille, en perte de vitesse. » (*Le Monde* du 17-18 octobre 2010.) Le but est finalement de transférer vers Fos l'essentiel de l'activité industrielle des bassins Est, toute la zone portuaire qui, dans Marseille, va du Vieux Port à l'Estaque étant destinée à devenir un espace culturel à la con, avec Musée des civilisations méditerranéennes, salle de spectacle, hôtels, port de plaisance, etc. Le chiffre d'un million de croisiéristes arrivant à Marseille est en passe d'être atteint, tous les emplois induits sont précaires, et les chauffeurs de taxi reçoivent des formations d'anglais...

- Raffineries

En dehors des cantinières de Marseille, les grèves reconductibles ne prennent que dans les raffineries (*Le Monde* du 15 octobre 2010). La cristallisation du mouvement dans les raffineries s'explique par une situation spécifique de cette branche de l'activité pétrolière.

Lui-même spécifique, le secteur du raffinage est, en outre, atteint par la jonction de deux mouvements de grève eux-mêmes distincts : celui des dockers de Marseille contre la réforme du port et celui contre les réductions d'emploi et les fermetures de raffineries. À la mi-octobre, les dockers de Marseille bloquaient en mer près de 50 navires dont de nombreux tankers qui ne peuvent décharger dans les terminaux pétroliers de Fos-sur-Mer et de Lavéra. Cette pénurie de brut affecte six raffineries sur les douze que compte la France : quatre dans la région de Marseille, une à Feyzin (Rhône) et une à Reichstett (Alsace), ces deux dernières étant alimentées depuis Marseille par pipeline. Les six autres raffineries sont touchées par des mouvements de grève des ouvriers du raffinage contre la réforme des retraites mais surtout contre les propres menaces qui pèsent sur eux. Pour ajouter à la diversité du mouvement, outre les raffineries touchées par un manque d'approvisionnement, outre les raffineries de Total où les menaces de fermeture mobilisent les ouvriers, celles d'Exxon qui ne sont pas touchées pour l'une ou l'autre raison connaissent des grèves du personnel d'expédition. Souvent à proximité des raffineries, les dépôts de carbu-

rants sont quant à eux souvent bloqués dans le cadre de la grève.

Le 26 octobre, reprise du travail dans trois des douze raffineries, dont Fos-sur-Mer, et déblocage de la totalité des 200 dépôts pétroliers. Mardi 26, les salariés du dépôt de carburants de Donges ont voté la reprise du travail, vendredi 29 octobre, arrêt de la grève à Feyzin ainsi qu'à Donges (raffineries Total).

- Précaires

La précarisation, pourtant souci général et ce par quoi, en grande partie, le mouvement contre la réforme des retraites est devenu un mouvement général, est demeurée une affaire particulière. À Marseille, d'après un témoignage : « Volonté du collectif contre la précarisation qui fait régulièrement des occupations de Pôle emploi d'aller discuter avec les salariés de Pôle emploi dans les manifs. Ils l'ont fait à deux reprises (je crois qu'on n'aurait jamais fait ça durant le mouvement des chômeurs de 1998). [...] J'ai donc un peu côtoyé les gens du collectif contre la précarisation et je trouve qu'il y a un mélange de gens étonnant, des gens qui pour la plupart ne sont pas d'un "milieu" quel qu'il soit ni d'ailleurs dans une "ligne" non plus. Ni vraiment activistes car même s'ils "cherchent" à faire des trucs (ils avaient été vachement présents auprès des grévistes du Monoprix Canebière), ils n'ont pas une conception abstraite de la pratique comme intervention, encore moins alternatifs ou radicaux. [...] Sur la fin du mouvement, aux vacances de la Toussaint, des AG interluttes à la

fac Saint-Charles (Marseille) tous les jours à 18 heures, j'y étais au démarrage et y'avait des gens du collectif précaires, des radicaux libres et quelques étudiants, avec comme pratique principale les piquets volants et le soutien aux grévistes sur les actions de blocage. À première vue, il y a eu des AG à quarante personnes quand même, mais j'ai l'impression que la composition restait la même qu'à la première AG. Autrement dit ça n'a pas pris j'ai l'impression (pour preuve il paraît d'ailleurs que ces AG continuent encore<sup>9</sup>). »

- Éboueurs, Marseille

Un jour ce sont les conducteurs qui se mettent en grève, le lendemain, ceux qui sont derrière la benne : les « ripeurs », le surlendemain, les agents de maîtrise : l'équipage ne travaille pas, mais la retenue sur salaire ne s'applique qu'un jour sur trois. FO contrôle la profession... jusqu'à un certain point : « Les conducteurs de bennes, ils prennent des initiatives tout seuls. » (un responsable FO, *Le Monde* du 26 octobre 2010.) Au cœur du conflit, une spécificité marseillaise : le « fini-parti » et le salaire. Leur tâche terminée, les salariés peuvent quitter le travail même s'ils n'ont pas fait leurs heures, le système permet de prendre un second travail non déclaré pour compenser la faiblesse du salaire qui est la contrepartie du « fini-parti »<sup>9</sup>. Déjà 30 % de la collecte sont effectués par des entreprises privées où les conditions ne sont pas les mêmes.

---

9. Ce texte a été rédigé le 24 novembre alors que le mouvement était mort.

Reprise du travail le mardi 26 octobre à l'appel de FO et malgré le maintien du mot d'ordre de grève par l'intersyndicale qui n'inclut pas FO. Les éboueurs parlent de la reprise imposée par FO : « les jeunes "boueux"<sup>10</sup> se sont fait manipuler alors qu'à terme, au lieu de 55 ans, ils partiront à 67 en 2020, 12 ans dans la gueule. » (*La Provence* du 4 novembre 2010.)

- « Plongée au cœur de la Provence en colère »  
(*La Provence* du 4 novembre 2010)

Carpentras, mercredi 13 octobre, grève des 23 salariés de la cave des Chais Beauvalière, menacés de fermeture. Occupation jour et nuit empêchant l'entrée ou la sortie de marchandises. La grève s'achève le 4 novembre : les licenciements sont maintenus, mais les grévistes obtiennent une prime extra-légale et le paiement des jours de grève (voir *Incendo*, op. cit.).

Malaucène (nord Vaucluse), petite commune au pied du mont Ventoux frappée par la fermeture des papeteries : « Elles pesaient au plus fort de l'activité 350 emplois pour 2750 habitants. Nous étions un village d'ouvriers-paysans ancré à gauche. La sirène rythmait la vie de Malaucène. » (Le maire UMP du village.)

Château-Arnoux : « Au bout de l'avenue Alsace-Lorraine, à Château-Arnoux-Saint-Auban (Alpes de Haute-Provence), il est un banc où les anciens ouvriers d'Arkema s'assoient pour regarder leur usine à l'agonie. Bernard Carmona, 56 ans, ancien secrétaire CGT du CE est là, avec son frère Patrick [...] "Ces chemi-

---

10. C'est l'appellation populaire des éboueurs à Marseille.

nées, c'est notre âme, résume Bernard. Sur 5 200 habitants, cela représentait 3 000 emplois au plus fort de l'activité. Les familles, les commerçants, les artisans se sont mobilisés avec nous pour défendre le site. Et pour les retraites, la production a été arrêtée neuf fois cette année." Suicidaire disent certains pour un site fragilisé et qui, dans quelques mois, ne comptera plus que 280 salariés. La lutte ne fait pas oublier le quotidien à Château-Arnoux. Celui d'un gros village où la manne financière se déversait jadis et qui s'est suréquipé. "Maintenant, le boulodrome couvert ne sera plus chauffé", détaille Bernard. » (*La Provence* du 4 novembre 2010.)

C'est tout cela le « fort ancrage populaire » de la lutte contre la réforme des retraites dont il était sans cesse question dans les médias et qui était réellement tel. C'est ce sentiment social fait dans le matériau d'une ancienne et obsolète identité ouvrière, ce sont les grèves dans les professions encore à statut ou encore fortement structurées par un emploi stable et souvent qualifié, les luttes dans des secteurs où des conventions collectives fortes organisaient l'emploi et les conditions de travail, qui ont été le fondement de ce mouvement contre la réforme des retraites et la base réelle de cette unité et identité ouvrière idéales, en même temps que ce contre quoi il fallait lutter était la marque même de son obsolescence. Ce fut alors un autre combat, celui de maintenant, celui du marché du travail précarisé et segmenté, qui fut mené, contre la crise de ce capital restructuré, mais dans les vieux habits et en invoquant les mânes de cette classe ouvrière telle qu'elle fut et est

maintenant disparue. Le sujet le permettait et même l'appelait. Le mouvement, pris comme totalité, a été la magnifique et improbable synthèse momentanée de cette contradiction dans les termes. L'unité et l'identité ouvrières n'étaient plus que des idéaux et au moment où les grèves qui sous-tendaient la continuité des manifestations, trouvaient en elles leur tempo et la force de leur poursuite (quand elles se poursuivaient), elles signifiaient de fait, dans leur spécificité irréductible, le caractère idéal de l'unité qu'elles proclamaient par ailleurs dans ces manifestations.

Chaque catégorie de participants à ce mouvement avait déjà des comptes anciens et récents à régler. Ainsi le secteur portuaire était sous pression de par l'entrée en vigueur en janvier 2011 d'une réforme dictée au niveau européen (et mondial) impliquant une brutale « libéralisation », c'est-à-dire une dévalorisation des statuts professionnels, des licenciements, une exacerbation de la concurrence entre travailleurs dans l'attribution des tâches et conséquemment une forte pression à la baisse sur les salaires. Outre la compression des coûts de transport des marchandises, l'adoption de cette réforme a également pour but de casser la *combativité historique* de ce secteur stratégique.

Dans le secteur pétrolier (raffineries et dépôts), la promesse de maintenir l'activité de tous les sites de Total en France, avancée pour mettre fin à la grève de février 2010, n'avait pas été tenue. Le site majeur de la raffinerie des Flandres avait été transformé en dépôt de carburants, tandis que le dépôt Reichstett en Alsace devait être purement et simplement fermé.

« Souvent, la lutte contre la réforme des retraites masque des combats plus anciens pour l'amélioration des conditions de travail, le maintien du pouvoir d'achat et de l'emploi. Ainsi de la réforme portuaire qui doit, à Marseille, être mise en place en avril 2011. Le troisième port mondial pour les hydrocarbures, avec un trafic annuel de 60 millions de tonnes est paralysé depuis trente-deux jours par la grève de 220 agents CGT des terminaux pétroliers, opposés à leur transfert au sein d'une filiale détenu à 60 % par Grand Port maritime de Marseille (GPMM). » (*Le Monde* du 29 octobre 2010.)

Pour terminer ce tour d'horizon, retournons passer la nuit avec les éboueurs de Marseille. Le 22 octobre, une copine raconte : « Nous sommes venus de la part d'un membre de *CQFD*<sup>11</sup>, ce qui a donné une certaine légitimité à notre présence ce soir-là. Les types n'étaient pas méfiants mais se demandaient ce qui pouvait bien nous motiver à venir tard le soir sur un piquet de grève. Nous avons été accueillis par celui qui nous a semblé être le porte-parole des grévistes ce soir-là. Ils attendaient l'intervention de la police et savaient qu'ils allaient être évacués dans la nuit. Notre premier échange a porté sur le comportement à tenir lors de l'arrivée de la police. Il avait été décidé de ne pas faire de résistance, de s'asseoir et se faire déloger paisiblement. La condition pour que nous puissions rester auprès d'eux était de se plier à ce mot d'ordre. Ces considérations

---

11. Journal alternatif mensuel de contre-information conçu et édité à Marseille.

réglées, nous avons pu échanger et obtenir quelques informations. Nous avons appris que FO était majoritaire au sein du centre de tri Nord et Sud et que le syndicat était au moment même en train de négocier la reprise du travail moyennant une augmentation de 100 euros pour les conducteurs. Sur ce piquet de grève pas un drapeau de FO mais des drapeaux de la CGT. Chaque grève des éboueurs s'est terminée par une négociation entre FO et les patrons. Pour qu'un camion fonctionne, il faut trois personnes qui ont trois postes bien différents. Il suffit que l'un d'entre eux se mette en grève et les deux autres ne peuvent pas travailler. En cela, les pertes de salaire sont minimales (les patrons enragent...) et de toute façon, ils ont l'habitude de se mettre en grève et s'organisent en amont pour les questions salariales. Ils peuvent tenir très longtemps avec ce système-là. Pour ceux qui étaient présents, ils se sont mis en grève et savaient que c'était déjà perdu : "Il en a fallu de peu pour que nous gagnions, mais c'est foutu... sauf si les lycéens et étudiants s'y mettent pour de bon...". Mais ils n'y croyaient pas vraiment : "Fallait se mettre en grève plus par solidarité que par une réelle conviction de pouvoir gagner." Alors : "on n'est pas désabusé comme pour les autres grèves."

« Ils nous ont aussi parlé des cantinières, des statistiques sur la retraite plus faible pour les femmes que pour les hommes et du coup de la précarité qui va toucher les femmes, souvent en situation monoparentale. Et de leur point de vue, les cantinières pouvaient être fières de s'être mises en grève en premier et d'avoir tenu bon. "Ce sont ces femmes qui ont commencé le mou-

vement et pour elles la victoire est importante.” Pour eux aussi, mais visiblement ils auront plus d’argent, enfin ils avaient quand même la sensation de bien se faire entuber par le gouvernement. Ils étaient également très en colère contre l’intervention de l’armée dans la ville... posture médiatique du gouvernement. La dernière fois que l’armée était intervenue dans Marseille, c’était sous Gaston Deferre<sup>12</sup> et cette mesure avait été très impopulaire, les habitants s’étaient révoltés contre ces briseurs de grève... ce qui n’a pas été le cas cette fois-là. Voilà, ils ont repris le travail le lendemain, enfin le surlendemain pour des effets d’annonce dans les journaux... prêts à se remettre en grève si le mouvement des lycéens et des étudiants repartait après les vacances... pour les retraites *et pas que pour ça* (c’est nous qui soulignons)... une grève pour exprimer un ras-le-bol général. »

Ce témoignage est intéressant quant à l’ambiguïté du discours tenu par les grévistes tel qu’il est rapporté. D’abord, il est déclaré que l’on s’est mis en grève par solidarité sur la question des retraites mais « sans réelle conviction de pouvoir gagner », nous nous retrouvons avec le sentiment général partagé par tous les manifestants et les grévistes que sur la réforme des retraites la satisfaction de la revendication était impossible. Mais sous cette grève « par solidarité » (comme si le thème des retraites ne les concernait pas directement : simplement il fallait en être) apparaît une autre grève : « ... et pas que pour ça ». Même quand le discours général est tenu, on s’aperçoit que, comme dans *tous les cas*, les grèves, durant la période de ce mouvement ne

---

12. Gaston Deferre, maire socialiste de Marseille de 1953 à 1986.

fonctionnent et ne tiennent que quand elles se situent sur des revendications particulières, depuis longtemps latentes, et dans des communautés de travail persistantes, résistantes et soudées. Communautés conservant comme un léger parfum d'anachronisme dans le rapport général entre le capital et le travail. Quand la personne qui s'exprime fait référence à la lutte des cantinières dans les écoles marseillaises, il fait référence à une lutte, là aussi, commencée avant les grandes manif et portant sur des revendications spécifiques. Ce qui n'empêche pas cet éboueur de considérer cette lutte des cantinières comme emblématique et motrice dans les circonstances de la lutte générale contre la réforme des retraites. Nous sommes là au cœur de l'ambiguïté de tout le mouvement tel qu'il a lieu. Quand le même évoque l'intervention de l'armée et la différence de réaction de la population, c'est la disparition de l'identité ouvrière qui globalement marquait encore dans les années 1960 une ville comme Marseille qui est simplement constatée.

L'identité ouvrière est à la fois regrettée et revécue de façon *idéale* en se nourrissant de luttes locales et elle trouve adéquatement à s'exprimer dans le sujet même de la retraite : « Le travailleur a gagné sa retraite par son travail, la retraite est un salaire indirect. Il y a ainsi une relation organique entre le travail effectué et le droit à la retraite : ce droit reconnaît la dignité du travailleur en tant que producteur de la richesse sociale. » (Robert Castel, *Le Monde* du 20 août 2010.) Sous le titre *La Retraite, agonie d'un mythe français* (*Le Monde* du 21 octobre 2010), Robert Redeker écrivait : « La retraite

est la grande promesse sociale qui maintient la cohérence du tissu collectif. [...] Le lycéen sait bien que la société n'a plus aucune perspective enthousiasmante à lui offrir. Mais il pense qu'existe un au-delà à cette vie déchiquetée entre emplois précaires et chômage : la retraite. [...] Toute la vie, la retraite offre l'espoir d'une vie meilleure. Elle est le Graal dont le salariat est la quête. [...] La retraite est alors perçue sous l'aspect de la récompense pour avoir accepté sans flancher toute une vie de "galères". [...] Chacun le comprend : la retraite, si elle réussit à être préservée, arrivera de plus en plus tard dans l'existence, sera difficile, se révélera paupérisante ; bref, elle sera à l'image de la vie laborieuse, dans la continuité avec elle. [...] Ainsi, les imposantes manifestations de ces derniers jours sont-elles, malgré les couleurs vives des banderoles, la gaieté des chants et des rythmes musicaux, des cortèges funèbres : ils portent à sa dernière demeure, le grenier de l'histoire, un mythe bien français, la retraite. » Malgré cela et c'est le principal paradoxe de ce mouvement qui a constitué son unité contradictoire, une contradiction qui a lié les éléments les uns aux autres : ce qui a rendu le mouvement général, c'est bien, comme nous l'avons vu, la situation actuelle du marché du travail. Situation actuelle du marché du travail qui a fait la généralité du mouvement, « dignité ouvrière », unité et identité idéales de la classe, grèves locales sur des revendications spécifiques là où persistaient des communautés de travail, se sont coagulées en une unité paradoxale, mais unité tout de même, pour constituer le mouvement

contre la réforme des retraites de l'automne 2010 en France.

« Il n'y avait pas, dans l'esprit des personnes engagées dans ces grèves, de contradiction entre leurs luttes particulières et la lutte plus générale contre la réforme de retraites : il était souvent affirmé de manière explicite qu'il s'agissait à chaque fois de lutter contre une même réalité, celle d'une situation sociale globale qui va toujours en empirant. Tout se passe comme si la mobilisation concernant la réforme des retraites avait joué un rôle de catalyseur dans de nombreux secteurs, permettant à des tensions persistantes d'éclater en conflit ou à des conflits préexistants de gagner en puissance et en visibilité. » (Léon de Mattis, *Grève Vs Blocage*, sur le blog de Léon de Mattis.) Cela est exact, à condition de relever la spécificité des secteurs où précisément la grève a pris.

Les grèves sont demeurées dans leur spécificité, des actions ont parfois été communes aux divers secteurs en lutte (blocages de péages autoroutiers ou d'autres axes de circulation) tout en demeurant une *juxtaposition* des forces. L'unité de la classe s'est révélée dans ce mouvement comme un rêve dépassé que la revendication pour le retrait de la réforme des retraites venait *symboliser*. Les AG interpro sont non seulement restées très marginales quant à leur extension et à leur impact dans le cours de la lutte, quand elles n'étaient pas simplement des regroupements de chômeurs, de précaires et d'étudiants, qui trouvaient là un mode de participation à la lutte. Sous le nom « d'interpro », elles n'étaient

alors que le lieu de regroupement et d'activités d'un segment particulier.

### **Les AG « interpro »**

Les assemblées générales interprofessionnelles ou « interluttés » ne sont pas sorties des limbes et ne furent que des ectoplasmes. N'étant pas nécessitées par le cours des grèves, souvent elles apparaissent dans la fin du mouvement.

- À Paris

L'interpro se réunissant à la Bourse du travail n'était autre qu'une « inter-gauchistes » rassemblant tout ce qui reste d'autogestionnaires, d'organiseurs de la base et quelques trotskistes auquel le Parti ou Sud ne suffisent pas. Dans le mouvement de 2010, les interpros sont surtout des aveux de faiblesse, là où il n'y a pas la force ou la volonté de tenir une grève, les travailleurs épars (essentiellement profs, cheminots, et employés communaux) se regroupent pour pouvoir « faire quelque chose » ou se tenir chaud. À d'autres endroits, c'est l'occasion pour l'intersyndicale de se moderniser et de ratisser plus large.

- À Avignon

« Afin de gérer le mouvement et ses éventuels dérapages, la grève générale n'était évidemment pas envisageable (son succès aurait été fort incertain, tout comme son contrôle dans le cas contraire). Les directions syn-

dicales se sont donc limitées à appeler à de grandes journées de paisibles manifs à intervalles plus ou moins réguliers. Le reste de la contestation était délégué aux fédérations, UD, UL ou intersyndicales locales (où le poids de la CGT est très important), laissant le choix des modes d'action aux AG de chaque secteur... ce qui a au moins le mérite de signifier qu'il n'y a pas de réel soutien national (voir les communiqués de l'intersyndicale où l'emploi du mot "grève" est le plus souvent évité). La lutte a donc eu un caractère démocratique et on sait ce que cela signifie en pratique, avec des AG catégorielles où l'usage du vote à bulletin secret est encouragé (consignes de la CGT-Cheminots) et où toutes les magouilles sont possibles (parole monopolisée et prédominante des responsables syndicaux). En fait, rien de très innovant pour assurer le souple contrôle des grévistes, le problème est que cela a fonctionné et il ne s'agit pas de dénoncer la prétendue trahison des syndicats. Les discussions dans les manifs, sur les piquets de grève ou lors des actions ont pourtant montré une insatisfaction, s'exprimant plus ou moins ouvertement, d'une partie de la base devant cette gestion du mouvement (notamment l'insuffisance des manifs "saute-mouton" ou des actions symboliques).

« Malgré tout, la majorité des prolétaires en lutte a bien suivi les directives syndicales, seule une frange ayant choisi de s'organiser et de lutter autrement, notamment au sein d'AG autonomes. Ces dernières, qui sont apparues dans de nombreuses villes, sont sans doute l'une des caractéristiques de ce mouvement (à la différence de grèves comme celle de 1995) : regroupe-

ments locaux de travailleurs (grévistés ou non), chômeurs et étudiants au sein de collectifs, AG interpro, AG en lutte, AG de lutte, etc. Si l'on peut y voir un signe de radicalisation, cela est resté assez marginal (ne semble pas comparable aux coordinations des années 1980<sup>13</sup>) et n'a pas entraîné un débordement des syn-

---

**13.** Non seulement ce n'est pas comparable, mais cela n'a strictement rien à voir. Les coordinations étaient le regroupement sur la base d'une profession commune. En ne se référant qu'aux années 1980 et à 1995, les AG interpro de 2003 sont oubliées et cela donne le sentiment que les AG de 2010 sont une nouveauté caractéristique de ce mouvement. Quant à la « radicalisation » que voient dans les AG de 2010 les auteurs de la brochure, toute leur description montre le contraire. Elles n'étaient ni plus ni moins radicales que ce qu'était le reste du mouvement dans lequel elles s'inscrivaient, elles permettaient de ratisser plus large pour réaliser quelques actions contrôlées par les syndicats et répondant à leurs directives. Nous verrons plus loin que c'est une erreur souvent commise de considérer que l'action syndicale se limite à la manif « traîne-savates ».

On peut voir tout au long de la brochure publiée par *Incendo* un constant va-et-vient entre quelques formules incantatoires (« actions visant au blocage de l'économie » ; « [...] un signe de radicalisation dans les violences » ; « AG autonomes », etc.) et le récit des événements venant pour le moins limiter la portée de ces formules comme les auteurs le reconnaissent eux-mêmes. Bien qu'assez peu marqué dans cette brochure du fait de la lucidité et de l'extrême honnêteté des récits, il y a là un trait de l'activisme qui voit toujours dans un mouvement quelques caractéristiques qui seraient comme en attente, comme des potentialités non accomplies, ces caractéristiques sont le plus souvent des formes ou des types d'actions faisant

dicats (qui dans certaines villes participaient aux AG interpro). Or, l'histoire de la lutte des classes montre que lorsque les prolétaires le veulent (mais est-ce une question de volonté ?), ils peuvent bousculer et se débarrasser de toutes sortes de flics. Cela n'a pas été ici le cas et ils se sont majoritairement contentés d'attendre en espérant que les syndicats appellent à un durcissement du mouvement ou à une grève générale. » (*Incendo*, pp. 4-5.) Nous verrons plus loin que les actions engagées par ces AG, le plus souvent des blocages n'ont qu'exceptionnellement acquis une légère autonomie vis-à-vis des actions décidées plus « classiquement » par les unions locales des syndicats. Si nous laissons de côté les actions lycéennes, toutes les actions répertoriées par *Incendo* dans le département du Vaucluse quand elles ne sont pas exclusivement syndicales demeurent, pour celles auxquelles peuvent participer les membres des AG, sous un strict contrôle syndical et ne diffèrent en rien, quant à leur forme et contenu, des précédentes.

Sur Avignon, après deux échecs les 16 et 18 octobre de constituer une AG à l'extérieur et dans le cours d'une action, la première AG de lutte se réunit le 27 octobre, alors que les raffineries ont repris le travail, que les dépôts sont débloqués, que les ouvriers du port ont repris le travail à Marseille. Le mouvement était déjà

---

partie du répertoire des propres activités de l'activisme. L'activisme s'imaginer lui-même comme étant « l'activité » s'opposant à la « passivité » ou à « l'attente », alors qu'il n'est qu'une construction particulière de ce qu'est non pas « l'activité » mais de ce que sont les activités (*nda*).

moribond comme le reconnaît l'auteure du compte-rendu dans *Incendo*.

L'AG d'Avignon et toutes celles semblables qui se sont constituées n'ont jamais représenté la moindre unification du mouvement et de la diversité des grèves et elles ne le pouvaient pas : « D'ailleurs, les AG de lutte ne font pas tout : le 6 novembre, les manifestants qui ont débordé le cordon de flics ne s'étaient pas coordonnés avant de le faire, idem des manifs sauvages de lycéens, et de certaines grèves spontanées. Et on doit bien reconnaître que quelques actions de l'intersyndicale avaient de la gueule... » (*Incendo*, « Témoignage sur les AG de lutte à Avignon ».)

- À Strasbourg

Une assemblée intercatégorielle d'environ 300 personnes se constitue le 12 octobre (voir site du *Jura libertaire*). Cependant cet « intercatégoriel » est composé d'une majorité d'étudiants, de quelques dizaines de profs et de vacataires de la fac et la tribune est occupée par deux UNEF et un CGT. Finalement l'AG « décisionnelle » et « souveraine » vote la grève, rédige une plate-forme de revendication et appelle à la fameuse « convergence des luttes ». Cela ne suffisant pas un « Comité de mobilisation » est créé : « libre, ouvert et horizontal ». Tout ce petit monde part à la manif, et là on constitue un « Bloc anticapitaliste » qui se coordonne avec le « Bloc libertaire » de la FA-AL-CNT. Nous voilà donc solidement organisés de façon autonome, comme la suite va le montrer...

Le lendemain 13 octobre, se réunit une AG de « Convergence des luttes » à l'initiative des camarades cheminots : « Environ 200 personnes, regroupant des travailleurs de la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS), des postiers, des profs, des instituteurs, des travailleurs de la CTS, des étudiants, etc. Succès énorme de cette AG qui est une première pour ce mouvement. Beaucoup de discussions, prise de contact, entre tous les secteurs en vue d'une lutte commune et convergente par la jonction des luttes avec des actions communes. » Voilà donc une AG de « Convergence des luttes » qui fonctionnerait bien en tant que telle, mais attendons la suite. « Les prises de paroles sont complètement libres, et tous les secteurs ont pris la parole *selon le syndicat en lutte dans telle ou telle branche* (souligné par nous). » Suit la liste des interventions et des intervenants : CGT cheminots ; CFDT cheminots ; FO cheminots ; SUD-rail ; CGT CUS, etc., etc. Les actions décidées et effectuées sont alors les blocages symboliques habituels organisés et contrôlés par la CGT. Mais le « Comité de mobilisation » n'en restant pas là discute de la « prise du préfabriqué en plein centre du campus pour occupation politique et de lutte ».

- À Toulouse

Formation d'une « Assemblée Saint-Sernin Toulouse en lutte » (sur le net : [saint-sernin.internationalisme.fr](http://saint-sernin.internationalisme.fr)). L'assemblée se présente comme « assemblée spontanée de chômeurs, travailleurs, précaires, étudiants, lycéens et retraités en lutte à Toulouse contre les

attaques sur les retraites, réuni-es devant la Bourse du travail sur la place Saint-Sernin. [...] Nous affirmons notre unité et prenons nos luttes en main. [...] Face à la répression policière et à toutes les divisions qu'on nous impose : chômeurs, retraités, précaires, travailleurs, lycéens, étudiants, prenons nos luttes en main. »

- En Arles

D'après un témoignage : « Je n'ai pas eu l'impression d'un décloisonnement, mais d'une juxtaposition pendant les actions communes et les manifs, pour un but suprême particulièrement rassembleur, qui n'entamaient pas, malgré les actions communes, les discussions et la sympathie, les spécificités à la fois professionnelles et syndicales (beaucoup étaient des syndiqués : CGT, FSU et de rares SUD). Il y a eu peu de véritables AG interpro. Le plus souvent, il s'agissait de réunions interpro totalement ouvertes (qui le voulait venait et intervenait) à la Bourse du travail (local CGT), maîtrisée par des syndicalistes CGT et FSU de manière souple et œcuménique. Elles se combinaient, ou étaient le débouché pour but de coordination et de préparation d'actions, aux AG de la Poste et à celles des personnels de l'Éducation nationale (instits, profs, ATOSS [administratifs, techniciens, ouvriers sociaux et de santé]). Ces dernières animées par une bureaucrate FSU caricaturale, étaient ouvertes et (lui) imposaient la libre discussion et proposition, mais étaient plus faibles et moins lieu "d'auto-organisation" qu'en 2003. Certains secteurs en grève ne venaient pas aux réunions

interpro, ou alors quelques individus (employés communaux, “bien que” CGT) pour eux-mêmes. »

Ces AG regroupaient des militants syndicaux de base opposés à leurs centrales ou critiques vis-à-vis d'elles, des salariés insatisfaits en grève et déterminés, des jeunes travailleurs, des précaires et chômeurs sans lieu privilégié de rencontre et d'actions, des gauchistes de terrain enrégimentés ou non dans un groupuscule quelconque, etc. Ils ont formé, comme à chaque mouvement, la frange la plus active et mobilisatrice, organisés à travers le pays sur une base territoriale, principalement en province comme l'ensemble des mouvements sociaux depuis dix ans. Confrontés à l'échec annoncé de la stratégie intersyndicale, ils se sont organisés *tardivement* en « AG interpro » (assemblées générales interprofessionnelles) – rebaptisées quelquefois « AG de ville » ou « citoyennes ». Ces AG ont été le lieu d'un étrange et consternant chassé-croisé : les syndiqués y viennent convaincus (au moins instinctivement) de ne rien pouvoir faire pour convaincre leur direction sclérosée de se bouger, et ils rencontrent des militants persuadés qu'il faut absolument tenter de convertir les appareils syndicaux. De fait ces « AG interpro » mobilisent l'essentiel de leur énergie à cette tâche au point de ne rien pouvoir dire – ou faire – d'autre... L'ambition affichée de dépasser le monopole syndical s'est heurtée à l'absence de moyens et surtout de possibilité de faire, dans ce mouvement, une critique du syndicalisme sans qu'elle paraisse totalement plaquée et artificielle. Enfermées dans cette contradiction, les « interpro » se

sont résignées au rôle d'auxiliaires turbulents, refuges volontaristes de militants rêvant de reconnaissance syndicale, lançant des actions directes au petit bonheur la chance que la caisse de résonance d'Internet transforme vite en action grandiose.

Sans moyens d'étendre la grève, les AG firent des blocages leur activité emblématique, d'autant plus qu'en leur sein étudiants et précaires formaient souvent la majorité. La question du blocage fut une des questions les plus débattues, les AG ont eu tendance à y voir une forme qui dépassait la grève par l'efficacité, efficacité découlant de sa potentialité à dépasser la revendication et donc à avoir une portée révolutionnaire. Si les AG dites « interpro » n'ont été la manifestation d'aucune unité de la classe ouvrière (ou du prolétariat) et n'ont souvent été que le mode d'organisation d'un segment particulier, il faut se poser une question identique à propos des blocages. Les blocages ont-ils été, dans ce mouvement, la pratique par laquelle a été dépassée la segmentation de la classe ouvrière et de ses luttes et la réalisation de leur unité ?

### **Les blocages**

Les récits et témoignages abondent et, malgré parfois quelques envolées incantatoires, tous finalement nous disent que les blocages se sont inscrits dans le cours spécifique de chaque grève, suppléant parfois à sa faiblesse, présentant un autre aspect des mêmes luttes et que jamais les directives syndicales ne furent outrepassées. Nous aborderons dans la troisième partie de ce texte, comme symptôme du fait d'agir en tant que

classe comme limite de la lutte de classe, la production idéologique suscitée par cette pratique et les activités qui voulaient lui correspondre.

- Port-de-Bouc, dépôt de kérosène

Témoignage d'une copine marseillaise : « Une action de blocage dans la nuit du mardi au mercredi, la semaine avant les vacances de la Toussaint, de 4 h à 10 h du mat sur un dépôt de kérosène à Port-de-Bouc, avec la CGT, quelques cantinières, Sud Éducation, les gens du collectif précaires. Il y avait au départ 80 personnes, voire plus. Il fallait donc "empêcher" les deux salariés responsables de la mise en route des pompes dans l'équipe démarrant à quatre heures, ils ont été plus que coopératifs. Dans ce dépôt, le syndicat est la CFDT et les salariés n'étaient pas en grève. En arrivant, ce sont les deux salariés en question qui nous expliquent comment ça fonctionne et du coup, comment selon eux, il faut bloquer pour que ce soit efficace : il y a deux sites, un avec les réserves et un, plus bas, avec les pompes et où viennent se servir les camions. Au départ, ils nous expliquent donc que du moment qu'eux ne sont pas aux commandes, le kérosène ne peut pas arriver à la pompe. Cependant, les délégués CGT raffinerie décideront quand même qu'on se sépare en deux et la moitié va donc aux pompes bloquer les camions qui de toute façon font demi-tour automatiquement. Moi, je resterai au dépôt : mauvais choix, car pas de possibilité de faire du feu et rien aux alentours, ce qui, au fur et à mesure, contribuera au départ progressif des gens et

on n'est plus qu'une dizaine à se pelier à 7 h du mat. Plusieurs fois les flics municipaux viennent voir mais c'est tout. En bas, c'est à première vue plus "animé", y'a des feux, à manger, et même une menace que les CRS délogent, bref de quoi se réchauffer. Vers 8 h, les mecs de la CGT nous disent qu'il faut descendre du fait de cette menace. Mais comme cette menace plane depuis plusieurs heures, donc on ne comprend pas bien pourquoi maintenant. En fait, en arrivant en bas, y'a plein de gens : le port autonome, beaucoup de territoriaux, Sud Éduc, CGT, environ 200 personnes je pense, et... les médias. Je pense que c'est pour ça qu'il fallait qu'on descende et aussi sûrement parce qu'on commençait à tourner en rond à quelques-uns.

« La consigne de la CGT a été donnée clairement plusieurs fois : pas d'affrontement, si les flics nous délogent, on s'en va et on va bloquer ailleurs. Pourtant, j'entends à plusieurs reprises des groupes de gens, principalement les mecs du Port autonome, faire des vanes montrant qu'ils ont envie d'en découdre si les flics interviennent voire même qu'ils n'attendent que ça, c'est ce qu'ils disent en rigolant en tout cas (peut-être juste pour faire les gros bras ?). Depuis le début, tout le monde se plie à ce que dit la CGT, même si on ne comprend pas toujours les décisions ou qu'on n'est pas forcément d'accord, mais ils connaissent mieux le "milieu" et sont au centre, donc y'a une volonté je pense aussi de ne pas contrarier nos amis raffineurs qui sont le moteur de la grève. Au cours de la nuit, pas mal de discussion "techniques" sur le monde de la raffinerie, sur l'organisation des raffineries et les moyens

pour les bloquer, sur les mouvements de grève dans les raffineries, sur leurs conditions de travail : “On n’est pas les plus à plaindre, financièrement on est plutôt dans une bonne situation, c’est pas comme d’autres, on gagne bien notre vie”, dit le leader CGT du moment. Ils se disent vachement contents qu’autant de monde soit venu les aider pour cette action et qu’il y ait différents secteurs. Aucune discussion sur la revendication des retraites à ma connaissance sinon dans un discours plus large sur l’attaque globale des conditions de vie. Discussions aussi sur les revendications spécifiques des cantinières, des éboueurs, du Port autonome... C’était quand même rigolo de voir les quelques radicaux libres broser les raffineurs cégétistes dans le sens du poil et obéir à la CGT malgré leur envie de s’affronter aux flics... De toute façon, ces derniers ne viendront pas. »

- Avignon et Vaucluse (source : *Incendo*)

« Le mouvement d’octobre a certes conservé les caractéristiques des mouvements classiques précédents (grèves, journée nationale de grève et/ou de manifestation) mais s’y est ajouté une multitude d’actions locales visant principalement le blocage de l’économie. Cela rappelle évidemment le mouvement “anti-CPE” où s’était formulée cette idée, mais cette fois il s’agit majoritairement de travailleurs et non d’étudiants. À travers le pays et selon les villes, tout a été bloqué, mais pas n’importe quoi : raffineries, dépôts pétroliers, voies de communication (routes, autoroutes, gares et voies de chemin de fer, aéroports, ports), zones industrielles

ou commerciales, centrales de distribution/logistiques, entreprises, dépôts de bus, etc. Ces actions étaient décidées et réalisées par des AG autonomes mais aussi et souvent (c'est-à-dire presque toujours, *nda*) par les intersyndicales locales (donc par la CGT, car il fallait bien occuper la partie la plus remontée de la base qui, dans le cas contraire, aurait peut-être pris les choses en main<sup>14</sup>). Il ne s'agit plus comme par le passé d'un piquet devant sa boîte, mais de "piquets volants" (composés de travailleurs grévistes ou non, chômeurs, étudiants, etc.) allant aider les grévistes d'autres secteurs à tenir, bloquer ceux qui ne pouvaient faire grève, pour tenter d'avoir un impact économique immédiat en visant des points stratégiques (bien que parfois ces actions aient eu un caractère symbolique). Dans certaines villes, le même piquet pouvait même effectuer plusieurs blocages successifs en une journée. Mais, à notre connaissance, aucun blocage n'a pu être maintenu devant des flics déterminés (le décrochage avait souvent lieu dès leur arrivée). » (*Incendo*, op. cit.)

Le Pontet, le 17-18 octobre : pendant une bonne partie de la nuit, 70 militants CGT et CFDT bloquent les entrées de la société de transport TFE (500 véhicules approvisionnant les grandes surfaces), puis bloquent le passage des poids-lourds au péage Avignon-nord.

Avignon, le 19 octobre : à l'appel de l'intersyndicale, 400 personnes bloquent les neufs accès de la zone commerciale d'Auchan-nord et celui d'Ikea pendant

---

14. Il n'y a jamais eu la moindre velléité dans ce sens, la supposition permanente d'une telle chose fait partie du répertoire militant (*nda*).

près de trois heures. Aux propositions de plusieurs grévistes, CNT et non-affiliés, de poursuivre par un péage gratuit (autoroute à cinq minutes à pied), beaucoup répondent : « C'est une bonne idée, mais c'est pas possible, l'intersyndicale n'a pas prévu ça. »

Cavaillon, le 19-20 octobre : une centaine de personnes bloque 150 camions de la zone artisanale et la plateforme paquets jusqu'à trois heures du matin.

Avignon, le 20 octobre : 5 h 30, une trentaine de militants CGT et CFDT bloque le dépôt de bus de la TCRA et de Transdev, barrage levé à 9 h 15.

Avignon, le 28 octobre : « péage gratuit » à l'initiative de l'AG en lutte. Une quarantaine de personnes lève les barrières pendant 20 minutes sous l'œil des gendarmes. Lorsque ceux-ci commencent à s'énerver, tout le monde se replie.

Le Pontet, le 28-29 octobre : une cinquantaine de militants CGT et Sud bloquent pendant trois heures les entrées du dépôt de l'entreprise Dispam (qui alimente en produits frais restaurants et établissements de bouche et a connu en juillet un conflit social dur). Demande de réintégration de plusieurs salariés licenciés. Pour permettre à ses camions de sortir, le patron de la boîte fait abattre 20 mètres de clôture, ce qui met fin au blocage.

- Nantes (source : Indymédia)

Le 15 octobre, blocage partiel de la ville. Dès 5 h 30, les cheminots bloquent un accès névralgique au centre ville, le pont de Pirmil. Le pont Aristide-Briand, autre

accès important est également bloqué. Deux cents à trois cents personnes après leur propre AG de secteur rejoignent l'AG des cheminots et se dirigent vers la place de Bretagne. Après la jonction avec de nombreux lycéens, ce sont environ 2 000 personnes qui partent en manif vers le siège du Medef protégé par les CRS devant lesquels s'installe le service d'ordre de la CGT, afin d'éloigner les manifestants.

- Mulhouse (source : AFP)

Le 18 octobre, le site de PSA Mulhouse est bloqué dans l'après-midi par des salariés en lutte contre le projet de réforme des retraites. Une soixantaine de militants de la CGT et de la CFDT ont bloqué les trois entrées du site après une première opération de distribution de tracts et de filtrage des véhicules. L'opération, qui devait durer quelques heures selon les syndicats, se déroulait au moment du changement de tournée, alors que les équipes de l'après-midi arrivaient pour prendre leur service. Elle devait bloquer une partie de la production. « On a maintenant besoin de bloquer l'économie pour forcer le gouvernement à retirer son projet », a expliqué à l'AFP le délégué CGT de PSA, Vincent Duse. « Il faut souligner qu'à PSA, faire travailler quelqu'un dans les ateliers jusqu'à 62 ans, ce n'est rien d'autre qu'un assassinat », a-t-il ajouté. Le changement de tournée programmé à 13 h 15 a été perturbé.

- Caen (source : *Jura libertaire*)

Jeudi 21 octobre, quelques centaines de manifestants ont perturbé quelques heures à l'appel de l'inter-syndicale départementale l'accès au dépôt de carburant de Caen en érigeant des barrages aux carrefours que les forces de l'ordre ont démontés progressivement. Un photographe de l'AFP avait constaté que des pneus de camions citernes avaient été crevés.

- Rennes (source : Maison de la grève et Liaisons et Barricades, sur le site web *Jura libertaire*)

Avec les textes en provenance de Rennes, nous sommes constamment amenés à passer du récit des blocages à l'idéologie qui s'est développée sur ce thème.

« Mercredi 27 octobre, à Rennes, au début de l'AG intergréviste, une Maison de la grève s'est ouverte, pour continuer à s'organiser, se coordonner et rendre impossible le retour à la normale. [...] Depuis deux semaines, nous sommes en grève, nous partageons les piquets, nous bloquons les points névralgiques de l'économie, nous constituons des caisses de grèves. [...] Ce que nous avons compris au cours de ces moments partagés sur les piquets c'est que c'est nous qui détenons les moyens matériels et l'intelligence stratégique de bloquer l'économie, la force de tout arrêter. [...] Depuis le début de cette grève, l'assemblée générale des grévistes de Rennes nous a permis de nous trouver au-delà des identités et des corporatismes. Nous ressentons la

nécessité de densifier ces liens, ces rencontres nées au sein de cette grève.

« Les raffineries ont donné le ton, le blocage économique, la grève avec occupation sont les moyens les plus efficaces pour effectuer une pression économique sur la politique du capital. [...] À la lutte des classes a désormais été associé le blocage de la production, sans que celui-ci soit simplement suspendu à la grève<sup>15</sup>, démontrant de façon énergique la capacité de nuisance que chacun peut avoir. [...] À Rennes, avant même que la grève reconductible ait commencé, la volonté de visibiliser ceux qui aspiraient à un mouvement de grève réelle s'est amorcée par la construction d'"intersyndicales bis" qui ouvraient, avec des syndicalistes de SUD, les mouvements de chômeurs et précaires de Rennes, et les militants indépendantistes, l'organisation de blocages de galeries marchandes. La participation à ces actions a crû au fur et à mesure de l'avancée du mouvement, attisant une attente à l'égard de ce type d'événements. [...] D'emblée, ce qui était autrefois les pratiques étudiantes est devenu une méthode commune. Des syndiqués ont pris la parole lors des AG de Rennes 2, rendant la question du blocage de l'université intrinsèquement liée à la nécessité d'allonger la facture économique de la grève en cours. La capacité des étudiants à venir, au côté des salariés, occuper et rendre plus efficaces les grèves déjà présentes n'a pas pris la forme d'une réserve de troupes pour mener la lutte. La chose était vite établie que ce qui permettrait au mouvement de prendre de l'ampleur, ce serait précisément cette alliance salariés-étudiants-chô-

---

15. Ce qui s'est révélé complètement faux (*nda*).

meurs. Rarement les étudiants ont été autant attendus, et chaque gréviste rencontré demandait où en était la mobilisation sur la fac. À cette idée que “l’entrée en scène des étudiants était une des clés du mouvement” en ce qu’elle déborderait les cadres prévus de la mobilisation, s’ajoute une autre nécessité, celle de l’arrivée des lycéens. [...]

« Ce sont ainsi plusieurs centaines de chômeurs, de salariés, d’étudiants, de lycéens qui se retrouvent pour bloquer les dépôts de carburants, les routes, les plateformes de distributions alimentaires, etc. Le blocage du dépôt de bus fut parmi nos plus grandes réussites. [...] De nombreux salariés, bien que n’étant pas en grève, observaient notre action d’un regard bienveillant, fournissant abondamment le café nécessaire. [...] Nombreux sont les syndicalistes à nous avoir soutenus. Nous avons organisé sur place l’action du lendemain avec les routiers cégétistes, qui avaient eux-mêmes fait de nombreux piquets dans la matinée. Les actions communes entre les syndicats et les organisations sont une entrave très nette à l’intervention policière systématique. Cependant, les formes de liaison qui peuvent apparaître dans les actions ne permettent pas d’être incontournable pour les bureaucraties syndicales locales. Elles pourraient fort bien s’entendre entre elles, méprisant l’avis de ceux qui organisent les piquets de grève chaque jour<sup>16</sup>. C’est pourquoi nous avons mis en place des AG interprofessionnelles les soirs pour permettre à

---

16. Mais, elles ne le font pas, car rien dans toutes ces activités n’outrepasse leur action et leur perspective, hormis les discours qui les racontent (*nda*).

tout un chacun d'avoir voix au mouvement sans être suspendu aux accords entre centrales syndicales et partis politiques. Cette structure de base du mouvement est une structure d'auto-organisation et d'autonomisation de la lutte qui cherche à encourager le processus démocratique en cours. »

- Arles (source : récit d'un copain gréviste)

« À Arles, seuls deux blocages ont été directement une articulation entre la grève dans une entreprise, la Poste, et le mouvement général. La Poste était en pointe, largement (sans que cela soit dit mais les actes et comportements le montraient) comme l'entretien simultané d'un rapport de force local. En effet, presque chaque année, les postiers font une grève dure pour obtenir l'embauche de collègues au statut précaire ou pour résister à des restructurations ou à l'aggravation des conditions de travail – et ils gagnent généralement, du moins sur l'essentiel. Ces deux actions de blocage ont été réalisées avec les autres secteurs en lutte (très minoritaires à la différence de la seule Poste), essentiellement en fait avec les personnels de l'Éducation nationale, sur la proposition et l'organisation des grévistes de la Poste. Ces blocages ont été d'une courte durée. Le premier avait pour but de bloquer les camions amenant le courrier, afin d'empêcher le tri du courrier des entreprises par les jaunes et les petits chefs. Il fut levé au bout de quelques heures, lorsque techniquement il était devenu impossible de le faire pour la journée. Le deuxième cessa là encore au bout de quelques heures,

après la promesse d'un cadre venu de Marseille de fermer le "centre illégal" de distribution (voir *supra*, *nda*) ; et, en fin d'après-midi, à la surprise générale et au désappointement de beaucoup, les postiers annonçaient la fin de leur grève (c'était aussi le moment de la fin du mouvement). Dans ces blocages comme dans les autres, je n'ai pas constaté de réelle volonté de blocage de l'économie (des segments de l'économie à notre portée) d'une entreprise ou d'un espace économique (ZI, ZC, ou zone logistique), alors même que l'intervention de responsables économique ainsi que les dires des routiers vraiment "sympas" (vulnérabilité des grandes surfaces vendant sans stock, s'approvisionnant dans les zones logistiques, ex : Conforama) montraient rapidement une efficacité qui aurait pu aller dans le sens des adeptes du blocage des flux économiques.

« Il s'agissait avant tout, me semble-t-il, et cela vaut surtout pour les autres blocages (péage, zone industrielle et logistique de Saint-Martin-de-Crau) de faire quelque chose contre "l'économie", qui nous rassemble et exprime notre détermination ; et de nous montrer, de toucher le plus de monde. Bien plus que de distribuer des tracts indigents et syndicaux, le but était de faire venir la presse pour en obtenir quelques photos et un article ou un reportage-radio. Sitôt cela obtenu, après avoir été attendu et discuté avec impatience pour certains, les dirigeants syndicaux et la majorité des autres participants cessaient vite l'action, en un clin d'œil !, ce qui frustrait une petite minorité, qui néanmoins ne pouvait que suivre le mouvement. Quelques personnes parlaient de blocage de l'économie, mais

sans rapport avec la réalité de la lutte locale, c'était un discours manifestant une sincère volonté d'actions plus radicales, une frustration par rapport à ce qui se passait vraiment. »

- Raffineries (sources : *Paradoxes en automne* et *Trois lettres sur les blocages*, Peter Vener)

« Sur les raffineries, un appel a été lancé pour que la population rejoigne les piquets. Mais pour autant, le blocage était déjà négocié entre les syndicats et la direction. Blocage oui, mais pas touche aux oléoducs, là où réside vraiment un point névralgique pour de grandes entreprises. Et puis certains camions peuvent entrer ou sortir. On ne sait pas trop pourquoi. Quand trop de monde se rassemblera devant la raffinerie à Grandpuits, les syndicalistes enverront cette foule manifester dans un village désert. Histoire de calmer ce qu'ils appellent *les troupes*... la pénurie aux stations d'essence, sur laquelle Total et consorts ont pu spéculer, a malheureusement été fort peu déstabilisatrice pour l'économie. Et pas seulement parce que la grève n'a pas duré assez longtemps. Les raffineries n'ont pas été totalement coupées comme le note Peter Vener (voir texte de Peter Vener à la suite, *nda*). Et malgré les grands ports bloqués, les livraisons de carburant ont pu tant bien que mal continuer. Comme on peut le comprendre à la lecture du journal *Le Marin* du 29 octobre 2010, la logistique de remplacement a montré une efficacité, une capacité d'adaptation impressionnante. Ainsi pendant que les grands ports étaient bloqués, la plupart

des navires furent acheminés sur des dépôts côtiers de moindre envergure. Et là, aucun préavis de grève ne semblait bloquer quoi que ce soit. Et que les centrales n'aient pas cherché à rendre plus effectif le blocage des ports et des raffineries ne doit surprendre personne. Un bras de fer médiatique leur suffisait bien largement. »  
(*Paradoxes en automne.*)

(Peter Vener, *L'Idéologie du blocage, trois lettres*, <http://reposito.internetdown.org/analyses:oil.pdf>) :

« Ce mois-ci, des personnes sont venues rejoindre des piquets de grève autour des raffineries en règle générale à l'appel des comités intersyndicaux locaux, rebaptisés souvent assemblées interprofessionnelles, histoire d'en élargir les assises. Bien entendu, de telles personnes n'avaient pas nécessairement des visées politiciennes mais, simplement, elles avaient l'impression de dépasser l'atomisation, de sortir des séparations et des corporatismes, bref, de participer à la "convergence des luttes" et au "blocage de l'économie", comme le prétend aujourd'hui le NPA qui contrôle SUD. [...] Du coup, les personnes qui gonflent les piquets ne se demandent pas pourquoi les syndicalistes de l'Énergie et de la Chimie, si corporatistes et si repliés sur eux-mêmes habituellement, ont ainsi besoin de faire appel à des forces n'appartenant pas à leur secteur, voire étrangère au "monde du travail", même parfois à des "anarchistes" sur lesquels ils crachaient encore ouvertement la veille. S'agit-il de nouvelles percées à travers les murs de tels bastions, à l'ordinaire particulièrement bien contrôlés par les syndicalistes, qui, de leurs

miradors, organisèrent des cordons sanitaires autour d'eux ? Assiste-t-on à la rupture réelle des salariés de tels secteurs avec leur corporatisme spécifique [...] ? En réalité, sauf peut-être pour quelques-uns d'entre eux, il n'en est rien. Il suffit de discuter avec eux pour s'en rendre compte. C'est souvent la douche froide, l'indifférence, voire l'hostilité larvée dès que l'on aborde les questions qui fâchent, au premier chef celles relatives à leur travail, dans les sites particulièrement dangereux et mortifères de la pétrochimie, pour eux comme pour les populations environnantes.

« Seulement voilà, depuis presque trois ans, la principale centrale du secteur, à savoir la CGT, reconnaît que, pour négocier au mieux de ses intérêts la délocalisation en cours des raffineries dans les régions d'extraction du pétrole, elle ne peut plus compter sur ses seules forces, vu la désyndicalisation qui touche ses dernières "forteresses ouvrières" délabrées, même les chasses gardées traditionnelles que constituent l'Énergie et la Chimie. La pilule est amère, mais elle doit bien l'avaler, il y va de sa survie et de sa capacité de négociation au sein de l'État. D'où l'acceptation de quelques forces venues d'ailleurs, qui, pour l'essentiel doivent jouer le rôle de troupiers additionnels de l'appareil syndical de la CGT, mais aussi de celui de SUD.

« C'est là que commencent la comédie et l'imposture, en ce qui concerne les objectifs réels de ladite convergence. Ainsi, bon nombre de personnes croient que les raffineries ont été stoppées par les grévistes, qu'elles ne tournaient plus. Or, il n'en est rien, ce qui explique qu'elles puissent produire à nouveau à peine

trois jours après la reprise officielle du travail. En réalité, les syndicalistes ont appliqué au pied de la lettre les prétendues consignes de sécurité, signées depuis longtemps avec les industriels de la pétrochimie et l'État, à savoir que les raffineries ne sont jamais totalement mises à l'arrêt, mais plutôt mises en veille, ce qui a facilité leur redémarrage rapide. [...] Seule exception, la raffinerie de Flandres à Dunkerque, mais l'État français s'en moque puisqu'elle va fermer, les recommandations de l'Agence mondiale de l'énergie, relatives à la vétusté du site, tombant à pic. Bref, les conséquences de l'arrêt général, en termes de blocage, auraient pu être bien plus conséquentes. Et alors, l'État aurait pu traîner les auteurs de tels actes devant les tribunaux, même en l'absence de sabotages, en leur appliquant les peines prévues : jusqu'à cinq ans fermes, d'après le Code pénal.

« Je comprends que des ouvriers n'aient pas envie de se retrouver en cour d'assises et se posent parfois la question de savoir si "le jeu en vaut la chandelle". [...]. Alors, autant le dire clairement, plutôt que de jouer les gros bras face aux "soutiens", parmi lesquels on peut compter également les "souteneurs" du syndicalisme de base sans étiquette, façon les "insurrectionnalistes" de *Rebetiko*. Mais l'arrêt général ne risquait pas d'advenir car les ouvriers du secteur sont particulièrement hostiles à tout ce qui leur apparaît comme la moindre attaque à leur "outil de travail", pour parler comme la CGT. De plus, la plupart des grévistes, à ma connaissance, n'étaient même pas sur les piquets. Ils restaient chez eux et les noyaux de syndicalistes mobilisés n'étaient

pas suffisants pour les blocages. Il leur fallait donc accepter de l'aide, via les intersyndicales de ville, donc aussi accepter de se retrouver face à quelques individus turbulents, mais au fond contrôlables à distance, voire isolables. De toute façon, les fameux blocages extérieurs offraient aussi l'avantage que les "bloqueurs" demeurent aux portes des sites, ou dans les environs, mais qu'ils ne pénètrent jamais à l'intérieur. Je ne défends pas, évidemment, l'idée de grève avec occupation qui, bien souvent, dans le passé, ne faisait qu'entraver toute possibilité de rencontres effectives. Mais, aujourd'hui, via le recentrage de la principale centrale syndicale en direction des formes d'intervention à la mode, tel le blocage programmé d'axes de communication, parfois annoncé à l'avance à la police par les leaders syndicaux, nous sommes passés de la "grève par procuration", des années 80 et 90, au "blocage par procuration". Les "bloqueurs" des sites, bien souvent, ont travaillé pour les centrales syndicales. Point barre. » (*op. cit.*)

- Région parisienne (source : Léon de Mattis, *Grève versus blocage*, sur le Blog de Léon de Mattis)

« Au cours du mouvement contre la réforme des retraites, deux incinérateurs de déchets ont été bloqués dans la région parisienne : celui situé à Ivry, entre le 20 octobre et le 8 novembre, et celui de Saint-Ouen entre le 2 et le 15 novembre. Une première remarque doit être faite à propos de ces actions. Elles ont été menées dans le cadre d'une grève des éboueurs de la Ville de Paris

qui avaient, outre la question des retraites, des revendications catégorielles à adresser à leur employeur. [...] Pour en revenir aux incinérateurs, le premier d'entre eux à avoir été bloqué, celui d'Ivry, l'était certes par des travailleurs en grève, les éboueurs municipaux, mais pas par les employés de l'incinérateur lui-même. En bloquant les grilles du site d'Ivry, en effet, les éboueurs de la Ville de Paris paralysaient à la fois le garage des camions-bennes et l'entrée de l'usine de retraitement et d'incinération des déchets. Les ouvriers de l'incinérateur ne faisaient pas grève mais se sont retrouvés, de fait, au chômage technique. Dans le second incinérateur, le blocage a été le fait de membres de l'AG interpro locale, de travailleurs municipaux de Saint-Ouen et de renforts venus des différentes assemblées de Paris et sa région. Les travailleurs de cet incinérateur n'étaient pas non plus en grève et ne participaient pas au blocage. »

### *Tentative de donner un sens global au mouvement*

Grèves, AG, blocages : mouvement étrange, on y entre, on en sort, on y revient. Chacun « donne aux retraites » ce qu'il peut, chacun a ses raisons. Mais en même temps, mouvement unique, tout coexiste et fait système, crée une totalité. C'est cette totalité, ce système, abordés jusqu'à maintenant de façon un peu impressionniste, pointilliste même, qu'il s'agit maintenant de construire. C'est au travers des actions particulières du *syndicalisme de base* que l'*identité idéale* est produite activement en même temps que ces actions,

dans leurs caractéristiques mêmes, la révèlent comme idéale.

### **Sur le syndicalisme en général**

Il est devenu extrêmement banal de dire que les syndicats ne trahissent pas et de dire qu'ils tiennent tout simplement leur rôle. Mais, on se contente ensuite, en guise d'explication, d'en faire des intermédiaires entre l'État (ou le capital) et les ouvriers. C'est mieux que des traîtres, mais cela n'avance également pas à grand-chose si l'on ne dit pas pourquoi leur action est efficace. Parfois on va un peu plus loin : « Les syndicats, loin d'être des organes de médiation entre le capital et le salariat, sont des instruments d'encadrement étatique des travailleurs, des rouages d'asservissement de la force de travail aux exigences productives de l'économie nationale [...] les syndicats cogèrent la production capitaliste avec le patronat. » (*Échanges*, n° 76, 1993.) Nous sommes là face à une formulation largement partagée, mais que signifie : « les syndicats sont des instruments d'encadrement étatique des travailleurs » ? La formule est merveilleusement ambiguë. Il s'agit d'un « encadrement étatique », mais le simple fait de rajouter « des travailleurs » vaut explication pour le différencier par exemple de la police. Les travailleurs vont utiliser les syndicats, avoir toutes sortes de relations avec eux puisque : c'est « l'encadrement étatique *des* travailleurs », la tautologie vaut explication. Dans cette caractérisation radicale des syndicats, on nous dit que les syndicats ne sont pas des « organes de médiation entre le capital et le salariat ». Soit cela signifie qu'il

ne peut pas y en avoir : capital d'un côté, salariat de l'autre. Mais alors quid de l'implication réciproque (exploitation) entre capital et salariat, un des truismes de toute analyse du mode de production capitaliste. Soit cela signifie qu'il pourrait y en avoir mais que de nos jours les syndicats sont totalement intégrés du côté du capital. Mais alors si « l'encadrement capitaliste des travailleurs » est cet organe extérieur (encadrement) quid à nouveau de l'implication réciproque, cela devient une force extérieure d'encadrement. Dès que l'on pose la question en termes de médiation que ce soit pour dire oui ou non, il y a une proposition fondamentale que l'on a « oubliée » : le prolétariat est une classe du mode de production capitaliste, et c'est ce qui fait que le syndicalisme fonctionne *dans* la classe et par elle.

L'activité syndicale est une fonction nécessaire de l'activité de classe (classe du mode de production capitaliste), les syndicats n'interviennent pas extérieurement à cette existence et cette activité. Que seraient les « appareils » si le prolétariat n'était pas une classe du mode de production capitaliste définie dans une implication réciproque avec le capital, si le syndicalisme n'était pas, par là, une activité qui déborde les organisations syndicales : coordinations, ou simple activité des grévistes qui peuvent être syndicalistes sans appareils ni syndicats. Il peut exister un syndicalisme de base avec ou sans institution ou s'incrutant dans les organisations les plus officielles. Combien de fois a-t-on vu dans le cours d'une lutte, dans une entreprise où il n'y avait pas de syndicats, les éléments les plus dynamiques dans le conflit fonder une section syndicale ; ce qui ne

présume pas bien sûr du rôle que celle-ci peut ensuite jouer. Comme l'a montré la lutte contre la réforme des retraites, le syndicalisme n'est pas structurellement une question d'organisation ou d'institution mais de mode d'activité.

Les syndicats et le syndicalisme en général ne sont pas une manipulation plus ou moins extérieure de l'activité de la classe ouvrière ou une courroie de transmission de l'État à l'intérieur de la classe. Il faut une bonne fois pour toutes reconnaître que la classe ouvrière est une classe du mode de production capitaliste, qu'elle est dans un rapport conflictuel d'implication réciproque avec le capital (même si elle peut être à même de dépasser ce rapport). Ce rapport, l'exploitation, est la dynamique même de la reproduction du mode de production, de l'accumulation du capital. Dans cette contradiction qu'est l'exploitation, le prolétariat produit le capital et se reproduit lui-même dans son rapport à lui. Les intérêts respectifs sont simultanément irréconciliables et le fondement même de la reproduction respective des termes. Dans ce procès les termes ne sont cependant pas dans une situation de réflexivité égalitaire, c'est toujours le capital qui dans l'exploitation subsume le travail et à l'issue de chaque cycle apparaît comme concentrant toutes les conditions de la reproduction du rapport, c'est en cela qu'il se présume lui-même dans sa relation avec le prolétariat.

Le syndicalisme exprime ce procès, *il exprime l'activité de la classe en ce qu'elle implique conflictuellement le capital et présuppose son rapport à lui*. Mais, et c'est fondamental, c'est dans le capital que la reproduction

de ce rapport trouve constamment les conditions de son renouvellement. C'est en cela que, fonction de l'implication réciproque, le syndicalisme se trouve nécessairement amené à envisager le renouvellement de ce rapport sur la base des nécessités du capital, il n'a pas le choix. Le conflit ne peut dépasser le carcan de la logique économique capitaliste, et *les syndicats sont les garants qu'il s'y maintient*. De là découlent toutes les pratiques immédiates du syndicalisme : fonction de l'activité de la classe, dans son implication réciproque avec le capital, le syndicat ne peut alors que travailler à conforter et à reproduire cette implication. Les syndicats jouent leur partition mais ne peuvent la jouer et la faire plus ou moins entendre dans les luttes que parce qu'ils sont *l'expression fonctionnelle d'une situation réelle de la classe*. Il faut comprendre autrement que par les subventions de l'État (bien réelles), et les mystifications (souvent efficaces), pourquoi l'action syndicale, toujours critiquée, est cependant toujours présente dans son rôle de remise en ordre de l'implication réciproque entre les classes, au bénéfice structurel de la reproduction du mode de production, même si cela passe par une opposition immédiate à la classe dominante, se concevant elle-même unilatéralement, comme pôle particulier du rapport.

Considérer les syndicats comme l'expression fonctionnelle d'une situation réelle de la classe ouvrière permet d'intégrer les pratiques et initiatives syndicales à l'intérieur même de la compréhension des luttes immédiates, comme un de leurs moments, et le syndicalisme

(avec ou sans institutions) comme toujours réinventé dans la lutte des classes.

On peut proclamer que les travailleurs doivent s'occuper eux-mêmes de leurs affaires, ne rien attendre des syndicats, ne rien leur demander. Le problème c'est que les travailleurs n'agissent pas ainsi. En même temps qu'ils s'occupent eux-mêmes de leurs affaires, ils demandent aux syndicats de s'en occuper parce que, dans certaines circonstances et pour certaines « affaires », ils considèrent, avec raison, les syndicats comme étant aussi ce fameux « eux-mêmes ». Durant les luttes de l'automne 2010, ce ne sont pas seulement les militants syndicalo-gauchistes de SUD, de LO ou du NPA qui cherchaient à « pousser » les syndicats, mais des milliers de travailleurs. Avant même de leur réclamer la « grève générale », ils leur demandaient des préavis de grève, de se prononcer sans ambiguïté pour les grèves reconductibles *et* d'imposer des négociations.

### **Syndicats et syndicalisme de base**

Ce n'est pas parce que les formes actuelles de lutte, comme les blocages ou les AG, sont décalées par rapport à celles qu'affectionnent à l'ordinaire les directions syndicales qu'elles expriment le dépassement du syndicalisme. « Rappelons-nous la grève générale à la SNCF de 1986. Les premières assemblées souveraines rencontrèrent l'hostilité de l'appareil de la CGT, qui n'était pas à l'initiative de la paralysie du réseau ferré et qui y était même opposée. Elles furent encensées par les ultimes partisans du communisme des conseils et autres apologistes de la démocratie directe comme la voie de

passage obligatoire pour rompre avec le syndicalisme et subvertir le monde. Or, à partir du moment où la hiérarchie syndicale les a reconnues comme modes de représentation nécessaires, voire les a organisées elle-même, et que l'État les a entérinées sans chercher à les disperser, elles sont devenues la feuille de vigne des magouilles syndicales. Les bonzes de la SNCF, à condition d'en respecter le cérémonial, pouvaient y jouer le rôle de délégués désignés et révocables par les masses souveraines. [...] La faillite des assemblées sanctionna l'amère réalité : l'immense majorité des grévistes n'avaient d'autre perspective que de maintenir ou d'améliorer leur condition. En d'autres termes, ils restaient syndicalistes dans l'âme. Dix ans plus tard, à la veille de la dernière grève générale à la SNCF impulsée, elle, par la CGT, naissait SUD, héritier testamentaire des illusions charriées par des assemblées, amalgamées au citoyennisme en cours de constitution. Lequel est devenu l'idéologie officielle des oppositions de la prétendue "société civile" au pouvoir d'État, recyclée jusque dans les colonnes de la *Vie ouvrière*, l'organe de la CGT. » (Peter Vener, *La forme d'abord*, texte sur le net en pdf.)

À propos de ces mêmes coordinations et assemblées de base des années 1980, *Théorie communiste* écrivait dans son n° 10 (décembre 1990) : « Dans cet ancien cycle de luttes, dont les caractéristiques centrales étaient la conquête de l'autonomie, l'auto-organisation, l'autogestion, ce n'était qu'en s'opposant à ce qui pouvait le définir comme classe du mode de production capitaliste que le prolétariat pouvait être révolutionnaire. [...]

La supercherie actuelle relative à l'analyse des mouvements récents en termes d'auto-organisation réside dans le fait que ce qui est présenté comme processus révolutionnaire n'est que l'affirmation de ce que le prolétariat est dans le mode de production capitaliste, on est revenu à une plate apologie de la condition ouvrière et c'est là le fond de commerce commun à toutes les analyses. On est retombé dans l'idéologie gestionnaire la plus plate : "Le mouvement a tenté de prolonger cette organisation de base par d'autres structures autonomes sur le plan régional et national. On peut voir là l'esquisse d'une organisation complète de l'autonomie de la lutte, qui peut préfigurer l'organisation de toute la vie sociale par des comités reposant entièrement sur des assemblées de base, prenant leur propre destinée en mains et éliminant du même coup toutes les structures qui les dominent dans cette société." » (*Liaisons*<sup>17</sup> n°2, pp. 6-7.)

Avec la fin de l'identité ouvrière reconnue dans la reproduction du capital et la crise des représentations syndicales et politiques de la classe ouvrière qu'elle contient, le syndicalisme dans son sens le plus général est devenu diffus, ce que nous appelons syndicalisme de base dans ce texte. L'illégitimité de la revendication salariale rend le phénomène encore plus sensible et instable. Il y avait, durant les années 1950, 1960, 1970, des débordements des syndicats, des organismes autonomes qui apparaissaient, des comités de grève de base,

---

17. *Liaisons* était un bulletin conseilliste qui s'était démarqué d'*Échanges* sur la question de l'intervention.

ils étaient combattus (jusqu'à la violence physique) par les centrales qui ne modifiaient pas leur stratégie et persistaient *contre ces contestations* dans leurs modalités d'existence que fondamentalement définissait le rôle fonctionnel de la revendication et la reconnaissance de l'identité ouvrière.

« Depuis que les salariés de Cellatex ont menacé d'employer la méthode de la terre brûlée en 2001, elle (la CGT) a entamé le douloureux recentrage à la base, sur le modèle de SUD. D'où la compréhension embarrassée qu'elle manifeste désormais envers des actes qu'elle n'a pas prévus. [...] Pour le surf par gros temps, les vieux crabes de la CGT comptent sur des crustacés plus jeunes, mais aux pinces déjà longues, qu'ils laissent même depuis quelques années grimper dans les étages du siège de Montreuil pour en consolider les fondations. Trotskyistes de tous poils, autonomes assagis, maoïstes repentis, lycéens contestataires d'hier déjà bureaucrates d'aujourd'hui... constituent le fer de lance de la rénovation en cours. Pas seulement à SUD, bien que le syndicalisme citoyeniste soit leur domicile préféré. Leur activisme, qui va parfois jusqu'au coup de main, n'est pas antagonique avec les habitudes de la centrale qui veulent que, en cas de besoin, les bonzes mettent la main à la pâte pour en redorer le blason.

« À l'image de SUD, la CGT a donc approuvé des actes délictueux et les a couverts face aux médias. [...] De plus, elle a organisé elle-même des actions parfois justiciables et, tradition de la maison oblige, elle ne les a pas revendiquées toutes, histoire de faire passer des vessies pour des lanternes. [...] Pas mal de radicaux, en

particulier ceux qui ne sont pas confrontés au monde du travail, *limitent l'action syndicale aux randonnées pédestres* (c'est nous qui soulignons) qu'ils croisent sur des parcours balisés dans les zones urbaines. Ils ont donc avalé la couleuvre sans sourciller. [...] Le sens de l'opération promotionnelle a échappé à bien des radicaux, fascinés par l'activisme déployé par la centrale, sans commune mesure avec le leur, vu les moyens dont elle dispose, du moins dans le secteur de l'énergie. Bluffée, la CNT francilienne a même parlé de la "multiplication d'actes de sabotage et de blocage diffus". À Paris, capitale du spectacle radical, le ridicule ne tue plus. » (*ibid.*)

Pour Peter Vener, les limites des luttes de l'automne 2010, comme les précédentes qu'il analyse, sont en elles-mêmes le non-dépassement du caractère syndicaliste, revendicatif, de la lutte : le fait que les blocages quoiqu'on ait pu en dire ne dépassent pas cet objectif. Il fait la critique de la confusion entre forme (blocage) et contenu rêvé (bloquer l'économie) et de sa récupération par ceux qui prétendent aller plus loin en généralisant une forme qui n'a pas le contenu susceptible de le faire. Cependant, tout est présenté comme si les organisations syndicales maîtrisaient les tenants et aboutissants, comme si cela était cousu de fils tissés entre elles et l'État<sup>18</sup>. Il prend le contrepied de ceux qui

---

18. On peut également ajouter à la critique de l'analyse très intéressante mais un peu complotiste de Peter Vener que les activités syndicales dont il parle s'inscrivent aussi à l'intérieur de vifs conflits entre la direction de la CGT et les fédérations les plus dures, les Cheminots et la Chimie.

voient dans certaines formes de luttes un “embryon”, “le matin du grand soir”. Salutaire douche froide, mais encore ? On se demande alors un peu pourquoi, malgré tout, il y a eu cette lutte et pas rien.

Ce qui fait du mouvement sur les retraites de l'automne 2010 un événement d'aujourd'hui, c'est le contexte mondial du rapport entre accumulation du capital et reproduction de la force de travail dans lequel s'effondrent les spécificités de l'État providence français (long processus imperfectif de par la nature de la restructuration mais qui s'accélère dans la situation actuelle de la crise de cette phase du mode de production capitaliste). Ce n'est pas la même chose de mener une lutte revendicative – quelles qu'en soient les formes, institutionnelles ou de base, manifestations ou blocages – quand elle est vouée à l'échec, et qu'on le sait, par rapport à l'époque où ces luttes pouvaient gagner. Ce n'est pas la même chose quand sont en cause d'un côté la pérennisation de l'exploitation et, de l'autre, *l'appartenance de classe comme limite à la lutte et non simplement le syndicalisme*. Il s'agit maintenant de caractériser les limites de la lutte de classe comme étant celles de l'implication réciproque entre prolétariat et capital quand ce dernier ne produit plus aucune confirmation en lui-même de la classe pour elle-même. Fin de l'identité ouvrière, illégitimité de la revendication : les deux sont corollaires et c'est explosif. Cela signifie que c'est dans les actions revendicatives les plus triviales que peut s'annoncer la production de l'appartenance de classe comme une contrainte extérieure. Une grève qui s'éternise, un mouvement qui se durcit, un blocage

qui devient effectif, un affrontement qui ne se diffère pas, autant de marques d'une situation qui échapperait au syndicalisme. Pour aller où ?

Les centrales ont encore cette fois parfaitement maîtrisé leur rôle d'équilibriste<sup>19</sup> pour maintenir le contact avec leurs militants *et tous les autres*.

### **Grèves et blocages**

Les blocages syndicalistes acceptaient le soutien de tous, malgré les préventions évidentes de la CGT vis-à-vis de tout ce qui est non-encadré. De la même manière que l'intersyndicale organisait les manifestations, le soutien aux blocages est accepté exactement comme soutien citoyen à des revendications justes s'articulant à la grande revendication salariale unanime de défense de la retraite. « Autant la pratique du piquet volant peut être une force du mouvement, donnant à tout le monde la possibilité d'y participer, rendant les modalités d'action à ceux qui y participent, chaque piquet volant pouvant déterminer son champ d'action, ses

---

19. À la CGT, les contradictions entre la ligne Thibaut et les fédérations les plus dures ne sont pas devenues explosives ; SUD n'a pas convaincu les salariés de la nécessité de ce qu'elle appelait un « affrontement central avec l'État », mais elle a joué jusqu'au bout la « radicalité », tout en préservant sa place dans l'intersyndicale. En revanche, FO n'a su faire ni l'un ni l'autre et la CFDT qui veut incarner un certain réformisme n'a aucun résultat à présenter. Au-delà de ces différences, la fin du mouvement renvoie chaque organisation à la question des limites du syndicalisme quand la revendication est asystémique et que le débouché politique de la représentation ouvrière a disparu.

objectifs, autant il peut juste servir de main-d'œuvre à des syndicalistes en mal de troupes, comme on l'a vu sur certaines raffineries, autant il ne peut être qu'une nouvelle forme de la politique citoyenne, le piquet volant n'étant alors qu'un groupe d'individus marquant son soutien ne recherchant comme seul contenu que d'améliorer les choses. Force est de constater qu'il est impossible de trancher entre l'une ou l'autre des tendances. Plus précisément, elles se sont toutes juxtaposées, sans jamais se confronter parce que la revendication consensuelle ne fut jamais critiquée. » (*Paradoxes en automne.*) Une chose est sûre cependant : en tant que forme de lutte, le piquet volant, comme le blocage qui est sa raison d'être, ne porte en lui-même aucune *potentialité* inscrite dans son ADN.

S'il n'y a pas de sortie du syndicalisme (qui en fait n'est pas le fond du problème, celui-ci étant maintenant l'appartenance de classe et le fait de lutter en tant que classe), le soutien réciproque et le déplacement n'est pas une sortie du corporatisme et des segmentations mais leur addition<sup>20</sup>. Cela peut être utile, mais ce n'est que ça. La sortie de la division ce n'est pas la somme des éléments divisés, c'est la suppression de ce qui les divise : le fait d'être des prolétaires et de ce fait d'avoir l'unité de leur existence en tant que classe représentée face à eux, objectivée dans la reproduction du capital. On peut espérer « intensifier le rapport de force » (AG

---

20. Cela peut même être parfois une somme algébrique : qu'aurait signifié, à Marseille, le soutien aux grévistes des bassins Ouest et le lendemain celui aux grévistes des bassins Est dont les intérêts étaient antagoniques ?

de lutte d'Avignon), mais cela ne dit pas quel est le contenu de ce « rapport de force » et surtout on n'intensifie que ce qui cherche à s'intensifier et, quand c'est le cas, cela se voit très rapidement. À l'évidence, ce n'était pas le cas du mouvement de l'automne 2010.

Dans un texte rédigé dans le cours du mouvement, on pouvait lire : « C'est dans le mouvement de la contestation que la critique de tout ce qui existe peut se transformer en proposition pour qu'il existe quelque chose d'autre. Il faut bloquer la production capitaliste et partager ce qui est déjà produit, puis partager la manière dont on pourra continuer à faire vivre ce partage » (Léon de Mattis, *Ce qui est en jeu ce n'est plus seulement les retraites*, sur le net). Là, le blocage de la production est considéré en lui-même comme le dernier acte avant le passage à la révolution (communisation). En insistant sur la dynamique que pourraient avoir certaines formes de luttes, on réintroduit une transcroissance entre la lutte revendicative et la révolution. Ce dernier acte pourrait tout aussi bien être la « récupération des entreprises » et toutes les contradictions (travail, échanges, localisation de la production, relations avec les précaires et les chômeurs, etc.) qui en résulterait. Il est exact que le saut qualitatif entre luttes revendicatives et révolution est un dépassement produit, on peut le déterminer quant à son contenu, mais vouloir donner une forme à ce contenu c'est considérer que la lutte revendicative dans son cours de lutte revendicative sort d'elle-même, par certaines de ses formes, de son caractère revendicatif. Ici, quelque chose se met en boucle entre la conception du blocage et la « néces-

sité » de l'intervention. Et puis, que partage-t-on de ce qui est déjà produit ? Ce dont on a besoin pour la lutte. Le partage en lui-même n'est pas grand-chose si c'est le partage de téléviseurs à écran plasma ou de survêtements Lacoste (même si, selon les goûts, les uns et les autres puissent faire plaisir). La révolution ce n'est pas *L'An 01* (le film post-1968) : « On arrête tout et on réfléchit. » Malheureusement, ce qui était en jeu c'était toujours les retraites et toutes les revendications particulières des grèves diverses.

Les blocages ne sont pas sortis de leur rapport aux grèves dans leur intermittence, le développement de la pratique de blocage pour elle-même comme pratique nouvelle ayant sa dynamique et sa « potentialité » propre n'a pas existé. Les blocages se sont inscrits dans l'activité des grèves, leur efficacité est restée conditionnée, dans chaque cas, par la poursuite de la grève ou par son inexistence sur le site bloqué, et, pour les blocages épisodiques et volants, par la poursuite générale des grèves. Les blocages n'ont que de façon absolument exceptionnelle (et encore...) « débordé les cadres imposés par les syndicats » (tract *Premier Round* distribué à Paris lors de la manif du 28 octobre) qui en ont initié et contrôlé de bout en bout l'immense majorité, il n'y avait pas non plus les « bons grévistes » et les « bloqueurs ». Là où les blocages ont pu avoir un minimum d'efficacité (raffineries), il était évident, même dans le discours des médias et celui de l'État que « bloqueurs » et « grévistes » étaient identiques. Que cela soit à Avignon, à Strasbourg, ou à Rennes, les AG « autonomes »

s'aperçoivent que leurs tentatives d'action ne sont pas grand-chose sans les « bureaucraties syndicales locales ».

La question n'est pas celle de formes d'actions mais de leur contenu, or quelle que soit la forme d'action (blocage, AG interpro, ou grève), le syndicalisme est demeuré ce contenu. Plus généralement même, la limite en jeu ce n'est plus maintenant le syndicalisme mais l'appartenance de classe qui est apparue en tant que telle comme limite dans la segmentation du mouvement, les divisions de la classe, son unité comme simple idéal mis en scène par les grandes manifestations.

Le blocage est une forme de la grève, souvent une forme adaptée au type d'activité même des entreprises bloquées. Ce sont des entreprises de service ou de quasi-service en flux continu dont l'arrêt de fonctionnement implique le blocage qu'il soit de fait ou ouvertement annoncé. Ne plus raffiner c'est ne plus fournir de produits raffinés en temps réel ; de même que ne plus ramasser les ordures.

L'analogie avec la grève des transports (qui est un blocage par définition) magnifie le blocage et évoque la grande grève « par procuration » de 95 qui fut plus ou moins victorieuse et qui fut l'inauguration de la petite décennie démocrate radicale (1995-2003) qui vit – en France – une série de « mouvements sociaux » dans lesquels la grève des transports joua un rôle central et qui lorsqu'elle était absente, comme en 2003, manquait cruellement.

On peut sans doute légitimement penser que ce sont ces mouvements sociaux qui ont généré le mythe

du « blocage des flux » vu comme le dépassement de la revendication et comme l'ouverture de « la Révolution ». Ce mythe est d'ailleurs très similaire à celui de la « grève expropriatrice » de l'anarcho-syndicalisme. Le paradoxe le plus ironique serait que le regret démocrate radical de la lutte de classe identitaire du programme ouvrier laisse maintenant la place à un regret « communiste » des mouvements sociaux du démocratism radical !

Durant le mouvement d'octobre-novembre 2010 contre la réforme des retraites, la multiplication des blocages d'importance et de durée très diverses a paru prendre le dessus sur la grève comme mode d'action et même s'en différencier quant à ses acteurs et ses finalités. C'est cependant tordre la réalité que de poser une dissociation entre grève et blocage<sup>21</sup>. Dans le cours du mouvement cette dissociation n'est pas apparue mais, au contraire, les blocages accompagnaient un mouvement de grèves intermittentes et spécifiques. Les unes (les grèves intermittentes) et les autres (les blocages) répondent aux formes actuelles du salariat qui rendent la grève difficile avec, dans ce cas particulier, l'absence de grève continue massive.

Aucun exemple de blocage ne montre une *dissociation* entre grève et blocage. Effectivement le blocage vient en renfort de la grève qui a été suivie par intermittence, l'activité de grève qu'était le blocage se poursuivait hors grève. En défendant la thèse de la dissociation, Léon de Mattis (*op. cit.*) distingue les objectifs

---

21. Cette thèse de la dissociation est défendue dans le texte de Léon de Mattis : *Grève Vs Blocage* (Blog de Léon de Mattis)

de l'une et de l'autre de ces formes d'actions : « Alors que l'objectif de la grève est de faire plier le patron en lui faisant perdre l'argent de sa production, l'objectif du blocage est d'aller au-delà en termes de nuisance et de porter des coups en dehors du strict périmètre de l'entreprise employeuse. C'est cette généralisation de l'objectif poursuivi qui a permis de lancer le mot d'ordre du "blocage de l'économie" par le blocage des flux. Certes cet objectif est encore très ambitieux et en total décalage avec la réalité de la pratique actuelle du blocage. »

Le blocage va au-delà de quoi ? Ce qui ferait du blocage une pratique particulière ce serait sa « généralisation » comme « blocage des flux ». Mais là, si on considère le mouvement d'octobre, il faut revoir son enthousiasme à la baisse. Le blocage n'est pas une pratique abstraite comportant un sens toujours déjà là, quel que soit le mouvement dans lequel il s'inscrit. À raisonner ainsi, on aboutit à considérer que c'est le mouvement d'octobre qui n'est pas allé assez loin et qui s'est retrouvé en décalage avec l'une de ses propres pratiques, ou une de ses pratiques qui s'est retrouvée en décalage avec le mouvement, c'est pareil.

Les pratiques réelles de blocage sont alors mises en regard d'un sens intrinsèque de la Pratique du Blocage. Si on regarde comment ces blocages étaient inscrits dans le mouvement, on voit que ce sont les revendications sectorielles donnant chair à la revendication générale qui donnaient lieu à ces blocages. Ce n'était pas bloquer l'économie pour bloquer l'économie, car même si cette dimension n'était pas complètement étrangère

au mouvement c'était un mouvement revendicatif et c'étaient des blocages revendicatifs aussi. Il n'y a pas eu de décalage parce que s'il peut y avoir des contradictions, des impasses, il n'y a jamais de décalage ou d'anachronisme entre une lutte et ses pratiques. Dans l'engouement que les blocages ont suscité, il y avait toujours l'évaluation des blocages réellement existants en regard d'une pratique du blocage hors contexte et hors « actuel ». Dès que l'on essentialise des éléments du réel, on est ensuite obligé de parler en termes de *potentialité* (voir plus loin à propos de l'activisme).

« La grève, parce qu'elle porte revendication, participe de la reproduction du rapport prolétariat/capital » ; « Elle n'est plus qu'un instrument aux mains des syndicats dans la négociation du prix de la force de travail » ; « La grève ne paralyse pas le pays... mais le prolétariat ! » ; « La grève est engluée dans la légalité, encadrée qu'elle est par tout un dispositif législatif qui lui coupe d'emblée toute initiative hors du rapport prolétariat/capital. » Toutes ces affirmations de Léon de Mattis dans le texte *Grève vs blocage* dévalorisent la grève en tant que telle et nous nous retrouvons, comme souvent avec l'émeute, devant l'apologie d'une forme de lutte contre une autre. Comme le blocage est supposé moins contrôlable, hors légalité et hors contrôle syndical (ce que les blocages très largement n'ont pas été durant ce mouvement), il rendrait à la grève son caractère de lutte. Il permettrait de rompre l'atomisation des « citoyens qui doivent individuellement se positionner face à la décision de se mettre en grève » (*idem*). La séparation dans le mouvement qui a réelle-

ment eu lieu en octobre et novembre 2010 des grèves et des blocages est une approche purement formelle qui crée une idéologie des formes de luttes.

Ces blocages n'ont rien demandé de plus (car ils ont demandé des choses, ils ont revendiqué) que les grèves. Dans les raffineries, les blocages (très syndicaux) étaient la grève réellement existante. Les grèves étaient revendicatives et les blocages aussi, ce n'était pas les émeutes de 2005 en France ou la Grèce de décembre 2008. Tout au contraire, on peut également comprendre l'extension des blocages comme un contournement de la faiblesse du mouvement, une sorte de palliatif et peut-être même comme l'effet d'une forte réticence à s'engager dans un conflit plus dur, le sachant perdu. Car s'il y a bien une évidence dans ce mouvement-là, c'est celle de la conscience que la revendication jouant le rôle de revendication centrale, unifiante, n'aboutirait pas. Ce n'est pas un hasard si les grèves n'ont plus ou moins été majoritaires et n'ont tenu que là où elles engageaient d'autres raisons de conflits que la revendication sur la réforme des retraites.

Aucune forme d'action n'a en elle-même, en tant que forme, sa dynamique. La dynamique d'une lutte est indissociablement dans son contenu et dans ses formes. Ce qui importe ce n'est pas de raisonner sur le blocage et la grève, le blocage ou la grève, mais sur la dynamique de l'action revendicative quand la revendication ne fait plus conflictuellement système dans l'accumulation du capital. Aucune forme ne fournit par sa seule existence, ne serait-ce que potentiellement, la preuve de la radicalité de son contenu. Les blocages n'ont pas

dépassé aujourd'hui l'horizon du syndicalisme qu'ils aient été ouvertement syndicaux ou « sauvages ».

La compréhension des blocages en opposition à la grève nécessite de transformer la grève en une activité ayant perdu toute efficacité et même étant devenue une simple activité « citoyenne » par laquelle on se compte et on manifeste une opinion. Si la grève était devenue ce que suppose son opposition au blocage, il n'y aurait pas eu de blocages. Les blocages ne viennent pas faire jouer à la grève ce rôle de paralysie de l'économie que son encadrement citoyen lui aurait fait perdre. Les grèves de l'automne 2010 n'ont pas paralysé l'économie parce qu'elles n'étaient pas suivies et pas massives (outre les jours J ou dans des secteurs particuliers), pas parce qu'elles étaient encadrées.

« Il est tout à fait logique de distinguer grève et blocage. La grève avec blocage est une contre-tendance à l'évolution de la grève tout court. Elle rend à la grève son caractère de lutte », soutient Léon de Mattis. « Grève », « blocage », tout cela fonctionne sur des pratiques devenues des abstractions normatives : faire du blocage une pratique ayant un sens intrinsèque quelles que soient les luttes et les périodes dans lesquelles il s'inscrit. Le système ne tient alors debout qu'à la condition du décalage entre une pratique considérée dans sa potentialité d'avec la situation dans laquelle elle apparaît et existe. En fait, il y aurait eu une pratique de lutte, les blocages, qui aurait été à contre-mouvement, alors que, dans le mouvement, bien au contraire, cela n'apparaissait pas du tout conflictuel. Tout le cours du mouvement a montré que les blocages comme les

grèves étaient soumis à la même initiative et au même encadrement syndical. La dynamique d'un mouvement ou sa limite ne se situent pas dans des pratiques de lutte comme possibilité ou potentialité mais dans le contenu général de telle ou telle période et des luttes qui déterminent ces pratiques. Quant à l'encadrement légal de la grève qui expliquerait sa faiblesse et sa perte d'efficacité, il n'aura bientôt rien à envier à celui des blocages (c'est déjà le cas en Espagne). Pour l'une comme pour les autres, c'est vrai que cet encadrement est un frein, mais il n'empêche, dans un cas comme dans l'autre, qu'il n'existe que pour autant qu'il est respecté.

Sur le moment même (c'est-à-dire en excluant les retombées pénales possibles ultérieures sur le syndicat ou sur les grévistes individuellement) l'encadrement légal de la grève n'existe que pour autant que les grévistes le respectent, il n'a rien à voir avec une définition de la Grève. Les autoferrotramvieri (décembre 2003) italiens, il y a quelques années, n'avaient pas respecté le service minimum qui leur était imposé et les agents de sécurité de l'aéroport de Marseille-Provence se sont mis en grève le 20 décembre 2010 et le 21 ont refusé de se soumettre à l'ordre de réquisition du préfet. En octobre-novembre 2010, dans le mouvement français, la grève des transports, par exemple, n'a pas perdu de son efficacité, elle n'a simplement quasiment pas eu lieu. Elle n'a eu lieu que là où existait une situation conflictuelle particulière et là elle a été très perturbatrice (ligne B du RER). Pourquoi les cheminots auraient-ils fait grève alors que leur statut est exclu de la réforme au moins jusqu'en 2016 ou 2017 ?

Cependant, si on a tout à fait raison de ne pas séparer les blocages des grèves intermittentes et de les ranger les uns et les autres dans l'activité revendicative telle qu'elle a eu lieu, cela ne nous dit rien sur pourquoi il y a eu des blocages et sur la raison d'être et la *spécificité* de cette pratique à ce moment-là.

### **Grèves, blocages et syndicalisme de base**

On ne peut, en ramenant avec raison, dans ce mouvement, les blocages à l'activité revendicative, laisser de côté ce qu'ils signifient spécifiquement *dans cette activité revendicative*. Il ne s'agit pas d'en faire une analyse abstraite en tant que forme, mais inversement on ne peut les ramener à un contenu et laisser la forme on ne sait où sur le bord du chemin. On ne comprend pas alors pour quelles raisons il y a eu des grèves *et des blocages*. Il faut expliquer la multiplication de la forme blocage depuis dix ans.

En premier lieu, la pratique du blocage se relie aux conditions générales actuelles du salariat (y compris le chômage). C'est fondamental et pertinent. Un processus de production éclaté quant à ses lieux et quant à la segmentation de la force de travail qu'il mobilise crée des formes de luttes qui lui correspondent et qui, tout simplement, sont les siennes. Cependant, les formes actuelles du salariat expliquent que quelque chose *peut* exister mais non que cette chose existe et surtout ce que cette chose signifie à un moment donné comme activité. Le contenu effectif, en situation, d'une activité ne se réduit pas à ses conditions. Dans le mouvement d'octobre-novembre, les prolétaires ont fait des grèves

et des blocages, les deux sont revendicatifs, on ne peut pas les opposer, mais ils ont fait *les deux*. Cela signifie que leur contenu identique existe de deux façons, cela peut indiquer que ce contenu contient un rapport à l'intérieur de lui-même. Dire que l'on ne peut pas *opposer* les deux et même dire qu'ils construisent un seul et même contenu ne signifie pas nécessairement qu'ils sont identiques. Cela peut vouloir dire que c'est le contenu qui se différencie en lui-même. Dans ce mouvement de l'automne 2010, si nous avons eu affaire à des grèves relevant en général de secteurs où existaient des « communautés de travail » encore plus ou moins stables mais menacées, la présence, à l'intérieur même de ces grèves, des blocages et de la diversité des participants qu'ils mobilisent, signifie que *ces « communautés » ne sont elles-mêmes que des moments d'une segmentation générale de la force de travail : disparition générale de l'unité que formalisait l'identité ouvrière.*

Si la pratique des blocages doit être comprise en liaison avec les conditions d'exploitation (précarité, chômage, achat global de la force de travail), c'est tout naturellement que les blocages ont été, dans un conflit revendicatif, la forme de lutte intégrant les précaires qui ne sont attachés à aucune entreprise particulière, c'est en cela que les blocages en tant que forme ont un contenu et une efficacité spécifique comme forme de lutte actuelle. D'un côté, l'existence même des précaires dans le procès de travail et, de l'autre, leur participation, dans les blocages, à l'action revendicative se rejoignent pour signifier la fin de l'unité et de l'identité ouvrières.

Ce qui peut paraître étrange dans le mouvement qui a eu lieu c'est que les blocages qui indéniablement correspondent à ces formes générales actuelles du salariat sont apparus là où le terme de « communautés de travail » (largement réduites à presque rien par le capital dans sa restructuration) n'est pas complètement obsolète, il a servi de pivot aux blocages et de force de regroupement. De ce point de vue il faudrait distinguer les blocages des lieux de travail et les blocages « externes » des axes de circulation, et dans les blocages des lieux de travail, le blocage des entreprises en grève même minoritaire et le blocage d'entreprises connexes non en grève. Distinguer permet de réunifier de façon non abstraite : les « communautés de travail » ou emplois stables ne sont qu'un segment particulier dans la segmentation générale de la force de travail, ils n'ont plus leur sens en eux-mêmes ; l'interdépendance générale de la production sociale n'est plus seulement le fait de l'échange mais d'un procès de travail segmenté et continu.

Le mouvement d'octobre-novembre sur les retraites a vu prendre une étrange mayonnaise où la prise n'a été que l'apparence que se sont donnés des mouvements demeurés singuliers et discrets. En tant que mouvement global, c'était le discours de l'appartenance de classe et de son unité qui était tenu, englobant les précaires et les « sans ». C'était le discours adéquat à une évolution du mode de production qui a réduit à presque rien les anciennes « communautés de travail » qui étaient la base de la lutte de classe que nous connaissions à l'époque du mouvement ouvrier, à l'époque de l'unité construite

comme identité ouvrière (l'unité de la classe n'est jamais une objectivité donnée, mais une construction). Simultanément, ces « communautés de travail », là où elles pouvaient encore se formaliser, ont été le référent et la caution du mouvement dans ses caractéristiques et ses contradictions constitutives. Mais, trop faibles pour avancer ne serait-ce que sur leurs revendications spécifiques et anachroniques quant à leur existence, elles se sont données sans sortir de leur particularité la forme du général dans les blocages, forme déterminée par les modifications acquises du salariat, c'est-à-dire par cela même qui signifie leur anachronisme.

Dans ce mouvement, la spécificité non pas des blocages pris isolément, mais des grèves se poursuivant ou s'accompagnant de blocages, a résidé dans le développement du *syndicalisme de base*. Au niveau général du mouvement, la continuité, quant au contenu, entre grèves et blocages a été la manifestation privilégiée et le marqueur pratique du syndicalisme de base. Ce dernier a été, dans ce mouvement, la formalisation dominante de l'action en tant que classe comme limite d'elle-même, en même temps que la succession des grandes manifestations était le complément nécessaire de ce syndicalisme de base en ce qu'elles étaient à la fois la forme idéale et la forme creuse de cette unité de la classe que le syndicalisme de base postule tout en étant le signe même de sa caducité. Les manifs étaient à la fois le point d'appui des grèves intermittentes et des blocages et l'épine dorsale du mouvement dans la durée. Les manifs ont tenu une place essentielle dans

le cours du mouvement comme moment de l'unité de toutes les pratiques diverses, en ce qu'en elles se mettaient en scène cette unité et cette identité ouvrière idéales. Idéales car impliquées et contredites par le syndicalisme de base qui nourrissait et vivifiait l'ensemble du mouvement. Le mouvement a montré les profondes divisions entre les travailleurs salariés sans aucun signe d'unité de la classe si ce n'est sous forme spectaculaire<sup>22</sup> dans les grandes manifestations. Les manifs ont été, y compris dans leur rythme, l'expression d'une complémentarité des formes de luttes. Le *timing* des manifs, loin d'être démobilisateur, était parfaitement dosé. Que ce soit pour guider le mouvement ou pour le suivre n'importe, seul compte le résultat.

Dans ce mouvement dont l'originalité a résidé dans le fait d'être le premier dans la série des grands mouvements français depuis 1995 à survenir après le début de la crise de cette phase du rapport d'exploitation, l'identité ouvrière a imploré pour avoir été revécue comme le complément fantasmatique accompagnant le syndicalisme de base. Il faut au syndicalisme de base les « ori-peaux anciens » pour accomplir *ses propres tâches*, pour parodier Marx dans *Le Dix-Huit Brumaire*.

La spécificité des blocages n'est pas que les « radicaux » puissent y participer, puisque finalement ils ne font rien d'autre que ce qu'on (les syndicats au niveau

---

22. « Toute la vie des sociétés dans laquelle règnent les conditions modernes de production s'annonce comme une immense accumulation de spectacles. Tout ce qui était directement vécu s'est éloigné dans une représentation (c'est nous qui soulignons). » (Guy Debord, *La Société du spectacle*, thèse 1)

local) leur dit de faire (ils savent bien que c'est la condition de leur présence et ils s'en satisfont), mais que tout le monde puisse y participer. Et c'est parce qu'il a été la forme et le contenu capable de réaliser cela dans la forme blocage *comprise comme un contenu* que le syndicalisme de base a été le cœur de ce mouvement. En résumé, qu'est-ce que le syndicalisme de base dans le blocage ? C'est l'unité de la classe à une époque où il n'y a plus d'unité de la classe comme existence confirmée dans la reproduction du capital et comme préalable à la révolution. Depuis la restructuration et encore plus depuis le début de la crise de cette phase du mode de production capitaliste, l'unité est vide si elle n'est pas la remise en cause par le prolétariat de sa propre existence comme classe.

L'implication réciproque nous dit qu'il ne peut pas y avoir d'unité de la classe pour elle-même face au capital si ce n'est comme unité produite et confirmée dans la reproduction du capital pour devenir libération du prolétariat. Quand ce processus est disparu, ce qui apparaît comme unité c'est le mouvement brownien d'éléments dont l'appartenance à un même ensemble leur échappe constamment dans le va-et-vient d'un lieu à un autre. Le blocage c'est l'appartenance de classe non pas *produite* comme une contrainte extérieure mais *vécue comme étrangère* et à retrouver en tant que *somme infinie* à construire. L'unité n'est plus que juxtaposition et somme, elle n'est rien en elle-même.

Sur la base et face à l'unité objectivée de la classe dans le capital, la seule unité envisageable dans la lutte de classe n'est pas un préalable à la révolution,

la reconstitution d'une sorte de mouvement ouvrier radical et autonome, mais celle des mesures communistes. C'est-à-dire que cette unité se confondra avec la dissolution du prolétariat abolissant dans le capital sa propre existence de classe (unité) qu'il aura à affronter. La condition même qui définit une lutte comme revendicative, le salariat, signifie immédiatement l'impossibilité de s'unifier. La nécessité actuelle de dépasser leur situation, les travailleurs salariés la trouvent en leur sein, c'est-à-dire dans leur rapport au capital, dans leur incapacité à s'associer sans remettre en cause le rapport qui les lie pour le capital et les divise pour eux-mêmes en une infinité de situations et de pratiques.

Dans le cours le plus trivial de la revendication salariale, le prolétariat voit son existence comme classe s'objectiver comme quelque chose qui lui est étranger dans la mesure où le rapport capitaliste lui-même le pose *en son sein* comme *un étranger*.

Les prolétaires ne trouvent dans le capital, c'est-à-dire dans leur rapport à eux-mêmes, que toutes les divisions du salariat et de l'échange et aucune forme organisationnelle ou politique, aucune revendication, ne peut plus surmonter cette division. Dans la dynamique même du développement capitaliste, la revendication se présentait comme une transaction adéquate aux transformations du rapport d'exploitation : sa légitimité était fondée sur le lien nécessaire entre les transformations du procès de production et les conditions de la reproduction. La restructuration qui détermine la forme du rapport dans le présent cycle de luttes a balayé cette nécessité, privant la revendication de la légi-

timité que lui conférait le cycle de luttes précédent. La revendication ne construit plus un rapport au capital comportant la capacité pour le prolétariat de trouver en lui-même sa base, sa propre constitution, sa propre réalité, sur la base d'une identité ouvrière que la reproduction du capital, dans ses modalités historiques, venait confirmer. Le prolétariat reconnaît le capital comme sa raison d'être, son existence face à lui-même, *comme la seule nécessité de sa propre existence*. Le prolétariat voit dorénavant son existence comme classe *s'objectiver* dans la reproduction du capital comme quelque chose qui lui est étranger et qu'il est amené à remettre en cause. Maintenant, c'est dans les formes les plus ordinaires de la revendication, c'est-à-dire dans ce qui définit le prolétariat, au plus profond de lui-même, comme une classe de ce mode de production, *et rien que cela*, qu'apparaît pratiquement et conflictuellement que son existence de classe devient pour le prolétariat la limite de sa propre lutte en tant que classe.

Face à la segmentation de la classe, il faut se garder du « piège hégélien » de la totalité expressive. La totalité, c'est-à-dire la polarisation de la société en classes, n'est pas présente dans chaque segment ni dans leur possible addition momentanée, elle est leur segmentation elle-même en ce qu'elle suit et n'existe que dans les linéaments, les ruptures et les découpages de la reproduction du capital dans laquelle le prolétariat ne trouve plus aucune confirmation de lui-même. Son unité, car unité il y a, lui est étrangère, pour lui-même n'existe que l'immédiateté de la segmentation. Les adeptes de la « convergence des luttes » qui remplacent aujourd'hui

les nostalgiques du Grand Parti et de l'unité des gros bataillons de la classe ouvrière, se bercent d'illusions en considérant que cette segmentation est subie, elle est le plus souvent voulue, construite et revendiquée. *La nature de la segmentation, c'est dans la lutte de classe une activité d'extraénisation par le prolétariat de sa propre définition comme classe.*

L'unité de la classe existe et elle existe *dans le capital*. Les différences ne sont pas des accidents qu'il s'agit d'effacer. La situation de classe est devenue une unité objective étrangère dans le capital. Ce qui est en jeu dans la lutte de classe, ce n'est pas la suppression de la segmentation dans l'unité, c'est-à-dire une réponse formelle qui est déjà caduque, il ne s'agit pas de perdre la segmentation, les différences. Ce qui est dynamique, c'est la contradiction entre ces luttes de classes dans leur diversité et l'unité de la classe objectivée dans le capital. Il ne s'agit pas de dire que plus la classe est divisée, mieux c'est, mais que la généralisation d'un mouvement de grèves n'est pas synonyme de son unité, c'est-à-dire du dépassement de différences considérées comme purement accidentelles et formelles. Il s'agit de comprendre ce qui se joue dans ces mouvements diffus, segmentés et discontinus : *la création d'une distance avec cette unité « substantielle » objectivée dans le capital.*

Le mouvement contre la réforme des retraites n'a pas échappé à cette situation, mais il lui a donné une tonalité bien personnelle. De par les particularités de la revendication centrale, les spécificités des principaux secteurs embarqués dans les grèves, contre cette unité de la classe objectivée dans le capital qui n'est pour elle

que segmentation, le mouvement s'est compris et a cru agir comme la recomposition de l'unité de la classe pour elle-même, mais cela ne pouvait plus être qu'une unité idéale. C'est le syndicalisme de base qui a produit cette unité *idéale* de la classe comme son complément et aboutissement nécessaires tandis qu'il trouvait la représentation de celle-ci dans les grandes manifestations, en même temps qu'il était de fait la confirmation de la disparition de l'unité *réelle* de la classe pour elle-même.

Comme syndicalisme de base, le fait d'agir en tant que classe se différencie à l'intérieur de lui-même : le syndicalisme de base est la réalité dont l'unité de la classe est l'idéal. Sa propre justification que, dans les faits, il contredit. Le caractère illégitime de la revendication salariale, ou asystémie, n'est pas seulement une situation nouvelle, une sorte de cadre, dans lequel se dérouleraient des actions revendicatives inchangées qui n'auraient comme caractéristiques nouvelles que le fait de ne pouvoir aboutir. L'illégitimité de la revendication est une transformation des pratiques revendicatives qui se dédoublent en pratiques de base, locales et plus ou moins autonomes vis-à-vis des confédérations syndicales elles-mêmes, comme la CGT, traversées de contradictions, et la production de l'unité de la classe comme l'idéal que ces pratiques appellent et contredisent.

Chaque segment en lutte, tout en restant dans sa particularité se considérait comme un segment du « prolétariat en lutte », c'était le rôle des grosses manifestations *et* de la circulation des acteurs dans les blo-

cages. Il fallait entendre, durant ces manifestations, la sono annoncer les fragments des cortèges comme on annonce les délégations lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques. Le mot magique de « convergence » a été décliné des directions syndicales au plus toto-activiste des comités de luttes. Il s'agissait de restaurer l'identité ouvrière alors que l'importance de ce qui était en train de se faire dans les luttes éparées résidait précisément dans sa disparition. Au travers des blocages et des AG, les travailleurs en lutte allaient réellement d'un secteur à l'autre et s'épaulaient entre eux, mais comme auraient dit les opéraïstes italiens : plus aucun secteur de la classe ouvrière n'est à même de jouer le rôle de cristallisation d'une « recomposition de classe ». Durant toute l'histoire du programmatisme jusqu'à et y compris l'identité ouvrière, l'unité était toujours quelque chose se définissant en propre pour soi, l'unité était plus que l'addition des parties.

Cependant, dans les luttes de l'automne 2010, l'appartenance de classe comme limite n'est apparue qu'en ce qu'elle était un idéal à (re)constituer, elle n'a jamais été produite comme contrainte extérieure. Objectivée dans le capital, l'unité de la classe est devenue le rêve que les prolétaires voulaient s'approprier. Son caractère problématique a constitué toute la dynamique de ce mouvement, la revendication centrale dans son impossible satisfaction avait là une autre fonction : celle d'une unité symbolique. Les caractéristiques particulières de ce mouvement (la retraite comme revendication centrale, les principales catégories en lutte) ont fait que le

mouvement a cherché à vivre comme intériorité, l'extériorité de l'unité de la classe.

Dans le blocage, c'est là toute son actualité dans ce cycle de luttes, l'appartenance de classe est réellement vécue comme perdue, il est une pratique de sa reconstruction qui sans cesse en entérine la perte, en ce sens il est une pratique revendicative de l'époque de l'asystémie de la revendication. Le blocage est une pratique qui signifie que la disparition de l'identité ouvrière n'est pas seulement donnée du côté d'un certain développement du capital mais qu'elle est aussi une pratique ouvrière<sup>23</sup>. Qu'est-ce en fait que l'asystémie de la revendication ? C'est le contenu en acte, pratique, immédiat, dans l'activité de la classe, de la disparition de l'identité ouvrière en ce qu'elle ne pouvait être que produite et confirmée dans la reproduction du capital, les deux (« asystémie » et disparition de l'identité ouvrière) sont par là indissociables. La liaison entre grève et blocage dans l'activité revendicative c'est le contenu de l'asystémie de la lutte revendicative comme forme même de la lutte revendicative qui est pratique ouvrière de la disparition de l'identité ouvrière (personne ne croit au succès de la revendication et on continue ce-

---

**23.** L'identité ouvrière n'était pas elle aussi une donnée objective, mais une pratique ouvrière dans un certain rapport au capital. Elle n'était pas un donné englobant de fait et de soi toute la classe, elle s'était constituée en excluant ou tout au moins dans des rapports complexes et conflictuels d'intégration avec, par exemple, les travailleurs immigrés et avec les femmes. L'identité ouvrière est une construction sociale de la classe ouvrière, un mouvement dans lequel elle s'auto-construit.

pendant). Rien d'étonnant que l'on y trouve alors « les formes générales actuelles du salariat ».

Bien sûr, on a là toute la question de la représentation ouvrière (la fameuse intersyndicale des grands chefs a complètement flotté par rapport au mouvement). « Personne ne nous représente » disaient les manifestants, parce qu'il n'y a rien à *représenter*. Le syndicalisme de base est l'expression d'un mouvement simultanément très ancré et diffus et sans *représentation*. Le syndicalisme de base n'est pas une question d'organisation, ne privilégie pas nécessairement telle ou telle organisation ou même l'absence d'organisation pérenne, la CGT peut être syndicaliste de base. Le syndicalisme de base est un mode d'existence fonctionnelle du rapport du prolétariat au capital quand il n'y a plus d'unité préalable de la classe face au capital, quand il n'y a plus d'identité ouvrière. Il est la forme fonctionnelle (c'est-à-dire qui tient à la structure du rapport et ne s'attache pas à telle ou telle forme immédiate) de l'existence inéluctable de la revendication quand la revendication est devenue illégitime. Il a parcouru tout ce cycle de luttes et tend à devenir dans la crise actuelle la formalisation dominante de l'action en tant que classe comme limite.

Durant le cours du mouvement, les lycéens, par leur présence et leurs activités mêmes, ont signifié que cette unité et cette identité ouvrière n'était plus aujourd'hui qu'un idéal. Dans la rue, les lycéens étaient en actes la fin de l'identité ouvrière. Ils perturbaient la logique de la contradiction constitutive de ce mouvement qui fai-

*sait de l'identité ouvrière idéale le complément naturel et nécessaire du syndicalisme de base au travers de la médiation que représentait la composition sociale des secteurs les plus en vue dans les grèves.*

« Lorsque les lycéens s'invitèrent dans la partie, ils initièrent un mode opératoire qui n'était plus seulement celui de la politique. En refusant de monter dans les salles de classes, et en bloquant leurs casernes, ils se retrouvèrent suffisamment nombreux et combatifs pour rester dans la rue et la prendre comme terrain de jeu et de lutte. Une fois dans la rue, la manifestation pouvait prendre autant la forme d'une déambulation que de l'attaque de cibles choisies. Le niveau de violence, le choix des lieux symboliques et pratiques dépendent alors des participants à la manifestation. Autant de leur volonté, de ce qui veut être dit et fait, que de l'évaluation du rapport de force. Au-delà de la forme relativement spontanée, l'action est aussi déterminée par le niveau du mouvement, et chaque jour remise en cause. L'assemblée n'est plus limitée par sa forme amphithéâtrique ; elle s'exprime dans la rue même. [...] La violence peut avoir des perspectives démocratiques ou consensuelles, voire porter une revendication. Celle-ci reste un médium qui diffère l'affrontement. Lequel est indéniable, indiscutable, incontournable dans le rapport de classe capitaliste. À Nanterre ou à Lyon, ceux qui attaquent la marchandise et l'autorité disent bien qu'il était vital de ne plus différer la rage et l'envie d'en découdre. Et, nouveauté peut-être, ceux qui croient encore possible de différer leur colère n'avaient pas vrai-

ment d'arguments à opposer à la violence. » (*Paradoxes en automne.*)

Multiplication des manifs spontanées et des échauffourées. Les fractions du prolétariat engagées dans ces manifs et ces échauffourées diffuses signifient que la recomposition et l'unité rêvées ne sont qu'illusions. En même temps, les lycéens sont sincèrement attendus comme acteurs importants du conflit en cours, mais pas pour ce qu'ils sont en réalité : des « émeutiers de banlieue ». L'activité de la frange lycéenne et collégienne de la jeunesse des banlieues a été particulièrement remarquée, bien que son apparition soit restée indépendante et *parallèle aux rythmes syndicaux*. Les enseignants de ces collèges et lycées sont restés terrés dans leurs établissements et, sans aller jusqu'à briser des vitrines, ne se sont pas simplement associés à la grève des élèves. La mobilisation des scolarisés utilisa autant les dispositifs militants convenus (grève, piquets de grève, manifestation) que les formes émeutières et les blocages des voies de circulation. En Seine-Saint-Denis, mais aussi à Lagny (Seine-et-Marne), à Evry (Essonne), à Lille, Roubaix, Perpignan, Nice, Mulhouse, Montbéliard, Nantes etc.<sup>24</sup>, les saccages de magasins et les affrontements de rue quotidiens avec les forces de l'ordre, toujours décomplexées dans un tel contexte (avec hélicoptère et flash-ball), ont été tus par les médias une fois passé l'épisode précoce de Montreuil. Durant les deux journées chaudes de Lyon, l'État a mis tout de suite le paquet pour tuer dans l'œuf ce type d'actions et a bien

---

24. Pour une liste de ces manifestations et des affrontements, voir bulletin AFP du 18 octobre fin de journée.

ciblé dans la répression ceux des lycéens qui n'avaient pas le droit d'être dans la rue<sup>25</sup>. Il n'y a pas vraiment eu de rencontre entre les lycéens et le mouvement de défense des retraites (manifestations ou blocages<sup>26</sup>) bien que dans les AG de lutte on en ait caressé l'espoir et que les syndicats en aient eu plus ou moins la frayeur. Le contenu de cette rencontre qui ne pouvait en être une aurait été de dire : « le roi est nu ». Ségrégations sociale, urbaine, ethnique, générationnelle, ici l'identité ouvrière est bien morte.

Dans les années 1950 et 1960 : « Pour peu que les industries soient importantes, la classe ouvrière nombreuse et organisée, le futur ouvrier est largement préparé à cet avenir par les organisations sportives ouvrières, les mouvements de jeunes, les patronages. Le patronat et la classe ouvrière elle-même prennent en charge cette fabrication du futur ouvrier, construisent une fierté ouvrière, renforcent les sentiments d'appartenance communautaire. De même que le jeune apprenti "méritant" et "sérieux" sera peut-être un jour contremaître, le jeune ouvrier "dévoué" et tout aussi "sérieux" deviendra dirigeant syndical et politique. S'il existe des possibilités de mobilité sociale, elles sont, dans la majorité des cas, internes à la classe ouvrière. [...] Aujourd'hui, tous les enfants entrent en sixième et l'accès à la classe ouvrière procède de l'échec scolaire. »

---

**25.** Le même jour, la police organisait un périmètre de déviation du trafic autour du sit-in, rue de Rivoli, de 150 lycéens d'Henri-IV.

**26.** Il semblerait que le mouvement à Rennes ait été parfois une exception.

(François Dubet, *Comment devient-on ouvrier ?*, in *Ouvriers, ouvrières, un continent morcelé et silencieux*, Éd. Autrement, 1992.) En résumé, François Dubet répond ainsi à la question de son titre : « Hier, par les chemins de la socialisation ouvrière traditionnelle : les communautés de base, l'école, l'apprentissage, l'intégration conflictuelle. Aujourd'hui, dans un paysage fracturé, hors du destin et des résistances qui ont été au cœur de l'expérience ouvrière : la fin d'un monde, l'échec scolaire, l'exclusion, la galère. »

Dans le capitalisme restructuré, la reproduction de la force de travail a été l'objet d'une *double déconnexion*, celle-ci (évoquée précédemment) constitue la revendication salariale comme *structurellement* illégitime dans cette période du mode de production capitaliste et pas seulement contraire à la valorisation maximale du capital. C'est pour cela que la revendication salariale est devenue le terrain où se prépare la production de l'appartenance de classe comme une contrainte extérieure et cela *au plus intime d'elle-même* : le rapport salarial par lequel, pour le prolétariat, son existence physique/ sociale dépend du capital. Lutter en tant que classe est devenu la limite de la lutte de classe, le syndicalisme de base est une des expressions de cette limite. Dans le syndicalisme de base, l'appartenance de classe comme contrainte extérieure, la disparition de l'unité de la classe autrement qu'objectivée dans le capital face à elle, existe et est encore vécue comme une perte : nous ne sommes rien en dehors du rapport salarial. Il s'agit de la violence ouvrière contre les décisions de la

classe capitaliste, violence par laquelle la classe ouvrière réclame l'existence pour elle du capital. Si jamais le capital s'avise de ne plus exister pour elle, elle n'est plus rien. Pour exister, la classe ouvrière revendique, contre le capital, le rapport capitaliste. Nous ne sommes rien en dehors du rapport salarial, tel est dans la lutte de classe le fait de lutter en tant que classe comme limite.

Les grèves et les blocages qui souvent les accompagnent, dans leur intrication avec la succession des « grandes manifs », ont été syndicalistes de base. Grèves et blocages ont avancé des revendications locales et particulières à contenu clairement syndical. C'est-à-dire des revendications qui non seulement ne remettaient pas en cause le salariat ni le capital mais bien au contraire en exigeaient la pérennité, celle de l'implication réciproque du prolétariat et du capital. Le prolétariat n'est rien hors de son rapport au capital. Mais, ce rien est tout plein de déterminations, celles de la disparition de l'identité ouvrière et de la faillite de l'autonomie comme perspective de dépassement de cette implication réciproque, mais aussi celles de l'appartenance de classe comme contrainte extérieure objectivée dans le capital. C'est ce *rien* que vient emplir le syndicalisme de base, il le met en forme. Ce syndicalisme de base – comme c'est maintenant la règle – est unitaire et démocratique, il pratique l'assemblée générale et ne repousse pas les offres d'aide extérieure avec ce qu'elles impliquent de relations directes que dans un autre temps la CGT aurait tout fait pour éviter. Aide qui, sans faire pour autant des intervenants extérieurs une « masse de manœuvre de la CGT », faisait de ceux-ci

des soutiens sans aucune autonomie tant la situation était à la fois adéquate à leur désir « d'action autonome » et sans aucun espace ni contenu possibles pour cette autonomie autre que celle d'aider le syndicalisme de base.

Il s'agira de défendre de la façon la plus âpre ses conditions d'existence, non de revendiquer leur gestion ou leur maîtrise. Ce syndicalisme de base combatif, mais très instable, connaît une existence épisodique du fait qu'il ne peut se développer et se stabiliser dans la négociation. Syndicalisme de base très proche de toutes les formes d'auto-organisation, l'un et les autres expriment et cherchent à formaliser cette limite de la lutte de classe qui est le fait même de lutter en tant que classe. La contradiction du mouvement (sa dynamique ?) c'était de poser l'identité ouvrière comme idéal à atteindre alors que toutes les actions, les pratiques, avaient pour contenu la reconnaissance de sa disparition.

Vide de tout contenu, l'identité ouvrière sous sa forme idéale, idéale parce que complément d'activités qui en sont l'inexistence en actes (la réalité du syndicalisme de base), apparaît comme le dépassement de ce qui avait été son contenu même dans la période antérieure (le programmatisme). La fameuse « auto-organisation des luttes », qui fait passer à la trappe les « auto-organisés » en tant que sujets réels existant spécifiquement quelque part dans les rapports de production, est encore une forme de relation entre luttes revendicatives et révolution comprise comme transcendance, elle rêve une identité ouvrière qui n'en soit

plus une, et pense l'avoir trouvée dans le syndicalisme de base et sa pratique emblématique : le blocage. Ce serait l'unité de la classe, la « convergence des luttes », la transcroissance (formelle) des luttes revendicatives à la révolution, mais avec une classe portant sa propre négation. Le beurre et l'argent du beurre. Complètement pris à contrepied par ce syndicalisme de base dans lequel il a enfin vu une unité de la classe qui ne pouvait plus être son affirmation comme classe dominante, l'activisme a cru venue l'heure de sa rencontre avec les luttes ouvrières.

## L'activisme comme symptôme et quiproquo

Aujourd'hui cheminot, hier chômeur, demain travailleur précaire, après demain squatteur ou immigré sans-papiers... L'activisme est le « que faire ? » permanent de l'époque où tout ce qui faisait l'identité ouvrière a disparu. Un « que faire ? » permanent qui n'a plus la médiation vers le général qu'étaient l'identité ouvrière et/ou le Parti (existant ou à construire), la montée en puissance de la classe, c'est-à-dire de façon générale un être du prolétariat à révéler, que celui-ci soit explicite dans ses médiations (politiques, syndicales, institutionnelles) ou contrarié par elles. Dans cette généralité du prolétariat toutes les particularités ne sont plus que des contingences, des accidents.

Coincé *sans médiation* entre le général et le particulier, l'activisme est *tactique* et toujours insatisfait de lui-même et des autres (jusqu'à l'action suivante). En tant qu'essentiellement tactique, l'activisme fonctionne comme une boîte à outils : généralisation de l'action, dépassement de la revendication catégorielle, auto-organisation de la lutte, refus des médiations, autonomie... En conséquence, si ce n'est pas définitoire c'est une tendance lourde : l'activisme est normatif. L'action est alors construite comme question, c'est-à-dire comme intervention. La construction de cette question fait de la diversité des activités une abstraction : la Pratique comme abstraction. La question de

l'intervention transforme ce que l'on fait dans telle ou telle lutte (ou ce que l'on ne peut pas faire), c'est-à-dire des pratiques toujours particulières en une *abstraction de la pratique* construisant le dilemme intervention/attentisme. La généralité abstraite de la Pratique suppose une définition de l'appartenance de classe dans laquelle la *généralité* d'être prolétaire a laissé de côté toutes les déterminations *particulières*, définition qui légitime l'abstraction de la pratique.

Cependant l'activisme n'échappe pas à la dialectique du particulier et du général. En se voulant toujours général, il est renvoyé à l'attaque des conditions générales de la *reproduction capitaliste* comme étant son domaine d'action particulier et de prédilection : la marchandise, l'échange, la violence d'État, les contraintes idéologiques, le système éducatif, l'assignation de genres... Si l'activisme retrouve là une généralité correspondant à sa propre abstraction, il échoue cependant dans son attaque des conditions générales de la reproduction. Car à devoir et vouloir être partout, l'activisme, défini par une construction générale et abstraite de l'appartenance de classe, saute par-dessus la réalité des particularités inhérentes au rapport capitaliste d'exploitation qui sont son angle mort, sa *terra incognita*.

Et voilà que dans ce mouvement contre la réforme des retraites de l'automne 2010, avec les AG et surtout les blocages, l'activisme a posé le pied sur ces terres inconnues. Enfin, il était là où cela se passe.

## *L'activisme pris dans le contrepied du particulier au général*

« Depuis plusieurs jours de multiples initiatives fleurissent partout : blocages de lycées, de gares, de raffineries, d'autoroutes, occupations de bâtiments publics, de lieux de travail, de centres commerciaux ; coupures d'électricité ciblées, saccages de permanences électorales et de mairies... Dans chaque ville, ces actions viennent intensifier le rapport de force et montrer que nombreux sont ceux qui ne se satisfont plus des formes d'actions et des mots d'ordre imposés par les directions syndicales. » (Communiqué d'appel à la première assemblée de Paris, samedi 23 octobre 2010, en fait septième AG « Bloquons l'économie ».)

Dans la rhétorique de l'activisme, l'énumération qui ouvre ce texte est un exercice rituel obligé, sorte d'invocation liminaire, il s'agit d'accumuler des faits détachés de leur contexte, de leurs auteurs, de leur histoire. L'énumération est destinée à faire de la « convergence » une évidence factuelle et à avoir un effet aveuglant sur le fait que la plus grande partie de ces actions, contrairement à ce qui est dit, sont programmées et dirigées par les *syndicats*.

« Les piquets d'ouvriers devant les usines, des assemblées interpro et des collectifs de luttes se tiennent pour tenter de casser l'isolement et les séparations catégorielles. Leur point de départ : l'auto-organisation pour répondre à la nécessité de nous approprier nos luttes sans la médiation de ceux qui prétendent parler au nom des travailleurs. » (*ibid.*) Là également, le « point de départ » au moins pour les « piquets d'ouvriers » et

la plupart des interpros, ce n'est pas « l'auto-organisation », mais les UD ou UL de la CGT ou de la FSU et les initiatives de Sud.

« Nous sommes nombreux à ne pas nous organiser selon les formes traditionnelles de la grève sur un lieu de travail et pour autant à vouloir contribuer au mouvement général de blocage de l'économie. Car ce mouvement est aussi une occasion pour aller au-delà de l'unique problématique des retraites, poser la question du travail, développer et construire ensemble une critique de l'exploitation. » (*ibid.*) Il n'y a pas eu de « mouvement général de blocage de l'économie », mais c'est ce à quoi les membres de l'assemblée veulent cependant « contribuer », car c'est là que la généralité dont ils se considèrent investis trouvera à s'employer. Par là, cette généralité va pouvoir trouver son vrai terrain de jeu : « aller au-delà de l'unique problématique des retraites ». Les luttes énumérées étaient « au-delà de l'unique problématique des retraites », mais pas dans le sens rêvé par l'assemblée. Pas « au-delà », mais le plus souvent *à côté*, dans leurs revendications particulières, « corporatistes » aurait dit l'assemblée. Est-ce que les « piquets d'ouvriers devant les usines » étaient là pour tenter de casser l'isolement ? Ils étaient là pour suppléer aux faiblesses des grèves, les ouvriers se reconnaissent dans leurs délégués syndicaux et agissaient conformément à leurs propres revendications particulières. Aucun piquet, aucun blocage ne fut le point de départ d'un quelconque débordement ou élargissement. Ils ont été des lieux de rencontre largement rendus inoffensifs par le fait qu'ils n'étaient animés d'aucune action

commune : deux ou trois heures à battre la semelle de conserve et chacun chez soi.

« À partir de ce questionnement, nous avons, ce samedi, décidé d'occuper l'opéra Bastille. » (*ibid.*) Voilà donc la contribution au « mouvement général de blocage de l'économie », à la « construction d'une critique de l'exploitation ». Il est vrai que l'opéra Bastille est un « lieu où circule la marchandise culturelle » : magie des mots. Évidemment, ce qui était recherché c'était l'impact médiatique, sans la médiation des syndicats mais avec la médiation des médias, c'est plus « classe ».

Dans ces quelques citations, ce qui ressort de plus important est que, dans ce mouvement, l'activisme a été pris à contrepied par le fait que les pratiques apparaissant formellement comme les plus radicales, celles qui d'ordinaire font partie de ses recettes pour « aller au-delà », étaient précisément investies par ledit « corporatisme », le particulier, les revendications spécifiques. L'activisme a été amené, par sa nature, à une erreur d'analyse consistant à ne pas comprendre que les actions et les secteurs les plus durs n'étaient pas les prémices et encore moins les « avant-gardes » (AG étudiante de Rennes) de la généralisation du mouvement, mais existaient sur des bases particulières et, entre autres choses, syndicalement contrôlées. Quand, dans un texte déjà cité, *Premier round, on continue*, on lit que « la base pousse et déborde les cadres imposés par les syndicats » et dans la phrase suivante que c'est « par le blocage dans les secteurs stratégiques de la pétrochimie et des transports que le mouvement s'est donné les moyens d'intensifier le rapport de force... », on est

obligé de conclure, au vu de ce que furent ces blocages, que « l'intensification du rapport de force » n'avait rien à voir avec « le débordement des cadres imposés par les syndicats ».

La nature du mouvement a mis l'activisme en apesanteur. En apesanteur quant à ses pratiques rêvées, avec des semelles de plomb quant à ses pratiques réelles (supplétifs de la CGT). L'activisme est un idéalisme de l'ancien cycle de luttes ; une folie obsessionnelle des formes qui culmine dans « l'auto-organisation des luttes » et leur « convergence », expressions vides de contenu qui sont l'essence même de l'activisme

Au moment où il y aurait pu avoir rencontre entre « activistes » plus ou moins affichés et grévistes, en fait cette rencontre n'a pas eu lieu car au moment même où cela aurait pu se produire, ce qui s'est produit c'est au contraire une absorption des premiers dans ce que le mouvement avait de plus particulier et corporatif. Avec les blocages, les activistes ont cru réaliser cette unité et cette généralité de la classe qui légitiment leur existence et leur pratique, mais de façon réelle, triviale, ils les ont réalisées d'une part comme supplétifs conscients et heureux de la CGT et, d'autre part, dans la pratique du blocage rêvée comme la « potentialité » de cette unité. Rêvée, car la situation commune des exploités n'est plus rien d'autre que leur séparation. Les activistes étaient doublement heureux : heureux parce qu'enfin *ils en étaient* ; heureux parce que la CGT ne remplissait pas la fonction même d'être la généralité présumée de la classe qui leur revenait. Ils ne pouvaient voir que

leur propre présence ne tenait qu'à cette disparition de la généralité présupposée de la classe et que leur action entérinait cette disparition. L'activisme, absorbé dans les particularités et les activités du syndicalisme de base, était complètement pris à contrepied. Même s'il pouvait parfois en être conscient, la dénégation de cette situation était toute prête sous la forme d'une autre constante de l'activisme : la potentialité.

### *L'activisme et le « passage à autre chose » : la potentialité*

« **On** devient accro à la potentialité. » (*Rebetiko* n° 8, décembre 2010.)

« **La** tendance n'est que l'abstraction rétrospective du résultat, dont il s'agit précisément de rendre compte, c'est-à-dire l'ensoi hégélien pensé à partir de son terme comme sa propre origine. » (Althusser, *Pour Marx*, Éd. Maspero, p. 58.)

Avec la pratique du blocage, la potentialité avait trouvé sa forme. « La positivité du blocage, on peut malgré tout la trouver dans le blocage lui-même, dans la façon dont il est habité. Les liens qui s'y tissent ne sont pas ceux, préexistants, d'une appartenance de classe ; les complicités doivent en être d'autant plus fortes, les compositions d'autant mieux pensées. Et en agissant depuis le quotidien, on est confronté immédiatement aux questions d'organisation matérielle, la bouffe, les lieux communs, les gosses, l'essence, etc., sans avoir à attendre la mise en place de conseils ouvriers pour s'en saisir collectivement. Il n'en demeure pas moins que les coups portés à l'économie renvoient un écho qui sonne sinistrement creux. L'angoisse du vide après avoir tout

bloqué, c'est certainement au final la première limite du mouvement, celle qui l'a maintenu soumis au rythme syndical, celle qui a permis au gouvernement de laisser passer l'orage. L'audace du nouveau mot d'ordre a pu laisser croire qu'il suffisait d'en jouer – "attention ou on bloque tout" – qu'on pouvait se contenter de symbolique, de filtrant, de quelques photos pour les médias, de menaces en l'air. Alors que l'efficacité du blocage, tout comme la réalisation des promesses qu'il porte, appelle une effectivité réelle, tenir les piquets face aux flics, trouver d'autres moyens d'interrompre les flux, coordonner les actions et identifier les cibles stratégiques, commencer d'ores et déjà à s'organiser hors de l'économie. » (*Rebetiko* n° 8.)

Mais, c'est le blocage qui était syndical, non sa limite. Tout n'a pas été bloqué, mais qu'importe, ce qui compte c'est la potentialité, ce que porte en elle-même telle forme d'action.

Avec l'engouement pour la pratique du blocage, c'est la mécanique idéologique de l'activisme et du militantisme en général qui est à l'œuvre : Pratique abstraite comportant un sens toujours déjà là. La perspective tendancielle du « blocage des flux », du « blocage de l'économie » rappelle la façon dont l'anarcho-syndicalisme parlait de la « Grève générale » que ce soit pour l'organiser et la décider réellement au jour J (Pouget, Briand, Pelloutier) ou comme mythe mobilisateur (Sorel).

Le militantisme suppose toujours un manque dans la situation et dans la pratique existante, banalement il s'agit le plus souvent de la conscience ou d'une or-

ganisation, dans le militantisme ultragauche il s'agit d'un manque de la situation (comprise comme conditions) vis-à-vis de ce qu'est toujours potentiellement la classe, à ce moment-là le militantisme est exclu et même condamné. En effet, on ne va pas à l'encontre de la situation et de l'objectivité non comprise elle-même comme activités pratiques, mais la structure est la même : celle de l'activité qui n'a fait ceci que par le manque de quelque chose (ce n'est qu'un anti-militantisme). Le militantisme fonctionne toujours sur un hiatus à combler ; le manque, la potentialité et la tendance sont ses concepts constitutifs.

L'opposition entre grèves et blocages permet une idéologie du blocage qui fonctionne en mimant le couple revendication/absence de revendication ou particulier/universel. La grève restant enfermée dans une relation revendicative tandis que le blocage sortirait de cette relation en tant que création fantasmatique d'un moment zéro ouvrant les possibles : le blocage de l'économie. L'action communisatrice est un dépassement produit de l'action en tant que classe à l'intérieur même de celle-ci, un dépassement produit dans l'action revendicative, elle n'est pas « anti-revendication », rupture abstraite, comme *à-côté*. Il n'y a pas de sujet révolutionnaire qui lutte contre l'exploitation en dehors de l'exploitation c'est-à-dire en dehors du rapport entre prolétariat et capital. Cette compréhension des blocages qui a eu cours dans une partie du milieu activiste paradoxalement, en investissant une forme de lutte revendicative d'un contenu non-revendicatif, réinvente une forme de transcroissance de la lutte revendicative

à la révolution. En outre, le blocage possède l'immense avantage de dissoudre la frontière invisible qui rend si difficile aux « révolutionnaires permanents » l'accès « là où ça se passe ». De l'interpro ouverte à l'assemblée générale et de là au blocage il n'y a qu'un pas et du coup disparaîtrait la critique de « l'interventionnisme » : plus d'intérieur, plus d'extérieur. Mais pour cela il faut avoir développé une idéologie de la *forme blocage*. Le seul problème c'est que, comme pour l'émeute, la question ne réside pas dans un certain niveau de violence, de légalité (la grève) ou d'illégalité (le blocage), de fusion dans l'action, mais dans le contenu réel des luttes et le moment qui les secrète.

« Nous sommes nombreux à vouloir aller plus loin. Alors oui, encore une fois, comment définir ce loin ? Nul pour le moment ne saurait le dire avec clarté ; pour le moment c'est le mythe de la grève générale, sauvage, illimitée et expropriatrice des moyens de production qui nous hante l'esprit. Ceci dit, en bloquant les talons d'Achille de cette économie, en formant des assemblées populaires, en mutualisant les forces qui puissent faire perdurer ce mouvement (malgré la résignation et l'essoufflement programmés par le cycle infernal : syndicats, patronat, gouvernement, police, médias et certaines organisations politiques). » (Texte anonyme, daté du 1<sup>er</sup> novembre 2010.) La « résignation » et « l'essoufflement » ont toujours des causes externes, parce qu'intérieurement il y a toujours la « potentialité ».

« Ce qui est en jeu, ce ne sont plus seulement les retraites. » Ce n'est pas parce que la réforme des retraites est une nécessité du mode de production capitaliste

que la lutte contre cette réforme est une lutte contre le mode de production capitaliste. On pourrait dire cela de n'importe quelle revendication d'augmentation des salaires, dans la mesure où le maximum de plus-value est la raison d'être du capital. Ce qui est absent dans cette démarche ce sont les analyses cherchant à savoir où le mouvement en est, auxquelles on substitue le besoin de trouver comment continuer. Dans une AG, où tour à tour les mêmes sont cheminots, ouvriers des raffineries, etc., un effet miroir consiste à projeter son propre activisme sur le mouvement, c'est la fonction de la potentialité.

Après l'occupation de l'ancien local de la CFDT à Rennes (occupé le 28 octobre, évacué par la Mairie le 2 décembre), transformé en Maison de la grève : « Ici comme ailleurs, se pose la question des liens, de leur pérennité et de leur sens politique. Prendre un lieu pour y construire une force matérielle capable de rendre effectives des solidarités, capable d'inscrire des rencontres dans la durée pour qu'elles s'intensifient. Alors, lorsqu'on dispose de ce lieu, c'est un autre rythme qui se construit, qui permet d'imaginer une crèche, une cantine, des concerts, des discussions. Un espace où l'on est en mesure d'élaborer des stratégies d'intervention dans une temporalité propre, indépendante des structures syndicales : bloquer une boîte avec ses salariés, faire une campagne à l'échelle de la ville, constituer une force de frappe politique. Ce qu'un tel lieu prolonge, ce n'est pas le mouvement, mais *ce qu'il contenait déjà de dépassement* (c'est nous qui souli-

gnons). [...] Après avoir lancé ou récupéré bon nombre de mouvements sociaux conséquents, les centrales syndicales se sont toujours mises en travers, plus ou moins brutalement, de ce qu'ils recelaient de dépassement possible ou effectif, pour des raisons tenant principalement à leur prétention d'incarner le mouvement ouvrier. [...] Et cela durera tant que la fameuse "base" récalcitrante garde sa carte et nourrit l'organisation de sa force vitale. [...] Il faut croire que la grande illusion arrange presque tout le monde, comme les mêmes s'accommodent des élections alors que chaque fois ils sont bernés par leur vainqueur. Sans doute parce que l'effondrement de ces illusions, qui étayent le régime, ouvrirait sur un abîme. » (*Rebetiko* n° 8.)

Les notions de tendance et de potentialité constituent le fondement idéaliste de tout le discours activiste et permettent simultanément la lucidité et la posture. Lucidité sur la situation actuelle mais au nom de ce qu'elle recèlerait qui n'est que la projection des déterminations de l'activisme sur le mouvement ; posture de ceux qui connaissent la potentialité et ses fins vis-à-vis de quelque chose qui n'existerait que pour accomplir ces fins dernières, que seule la peur de l'abîme empêche de survenir. Mais pourquoi la « base » garde-t-elle sa carte et nourrit-t-elle l'organisation ? La peur de l'abîme et les illusions, c'est un peu court ; c'est une explication quasiment psychologique et non structurelle du rapport de classes. Mais la conception structurelle est impossible quand le mode de production capitaliste est réduit à être une « grosse machine » dont nous serions les « grains de sable ».

## *De la potentialité des luttes à l'activisme comme symptôme*

Quand l'activisme cherche à s'élever au-dessus des pratiques immédiates dans lesquelles il était investi au cours du mouvement, quand il se considère comme mettant en œuvre cette potentialité qui est la justification de toutes ses attitudes vis-à-vis de ce qui existe, toutes les stratégies qu'il avance comme siennes consistent à recréer, comme mouvement révolutionnaire, une vraie unité de la classe pour elle-même. Vraie, car sans représentation ni médiation. Dans le bulletin *Rebetiko* du 18 octobre, déjà cité, on lit alors cette proposition paradoxale : « Nous considérons que par maints aspects, le mouvement actuel réaffirme dans ses pratiques (plus que dans ses mots jusqu'à présent) l'existence d'une communauté de lutte contre l'État et toutes ses fractions, d'un *intérêt commun de classe viscéralement opposé à cette condition même de classe* (c'est nous qui soulignons), réunissant travailleurs, chômeurs, lycéens, etc. par-delà leurs statuts et situations particulières sous la férule du travail et de l'exploitation. » En un mot, *Rebetiko* voudrait que le salariat unifie la classe sous un intérêt commun contre le salariat. Mais le salariat ne fait qu'unifier la classe pour le capital et la diviser pour elle-même. Le prolétariat ne peut plus trouver dans aucune modalité de reproduction du capital la capacité de s'unifier pour lui-même. Il ne peut exister d'« intérêt commun de classe opposé à cette condition même de classe ».

Cette perspective théorique et pratique revient à pérenniser un syndicalisme de base radical qui est une

contradiction en acte consistant à être l'expression d'une existence pour elle-même de la classe opposée à sa propre situation de classe. Pour cela, il s'agit de « briser le mouvementisme syndical », c'est-à-dire de ne plus être dans une attitude suiviste vis-à-vis des syndicats en imposant « une temporalité de lutte propre au mouvement », de « développer toujours plus avant l'action offensive, organisée et coordonnée de manière autonome », de prendre l'initiative de la « constitution d'une coordination nationale et autonome pour contourner les mots d'ordre des centrales syndicales, dont la première réunion a eu lieu à Tours le 6 novembre ».

Arrêtons-nous sur cette réunion de Tours. « Le 6 novembre à Tours, se sont réuni-es les délégué-es mandaté-es ou observateurs/trices de 25 assemblées générales (AG) interprofessionnelles, AG de lutte, intersyndicales ouvertes à des non-syndiqué-es, collectifs, coordinations intersecteurs, etc. (suit l'énumération des villes représentées, *nda*). Les travailleur/ses du public et du privé, les chômeur/ses, les retraité-es, les lycéen-nes et les étudiant-es se sont mobilisé-es massivement par la grève, la manifestation et les actions de blocage pour le retrait de la réforme des retraites, avec le soutien de la majorité de la population. Pourtant, le pouvoir n'a répondu que par le mépris, la désinformation, la répression, l'atteinte au droit de grève, et il décide de passer en force. La lutte contre la réforme des retraites arrive à un moment charnière. Alors que le gouvernement et la plupart des médias nous annoncent depuis des semaines la fin de la mobilisation, des actions de blocage et de solidarité sont menées dans tout le pays et les

manifestations sont encore massives. Cette loi doit être abrogée. Nous refusons l'enterrement du mouvement après le vote de la loi. La stratégie de l'intersyndicale a été un échec pour les travailleur/ses, mais l'heure n'est pas à la résignation : nous sommes résolu-es à continuer le combat. [...] Nous voulons que cette dynamique de l'auto-organisation et de l'action commune se pérennise, s'amplifie et se coordonne. [...] Nous appelons toutes les AG interprofessionnelles, AG de luttes, intersyndicales étendues aux non-syndiqué-es, etc., à participer à la prochaine rencontre nationale à Nantes le samedi 27 novembre 2010, en envoyant des délégué-es mandaté-es. *Nous invitons les organisations syndicales à envoyer des observateur/trices à cette rencontre (c'est nous qui soulignons).* » (Compte rendu de la réunion de Tours, sur le net.)

Il faut admirer la rapidité avec laquelle la rhétorique syndicale a été assimilée. En définitive, il s'agirait de créer un vrai mouvement ouvrier. Mais ce n'est pas si simple. Le même texte (*Rebetiko* n° 8) qui adresse ses félicitations à l'initiative de Tours commence par déclarer dans son introduction : « Depuis une quarantaine d'années, l'hypothèse de la fin de la lutte des classes, et de son corollaire le mouvement ouvrier, hante l'histoire des luttes politiques. [...] Cette hypothèse peut être brandie comme déclaration triomphale par les partisans de l'ordre, mais lorsqu'elle est avancée avec angoisse ou entraîné par ceux qui veulent poursuivre cette histoire, elle a quelque chose d'osé, presque paradoxal : le mouvement ouvrier – cet ensemble relativement complet et cohérent d'idées et d'idéaux, de formes d'organisa-

tions et de forces politiques, de mythes et de vues stratégiques – c'est une sacrée prise sur la situation, à tel point que sa fin coïnciderait avec la fin de toute hypothèse politique, version réalisation du communisme ou version gestion libérale.

« Et pourtant, si on accepte cette remise en question, cette remise en jeu, on peut déceler l'émergence de lignes de forces qui ne se laissent pas inclure dans le vieux schéma. Le foisonnement politique qui s'est étendu de la fin des années 1960 au début des années 1980 a commencé à faire éclater les codes et les champs : les luttes féministes, homosexuelles, anti-impérialistes, antinucéaires, antimilitaristes, contre-culturelles, alors même qu'elles adoptaient souvent une rhétorique marxisante, ont contribué à miner largement le présupposé théorique du mouvement ouvrier, qui prétend que la lutte tient essentiellement dans le processus de production et la contradiction travail/capital. Aujourd'hui, même un mouvement social "de travailleurs", comme celui sur les retraites qui a agité l'automne français, peut se révéler être plus qu'un énième épisode d'une guerre de classes qui n'en finit pas d'être perdue par le prolétariat.

« Bien sûr, la lutte des classes a la vie dure, et il ne s'agit pas de l'enterrer prématurément : elle ne disparaîtra jamais vraiment tant que d'autres hypothèses politiques n'auront pas acquis un poids conséquent sur le réel. Le mouvement pour les retraites reste donc majoritairement inscrit dans cette histoire, dans certaines de ses formes d'action, sa force de mobilisation ou sa charge politique, comme dans ses limites, du verrouillage syndical à son expression essentiellement

revendicative. Les lignes qui suivent ne s'attardent pas sur cet héritage, mais cherchent à mettre en lumière ce qui pourrait constituer un passage vers de nouvelles formes, et les questions qu'elles ouvrent. »

On a affaire là, bien sûr, à l'erreur courante consistant à ne pouvoir concevoir la lutte de classe autrement que dans les modalités de la montée en puissance de la classe à l'intérieur du mode de production capitaliste avec comme aboutissement l'affirmation de cette classe devenant classe dominante et la libération du travail, en un mot le mouvement ouvrier. Tout le « foisonnement politique » évoqué a bien contribué à faire éclater les codes et les pratiques de ce mouvement, mais il faut regarder les choses superficiellement pour ne pas voir toujours à l'œuvre dans ce foisonnement les multiples contradictions du mode de production capitaliste qui n'en aurait aucune s'il n'avait pas en son cœur celle qui le structure : l'exploitation. L'enterrement de la lutte des classes n'est pas différé parce que tardent à devenir hégémoniques d'autres « hypothèses politiques », mais parce qu'il ne s'agit pas de savoir quelles « hypothèses » acquièrent « un poids sur le réel », mais de savoir quel est la nature de ce « réel » qui est le mode de production capitaliste et non une « grosse machine absurde » à l'intérieur de laquelle « n'importe qui » se transforme en « grain de sable » (*ibid.*, p. 3). « Héritage » du mouvement ouvrier dans ce mouvement des retraites, c'est exact, « héritage » de la lutte des classes, c'est une absurdité, personne n'hérite de soi.

Cependant repérer l'erreur ne suffit pas, il faut savoir pourquoi cette analyse amalgame fin du mouve-

ment ouvrier et chant funèbre de la lutte des classes. N'oublions pas que l'objet de ce chapitre n'est pas de considérer le poids et le rôle des activistes dans le mouvement contre la réforme des retraites, mais de traiter les activités et les théories qui relèvent de l'activisme comme symptômes des modalités et du cours actuels de la lutte des classes. Ce qui s'impose sous la forme de cet amalgame dans le discours activiste, c'est quelque chose qu'il est impossible à ce discours de formaliser. Par cet amalgame, il répond à une question qu'il ne peut se poser et naturellement il n'y répond pas dans les termes exacts de la question.

Que ce sujet soit « la classe ouvrière » ou le « n'importe qui » tissant des liens « qui ne sont pas ceux préexistants d'une appartenance de classe » (*Rebetiko*), la nature la plus intime de l'activisme réside dans le fait de présupposer un sujet général sur lequel il agit (puisque'il est dans sa nature d'*intervenir*) comme le révélateur de la généralité. La question que donc, par nature, l'activisme ne peut poser, c'est celle de la disparition de la généralité comme unité présupposée du sujet auquel il s'adresse (quel que soit ce sujet). Que la lutte de classe puisse être le fait d'une classe essentiellement segmentée dans sa contradiction avec le capital et que rien dans cette contradiction ne puisse surmonter cette segmentation (si ce n'est l'abolition du capital) est hors du champ de vision possible de l'activisme. La fin du mouvement ouvrier est donc la fin de la lutte des classes (fin différée, mais fin tout de même). Voilà ce que, comme symptôme, nous dit l'activisme : le fait de

lutter en tant que classe est devenu la limite de la lutte de classe du prolétariat.

Sur ce même amalgame de la fin du mouvement ouvrier et de la fin de la lutte des classes, il faut également écouter l'activisme quand il parle du blocage.

« Ce n'est pas seulement comme forme d'action efficace que le blocage s'est imposé comme la bonne idée de cet automne 2010. Au sein même du mouvement, ses implications ont commencé à être discutées, notamment en ce qui concerne son rapport avec cette forme d'action canonique du mouvement ouvrier qu'est la grève. [...] Et ici ou là on a vu poindre l'idée qu'une généralisation du conflit prendrait certainement plus la forme d'une paralysie de quelques secteurs vitaux pour l'économie que de la mythique "grève générale". Mine de rien, même si une bonne partie du mouvement court encore après ce qu'elle surnomme avec une certaine lucidité "rêve général", et que les perspectives d'un blocage généralisé apparaissent comme bien lointaines à l'issue de la bataille, ce dérèglement de la mécanique révolutionnaire imaginaire (grèves – grève générale – expropriation – relance de la production sous contrôle ouvrier) est lourd de sens. D'abord, il y a un décalage de cible : le blocage c'est la prise de conscience qu'arrêter la machine c'est plus une question de circulation que de production. Cela peut sembler anodin, ou ne relever que d'une question pratique, mais ce déplacement du centre névralgique de la lutte de l'intérieur de l'usine au rond-point le plus proche, c'est la négation pure et simple de la base théorique du mouvement ouvrier. » (*Rebetiko* n° 8.)

Nous ne reviendrons pas sur la critique de la dissociation, reprise ici, entre grève et blocage qui a été faite précédemment, ni sur l'analyse du blocage existant au nom de ce qui est conçu comme sa potentialité. Il faut cependant ajouter qu'au « rond-point le plus proche », où la circulation est confondue avec le transport, la marchandise n'apparaît plus que comme objet et non comme un rapport social de production : « le travail de l'individu exprimé en général » (Marx, *Théories sur la plus-value*, Éd. Sociales, t. 1, p. 461). Pour *Rebetiko*, en tordant le cou au « mouvement ouvrier » il s'agit de tordre le coup à la lutte de classe. S'appuyant sur la phénoménologie des blocages, le texte affirme : « Difficile alors de s'appuyer sur le droit du producteur à se réapproprier les moyens de sa production. » ; « On a tellement tordu dans tous les sens le concept de prolétaire-qui-vit-de-son-travail qu'on se demande bien ce que la foule de piquetiers qui se presse à 5 heures du mat' autour d'un brasero a à voir avec le sujet révolutionnaire de Karl Marx. ». Le sujet révolutionnaire de Karl Marx (si tant est qu'il y ait un « sujet révolutionnaire » chez Marx) n'était pas « le prolétaire-qui-vit-de-son-travail » mais le prolétaire qui n'a que la vente de sa force de travail pour vivre, ce n'est pas vraiment la même chose.

Sur ce point également, quand l'activisme parle de la fin du mouvement ouvrier comme celle de la lutte des classes, il est en fait le symptôme d'autre chose que sa problématique lui interdit de formuler : la fin de la lutte des classes, c'est sa pratique réelle de supplétif du syndicalisme de base. Nous avons écrit que : « Depuis

la restructuration et encore plus depuis le début de la crise de cette phase du mode de production capitaliste, l'unité de la classe est vide si elle n'est pas la remise en cause par le prolétariat de sa propre existence comme classe. » C'est ce vide qui, pour l'activisme, est immédiatement identique à la fin de la lutte des classes. Sa théorie est devenue le symptôme de sa propre pratique. Pour « en être », car il faut toujours qu'il « en soit », il a chaussé les semelles de plomb de la CGT et, pour transformer ces semelles en sandales ailées, il dit « il n'y a plus de lutte des classes ». Mais quand l'activisme dit « il n'y a plus de lutte des classes », c'est d'autre chose dont il est question.

Quand nous disons aborder l'activisme, tant dans ses pratiques que dans ses textes, comme symptôme, nous voulons dire que nous ne réduisons pas la différence qui nous sépare de ce que dit l'activisme à une simple différence de la façon de voir un objet donné, ici le mouvement de luttes contre la réforme des retraites et les diverses pratiques qui l'ont composé. Nous ne voyons pas plus, moins ou différemment que l'activisme. Ce que voit et dit l'activisme et ce qu'il ne voit ni ne dit ne se résolvent pas dans un bilan comptable mais dans une combinaison. Ce que l'activisme ne voit pas, c'est ce qu'il voit : la fin du mouvement ouvrier et l'effondrement du programmatisme ; l'appartenance de classe comme limite de la lutte de classe ; la disparition de l'identité ouvrière, etc. Quand nous considérons l'activisme comme symptôme nous ne comparons pas ce que dit l'activisme avec ce que nous disons par ailleurs qui

servirait de mesure, nous comparons l'activisme avec lui-même. Ce qu'il ne voit pas avec ce qu'il voit.

Ayant emprunté naïvement, sans aucune vérification préalable, à la vie ordinaire de la lutte des classes, la catégorie de mouvement ouvrier et son effondrement, et ayant fait tout aussi naïvement du mouvement ouvrier la définition et l'unité antérieure de la lutte de classe, l'activisme se demande quelle est la nature actuelle de cette unité, de cette généralité de la lutte contre la société capitaliste, *qui sont sa raison d'être*. Que cela soit comme unité recomposée de la classe ou comme unité de tous les dominés devenant des « grains de sable » bloquant la « grande machine » de la domination, l'activisme est un symptôme. Sa relative réussite dans le mouvement est d'avoir été pris à contrepied. Le syndicalisme de base qui a été sa porte d'entrée est pour lui le fondement d'une recomposition générale unifiée de la classe. Par là, l'activisme signifie premièrement l'obsolescence de la montée en puissance du prolétariat comme marchepied de la révolution et, deuxièmement, que l'appartenance de classe est devenue la limite de la lutte de classe. En effet, quand c'est l'activisme qui voit dans le syndicalisme de base l'unité de la classe et sa capacité à lutter en tant que classe contre sa propre situation, cela signifie qu'il n'y a plus d'unité de la classe préalable à son abolition et que la lutte en tant que classe est devenue la limite de la lutte de classe. Sa généralité présupposée s'est abîmée dans la somme des particularités qui l'a absorbée. Plus il se débat dans cette absorption, plus il révèle l'inanité de son projet et

la *réalité* de la situation où il n'y a plus d'unité préalable et où agir en tant que classe est devenu une limite.

La question initiale posée par l'activisme est : comment construire l'unité et la généralité de la classe ou des dominés ? L'activisme donne une réponse juste : le syndicalisme de base. Mais cette réponse juste a une singulière propriété : elle est la réponse juste à une question qui présente cet unique défaut, de ne pas avoir été posée. La réponse désigne une autre question : quelle est la limite de la lutte de classe du prolétariat ? Sous toutes ses formes, l'activisme ne parvient jamais à s'apercevoir de ce quiproquo. Plus il va dans la recherche de cette activité unifiante, plus la réponse à la question qu'il s'est posée, la disparition et la recomposition de cette unité, l'implique dans des contradictions inextricables : il n'y a plus d'unité de la classe pour elle-même autre que son existence objectivée dans le capital ; agir en tant que classe est la limite de la lutte de classe.

À son insu, il change ainsi de terrain, en substituant à la question de l'activité pouvant être la recherche et la construction de l'unité, et de comment exister soi-même pour être cette unité, jusque-là son objet apparent, les modalités actuelles de la lutte des classes, c'est-à-dire précisément ce qu'il voulait corriger. Le syndicalisme de base devient la réponse exacte, mais cette réponse répond à une autre question (quelle est la limite actuelle et la dynamique de la lutte de classe ?) que celle posée par l'activisme. C'est le quiproquo de la prétendue question relative à la recherche et la création de l'activité constituant l'unité qui, en fait, se résout

dans la réponse à une autre question. Ce que l'activisme ne voit pas, c'est ce qu'il fait : il produit une réponse sans question, mais ce faisant il est le symptôme d'une question nouvelle portée en creux dans cette réponse. Il révèle une question nouvelle, mais à son insu, car les termes du problème initial ont complètement été changés. Parce qu'il garde les yeux fixés sur sa question initiale et qu'il persiste, selon ce qu'il est, à rapporter sa réponse à cette question, l'activisme est totalement aveugle sur ce qu'il révèle. La question qu'il révèle est invisible dans le champ de l'activisme parce qu'elle n'est pas un de ses objets et problèmes.

Mais il y a plus et c'est, entre autres choses, pourquoi l'activisme peut être abordé comme un symptôme. Il existe un certain rapport de nécessité entre le champ que définissent une théorie et une pratique et son quiproquo. Ce qui ne peut exister dans ce champ n'est pas *n'importe quoi*. Ce qui ne peut être vu par une théorie c'est *son* invisible, cela lui est intérieur. Quand l'activisme ne voit pas que la réponse qu'il donne (le syndicalisme de base comme la construction de cette unité qui est sa raison d'être) est en réalité la réponse à autre chose, à une autre question sur les modalités actuelles de la lutte de classe, c'est qu'il est la dénégation de cette autre question et de sa réponse. Exclure cette question et cette réponse comme réponse à cette question le fait ce qu'il est.

### *Du symptôme à l'autocritique*

Ce que nous venons de dire à propos de la réalité de l'activisme comme symptôme nous permet d'aborder

et de comprendre, autrement que par la confrontation à ses échecs, bien réelle, ou par la lucidité de ses protagonistes, hypothèse que l'on ne peut écarter, quelque chose d'étrange qui s'est déroulé durant le mouvement de luttes contre la réforme des retraites : la continuelle autocritique que l'activisme livre de lui-même sans jamais sortir de sa problématique.

Le texte *Du mouvementisme à l'autonomisation des luttes – ébauche de réflexion pratique et critique* (Indymédia Nantes) présente une vision particulièrement significative de cette « autocritique » de l'activisme. « À nous de nous créer et trouver des outils de lutte qui nous semblent justes et appropriés. Sans quoi, on ne reste que de sinistres porte-drapeaux, des moutons qui gonflons numériquement les actions-marketing CGT. [...] Comment ne pas se faire manipuler ? [...] Comment se positionner par rapport à la trahison des syndicats, par rapport à l'aspect strictement revendicatif et défensif-réactif du mouvement social [...] afin de redonner au mouvement cette force de frappe offensive qu'il est dans ses moyens d'action, mais pas dans le fond ? » (*op. cit.*) L'activisme nous dit lui-même, à l'intérieur de sa problématique, que ses formes « habituelles » d'action ont été investies par le catégoriel et non par la généralité. Contrepied, symptôme, autocritique, tout se tient quand certaines formes d'action sont imaginées comme étant en soi, ou potentiellement, les vecteurs de la radicalité amalgamée à la généralisation. Le texte note que les centrales syndicales s'adaptent à la « détermination de la base sur le terrain », mais la « détermination » n'est déduite que des formes d'action, alors revient la dis-

cordance entre la forme et le contenu de ces modalités d'action. « La base salariale se radicalise et s'autonomise dans ses moyens d'action mais pas dans la signification politique de ces moyens d'action » (*ibid.*). Ce n'est pas seulement pour « quémander un dialogue » (*ibid.*), que le contenu ne s'est pas « radicalisé » au sens attendu par ce texte, mais parce que ce contenu est demeuré tout au long du mouvement éclaté, segmenté, corporatiste, donc en contradiction avec la « généralisation » tant souhaitée et attendue qui est en soi le contenu radical visé par l'activisme.

« Une brèche est ouverte », « créer l'étincelle », « créer un mouvement dans le mouvement », « auto-organisation pour une lutte à long terme », « rendre le mouvement permanent », « rendre la grève permanente », on retrouve évidemment le chapelet des formules stupides de l'activisme, mais cela ne doit pas masquer le contenu et la fonction assignée à ces rodomontades : « À partir de là, repenser collectivement et par une nouvelle situation de lutte que nous avons nous-mêmes créée ce mouvement qui ne doit donc plus être revendicatif mais offensif. » Dans le contrepied subi et fait sien par l'activisme et dans le quiproquo qui en résulte, il y a apparition symptomatique et fugitive de la lutte revendicative comme pas à franchir au-delà duquel il y a l'action en tant que classe comme limite de la lutte de classe. En effet, dans ce mouvement, la principale leçon serait que « pour les prochains mouvements sociaux, il ne faut évidemment pas s'isoler car au départ pilotés par des centrales syndicales réformistes » (*ibid.*).

L'autocritique de l'activisme aboutit à promouvoir ce qui a disparu : la généralité latente de la classe et son débouché en tant que perspective révolutionnaire, c'est-à-dire l'auto-organisation. Mais cette dernière, devenue idéologie, a pris acte de sa propre faillite en occultant le sujet qui lui a fait faux bond, elle est devenue « l'auto-organisation des luttes » dont la fonction est de « briser les identités sociales figées ». Le cercle vicieux de l'activisme réside alors dans la poursuite de ce dont précisément la disparition est la raison d'être de son existence. « Les actions se multiplient et se durcissent dans la convergence », « la base salariale se retrouve orpheline » : l'erreur de la première proposition est nécessaire pour que l'activisme se présente, dans la seconde, en parent adoptif de l'orpheline. Le dossier d'adoption est prêt : « une coordination nationale et autonome dont la première réunion a eu lieu à Tours », celle-là même dont nous avons déjà parlé. Les parents adoptifs répètent en misérable farce la tragédie des parents biologiques. « Le mouvement des retraites a été créateur tout en restant en attente par rapport à des *mécanismes massificateurs nostalgiques* » (c'est nous qui soulignons), lit-on dans le n° 8 de *Rebetiko*. On ne peut pas dénier à l'activisme la conscience que dans ce mouvement s'est jouée un remake idéal de l'unité et de l'identité ouvrières. Le comique de la situation réside dans le fait qu'il se conçoit et se présente comme la relève d'une disparition qui est cela même par quoi il existe : « Si ce morcellement de la classe des sans-rien est une indéniable réussite en termes de pouvoir démobilisateur, reste néanmoins la sensation étrange qu'un

ouvrier spécialisé en CDI et un stagiaire à 400 euros par mois ont rarement été aussi proches dans leur rôle de spoliés chroniques. Imaginer qu'ils puissent avoir des envies communes est une étape que certains blocages économiques ont mis au jour lors de l'épisode des retraites, quand jeunes et moins jeunes se retrouvaient pour stopper les flux d'hommes et marchandises. Trouver les moyens d'accentuer cette convergence des envies serait l'étape d'après et appelle de nouvelles façons de communiquer au sein même du "mouvement", mais aussi de nouvelles priorités d'actions. Par exemple jouer d'un lieu qui fasse office de point d'ancrage paraît essentiel dans le fait de se coordonner localement. Une occupation durable donne à celles et ceux qui ne sont pas calés sur le temps du noyau dur l'occasion de pouvoir s'informer et d'agir. Un lieu qui matérialise la synchronisation. » (*ibid.*)

On peut toujours poser une unité a priori de la classe sur la base du fait que tous les prolétaires, productifs ou non, stables ou précaires, employés ou chômeurs, etc., ont à subir le rapport salarial, c'est-à-dire l'exploitation, mais il n'en reste pas moins que cette unité n'est en rien unifiante, qu'elle n'existe immédiatement que comme la séparation de tous les prolétaires entre eux, qu'on se trouve sans cesse face aux situations particulières de chaque segment de classe. La situation commune des exploités n'est rien d'autre que leur séparation. Au bout du compte, le rapport salarial ne peut avoir le même contenu pour un ouvrier qualifié des raffineries, un travailleur à statut et pour un chômeur ou un précaire. Le capital sépare les travailleurs (par le salaire, par la perte

de maîtrise sur ce qui est produit et la manière dont ça l'est, etc.) à mesure qu'il les rassemble en nombre dans le procès productif et c'est de cette manière qu'il socialise le travail ; le résultat de cette union/division est la société capitaliste, en ce qu'elle est réellement composée, de manière fonctionnelle, de segments de classes. Le travail capitaliste ne peut devenir force de travail collective (le salaire est individuel), communauté des travailleurs (socialisme), *pas plus que les prolétaires ne peuvent s'unir sur la base de ce qu'ils sont comme classe*. C'est là où l'activisme, pour qui la segmentation n'est qu'une somme d'accidents de la substance commune potentielle ou sous-jacente, se révèle être un symptôme de la disparition de l'identité ouvrière, et le caractère *toujours formel* de son activité est une *reconnaissance* de cette disparition.

La question que nous avons à nous poser n'est pas celle de l'unité a priori, mais de la reconduction ou non de cette séparation, parce que c'est la question qui se pose dans les luttes lorsqu'elles tendent à se généraliser : c'est la tension même à l'unité qui n'est que le fait de se heurter à la réalité de la séparation. La « communauté de situation » n'est donnée que de manière abstraite ou générale dans ce qu'on est dans le capital, elle ne devient une tension réelle que dans les luttes. Encore faut-il qu'il y ait dans cette lutte la tension à cette unité, c'est-à-dire une dynamique de remise en cause des segmentations. Cela ne signifie pas l'attente maximaliste de la Révolution, mais la production dans une lutte de l'appartenance de classe comme contrainte extérieure, l'apparition même fugace d'activités d'écart,

c'est-à-dire, à l'intérieur de la lutte en tant que classe, de pratiques allant à l'encontre même de son caractère revendicatif, d'attaques par les prolétaires de ce qui les définit dans leur situation de prolétaires, y compris toutes les formes de représentations. Ce n'est qu'ainsi que la segmentation est posée comme problème, quand elle se confond avec l'appartenance de classe elle-même et non quand c'est cette appartenance de classe qui est supposée contenir l'unité. Mais si l'on a considéré cette unité comme une chose a priori, sous-jacente, la solution, le dépassement de cette situation de fragmentation n'est plus que formelle dans la mesure où son contenu est toujours là présent comme potentialité. Cette unité a priori, certaines pratiques auraient, par leur forme même (le blocage, l'appropriation d'un lieu), la faculté (potentielle elle aussi) de la faire devenir effective.

Il est exact que dans les blocages des prolétaires divers se sont rencontrés, mais quel fut le contenu de cette rencontre, sa dynamique ? Jamais cette rencontre n'excéda le contenu général de la lutte contre la réforme des retraites. Mais, le pire ou le meilleur, c'est que *Rebetiko* le dit : « La pratique des blocages, parce qu'elle était nouvelle, a donc été exaltée sans considération des faiblesses internes du mouvement, celles qui ont permis sa transmutation en nouveau rituel, manipulable à loisir. » La potentialité de la forme est sauve. Il n'y a pas de potentialité non actualisée à cause du contexte, la rencontre n'est rien en elle-même, elle peut très bien n'être que la façon d'entériner la segmentation quelle

que soit la subjectivité des activistes qui mettent cette dernière dans leur poche et leur mouchoir par-dessus.

Et c'est précisément ce qu'ils font : « La forme d'une lutte. Son sens. Les deux ont été maîtrisés sans trop de vagues par le système syndical et médiatique ; c'est la marque du peu de résistance et de la vacuité de ce mouvement. [...] Il y avait donc un projet de loi durcissant le régime des retraites ; des millions de manifestants, des blocages sans compter, de nombreux débordements lycéens et collégiens, et quelques grèves. Et tout le monde, après avoir failli paralyser le pays, est rentré à la maison sans avoir rien obtenu, bien encadré par les syndicats : signe que les forces de dépassement du rituel n'avaient pas trouvé (et peu cherché) d'expressions pendant et en dehors des actions spectaculaires qui ont été menées. [...] On a rarement vu un mouvement aussi imposant se couler dans une enveloppe aussi creuse, ventilée à plaisir par les centrales syndicales. » (*idem*). Et pourtant, à la page précédente : « Ce qu'un tel lieu prolonge (la « Maison de la grève » de Rennes, *nda*), ce n'est pas le mouvement, mais ce qu'il contenait déjà de dépassement. » Ah, les miracles de la potentialité !

En décrivant ainsi le mouvement, ce n'est pas de celui-ci dont l'activisme parle mais seulement de lui-même. « Rituel », « encadrement » et même « dépassement », tout n'est que forme. Il n'est jamais question d'analyser ce qu'il s'est réellement passé, il suffit à l'activisme de lancer ses dés et comme cela ne fonctionne pas c'est que le mouvement est « creux ». Mais dans ce mouvement, le « creux » est en fait tout plein, il déborde de syndicalisme de base et d'unité et d'iden-

tité ouvrières idéales. À première vue, tout était réuni pour que les dés composent le carré d'as de l'unité de la classe à la base et ce fut un fiasco, à peine une paire de sept. C'est cette paire de sept qui est symptomatique. En disant, comme des enfants déçus devant le jouet cassé, « le mouvement était creux », c'est autre chose qu'ils disent : l'unité dont nous sommes la disparition et le rêve est creuse. *L'activisme actuel se vit comme la radicalité de l'ancien cycle de luttes enfin maintenant possible*, celle de l'identité ouvrière et de l'auto-organisation, c'est ainsi que l'activisme nous parle de la réalité présente. Il répond à la question du présent en répondant à celle du passé et ainsi nous parle de l'actuel.

Nous avons critiqué précédemment cette substantialisation de la pratique du blocage et l'investissement d'une pratique par sa potentialité formelle. Il s'agirait de pousser « la forme blocage jusqu'au bout » (*Rebetiko*), de « réaliser les promesses qu'il porte » (*ibid.*). Nous avons déjà montré que le blocage n'est rien en soi, il n'est comme la grève que tel ou tel blocage, il est une pratique dans un mouvement, dans une lutte, son sens et son contenu sont ceux de cette lutte, c'est à partir de cette lutte qu'il faut concevoir les pratiques qui ont été les siennes. Le blocage est une pratique particulière qui a un sens particulier, non en lui-même, non en vertu de sa forme, mais de par la lutte particulière dont il est une pratique<sup>27</sup>. Ici, ce sens réside dans les formes actuelles du salariat, la fin de l'identité ouvrière et le

---

27. Nous ne parlons pas ici du sommet de ridicule que fut la tentative d'occuper l'opéra Bastille, rebaptisé pour les besoins de l'idéologie : « raffinerie culturelle de luxe ».

syndicalisme de base, le jeu entre l'unité vécue comme idéale de la classe et la segmentation de celle-ci. Le blocage n'a pas été « soumis au rythme syndical » (*ibid.*), il était, ici et maintenant, dans ce mouvement, syndical. Il ne s'est pas retrouvé limité par « l'angoisse du vide » (*ibid.*), il n'y avait pas de vide face au blocage, mais un trop plein de revendications catégorielles, de radicalisme syndical, d'idéal d'identité ouvrière.

« Bloquer l'économie peut être un bon début pour créer une situation hors-norme. Mais elle ne pose pas de perspectives en tant que telle. Bloquer l'économie pourquoi ? Pour demander son amélioration ? Pour quémander une place en son sein ? Le blocage ne dit rien sur l'évidente nécessité de détruire, de se passer de l'économie. » (*Paradoxes en automne.*)

# La critique de l'économie : une désobjectivation paradoxale du capital comme rapport social

Parce qu'il était évident que l'urgence de l'attaque des retraites était imposée par l'impératif de conserver le fameux triple « A » sur le marché mondial des capitaux, le pouvoir et l'économie devinrent l'ennemi et, dans cette identité de l'un et de l'autre, l'économie devient elle-même pouvoir. Cette identification de l'économie et du pouvoir était considérablement facilitée par la personnalisation du pouvoir par un individu ridicule et odieux et par le fait que « l'alternative » politique n'était incarnée alors par personne d'autre que le directeur du FMI en personne (Dominique Strauss-Kahn). La Grèce venait de faire les frais d'une dégradation de sa note infligeant à ses prolétaires une attaque des salaires qui les laissait littéralement sur le carreau.

Dans la foulée, le socialiste Papandréou qui s'apprêtait à « s'adresser au peuple » par référendum est débarqué par le FMI au profit d'un gouvernement socialiste-libéral de quasi union nationale à participation d'extrême-droite dirigé par un euro-banquier socialiste, mais sans le Parti communiste (laissant ainsi en place un cadre pour contrôler plus ou moins la vague d'opposition prolétaire qui monte, comme on l'a vu le 19 novembre 2011, avec les affrontements entre les

manifestants et le PC défendant l'Assemblée parlementaire unique). Simultanément, en Italie, un chef de gouvernement libéral usé jusqu'à la corde et devenu inapte à imposer toute décision d'attaque contre le salariat comme une nécessité objective et non perverse de l'économie est lui aussi renversé par une révolution de palais télécommandée depuis Bruxelles, Berlin et Paris qui met en place un autre euro-banquier. En Espagne, Zapatero sent le vent du boulet et avance des élections déjà perdues. L'économie avait des visages, non seulement Sarkozy et sa clique, mais aussi les « riches », les PDG, les DRH, les actionnaires. Des personnes portant des noms bien concrets : Bouygues, Lagardère, Bettencourt, etc. Le capitalisme avait perdu son image de corps social opaque, inconnu, contre lequel on ne peut rien. Cependant, si le capital avait des visages, ces visages n'étaient pas saisis comme des masques. Même si le capital est nécessairement le capitaliste, le capital n'est pas une puissance personnelle, c'est une puissance sociale, être capitaliste c'est occuper non seulement une position purement personnelle, mais encore une position sociale dans la production. En s'arrêtant à la personnalisation, la désobjectivation réactive elle-même l'objectivité à un autre niveau. En amalgamant le capital au capitaliste, c'est l'agent, devenu sujet et personne, qui incarne la réalité objective du capital.

Cette assimilation du pouvoir à l'économie et donc la définition de l'économie comme pouvoir (prouvée depuis au-delà de toute espérance avec la mise en place directe de fondés de pouvoir de la Banque centrale européenne à la tête des gouvernements) est différente de

la « dictature des marchés » sur les politiques d'État que le démocratisme radical dénonçait. Cette assimilation ne permet plus d'imaginer aucune politique autre, on ne peut que se défendre ici et maintenant contre les attaques. Pour reprendre la formule fétiche de Margaret Thatcher : *There is no alternative*. Face à l'économie comme dictature de classe, face à cette fatalité qui après deux ans de « travail » de la crise nous broie, en nous faisant mal vivre, il y a eu une rage de saisir la situation pour se battre, la volonté d'affirmer le refus de ce qui nous tombe dessus, la volonté d'être ensemble pour affirmer ce refus en tant que travailleurs posant un rapport global contre ces attaques de l'économie et de son État.

Cette assimilation entre économie et pouvoir et sa déclinaison en tant que conception de l'économie comme pouvoir de classe, comme LE pouvoir de classe même – quand ce pouvoir n'est plus conçu comme pouvant changer de nature ou d'orientation – est une désobjectivation paradoxale de l'économie. Il n'est même plus vraiment besoin de la qualifier d'économie *capitaliste*, elle est immédiatement rapport de classe, exploitation sans cesse aggravée, oppression et mépris. Toutefois cette désobjectivation est aussi une substantialisation de l'économie qui prend au pied de la lettre, pour argent comptant, l'autonomisation des rapports sociaux comme économie. Une véritable désobjectivation de l'économie s'opposerait à l'économie en disant, de fait, « nous sommes l'économie » autrement dit : « cette crise c'est la nôtre ».

Désignée comme telle, l'économie imposerait ses lois au reste de la reproduction sociale, allant même jusqu'à la compromettre. L'économie n'est que la façon dont se donne la reproduction du capital dans son autoprésupposition. Le principal résultat de la production capitaliste n'est pas la production d'objets, ni même de marchandises, ni même de plus-value ou de profit, mais la reproduction de classes contradictoires. L'économie comme domaine particulier de la reproduction n'est qu'une « apparence ». Cela aboutit à poser d'un côté la production (l'économie), et de l'autre la reproduction des classes (la domination). La critique de l'économie aboutit paradoxalement à n'être qu'une critique de l'autonomisation comme économie de la reproduction des rapports sociaux capitalistes qui aurait pris au pied de la lettre cette autonomisation. Elle se veut la critique de cette autonomisation sans l'avoir comprise comme autonomisation de la reproduction du capital comme rapport social.

Mais l'économie est à la fois une apparence et une réalité. C'est pourquoi la critique de l'économie peut être à la fois la critique d'une apparence autonomisée de la reproduction des rapports sociaux capitalistes et la critique d'une réalité. C'est ce qui permet à la critique de l'économie d'approcher, bien que dans les termes de « l'apparence », le dépassement de cette société.

C'est parce qu'à l'issue de chaque cycle productif toutes les conditions de la reproduction apparaissent du côté du capital, dans la reproduction du face-à-face du capital en soi et de la force de travail, que ces conditions de la reproduction de l'ensemble du rapport

prennent la forme de l'économie et que la reproduction de la société se formule comme lois économiques. La critique de l'objectivisme et la critique de l'économie vont de pair. L'économie est le rapport entre l'objectivation des conditions de la production face au travail et le travail dans sa subjectivité, c'est-à-dire séparé de toutes ses conditions. C'est le capital comme rapport social (incluant les propres forces sociales du travail) qui, se présupposant, se présente comme objet face au travail. L'économie est alors un ensemble de conditions objectives régissant l'accroissement de la richesse sous forme de capital, ensemble de lois régissant le processus de la valeur se valorisant, de la valeur en procès. En tant que tel (cet ensemble), *l'économie est une réalité et l'objectivité de ses lois également*. C'est le monde réifié dans lequel nous évoluons quotidiennement.

C'est le rapport du capital, en ce qu'il est séparation du travail et de ses conditions, en ce qu'il est exploitation, c'est-à-dire rapport entre des classes, qui détermine sa reproduction comme régie par des lois objectives, elles-mêmes exprimant le fonctionnement d'un monde réifié. Dans l'exploitation, les conditions de la reproduction du rapport apparaissent toujours comme volonté étrangère au travail, comme nécessité inscrite dans l'existence du capital, comme chose, comme capital en soi face au travail et comme nécessité de son accumulation.

La critique du mode de production capitaliste comme économie s'oppose à une « apparence » non critiquée de ce mode de production, mais cette apparence est simultanément une réalité quotidienne de

celui-ci, c'est pour cela que cette « erreur » est « un moment du vrai ». La véritable critique de l'économie part du fait que de façon essentielle le mode de production capitaliste se constitue comme exploitation, c'est-à-dire comme contradiction entre le prolétariat et le capital, en tant que lutte des classes dont l'économie est un moment constitutif. Il en résulte la critique de l'économie non comme un rejet de celle-ci en tant que non-existante ou comme condamnation, mais comme interrogation sur son contenu, son origine, ses conditions d'existence et par voie de conséquence sur son dépassement. La critique du concept d'économie, qui intègre dans le concept ses propres conditions d'existence, évite précisément de poser son dépassement comme une opposition à l'économie. La réalité de l'économie (sa raison d'être), est en dehors d'elle, l'économie est un attribut du rapport d'exploitation.

Cependant, se contenter de « dénoncer l'erreur » ne mène à rien. Ce qui importe c'est de considérer la lutte de classe dans son histoire et non à partir d'une norme, d'en considérer tous les moments comme nécessaires et comme des moments de la production de son propre dépassement. La formule de Hegel sur le faux comme moment du vrai ne doit pas être utilisée comme un enjolivement du discours théorique, mais comme la compréhension de la *réalité* du cours historique de la lutte de classe. Si la désignation de l'économie comme ennemi et sa critique existent dans la lutte de classe, c'est là qu'il faut les débusquer et les décrire et considérer cela comme la situation présente, réelle, de cette lutte. « En critiquant négativement, on se donne des airs dis-

tingués et on survole dédaigneusement la chose sans y avoir pénétré, c'est-à-dire sans l'avoir saisie elle-même, sans avoir saisi ce qu'il y a de positif en elle. Certes, la critique peut être fondée, mais il est plus facile de découvrir les défauts que de trouver la substance... » (Hegel, *La Raison dans l'Histoire*, Éd.10/18, p. 99.)

La pratique des blocages a été étroitement connectée à cette désobjectivation paradoxale de l'économie qui en faisait un pouvoir de classe tout en l'entérinant comme objectivité.

« L'idée du blocage découle de la compréhension que l'on a de ce qu'est aujourd'hui l'économie capitaliste. Elle s'attaque à la circulation des marchandises mais laisse en suspens la question de la production. [...] La théorie qui défend que s'attaquer au flux soit suffisant pour désorganiser, partiellement ou définitivement, le capitalisme (ou la société pour ceux qui ne prononcent même pas le mot de capital) a été réfutée par les faits. La dynamique et l'organisation du capital ne dépendent pas d'un centre avec des périphéries plus ou moins tentaculaires. Le capital est doté de multiples centres névralgiques. Si l'on en coupe un, il est soit remplacé, soit contourné. [...] Cette théorie omet le fait que le capitalisme est avant tout un rapport social. Et que c'est de ce point de vue que le capital doit être attaqué. » (*Paradoxes en automne.*) Ce n'est pas pareil d'empêcher les trains de rouler et d'arrêter de les conduire, d'empêcher momentanément les gens d'aller au travail et de décider massivement d'arrêter le travail.

Dans les blocages, c'est l'économie qui est visée (jusque dans la déclaration du délégué CGT de Peugeot-Mulhouse, cf. *supra*), l'économie-pouvoir, mais aussi et simultanément l'économie-fétiche : une critique de l'autonomisation comme économie de la reproduction des rapports sociaux capitalistes qui a pris au pied de la lettre cette autonomisation. Contre l'économie, « c'est nous la vraie société », semblent dire les manifestants. « On ne paiera pas leur crise », très bien, mais cette crise est la nôtre, c'est le pas qui n'est pas franchi par cette « désobjectivation » qui a conservé pour le critiquer le fétichisme de l'économie. En s'attaquant principalement à la circulation, les blocages ont confirmé cette appréhension de l'économie comme un état de fait.

La stratégie du blocage part d'une idée juste : le capital est valeur en procès, c'est-à-dire que la valeur ne s'y perd jamais en passant de la forme argent à la forme marchandise, de la production à l'échange, de l'échange à la consommation (s'il s'agit de la consommation productive définissant le capital). Cette stratégie considère que le capital est un flux, une production fondée sur l'échange, que circulation et production sont chacun un moment l'un de l'autre et s'incluent réciproquement.

Il faut alors distinguer deux acceptions de l'échange (de la circulation) : d'une part, l'échange comme moment particulier du procès de reproduction, qui alors alterne avec la phase de production, d'autre part, l'échange comme forme du procès de reproduction, comme par exemple dans des expressions comme « la

production fondée sur l'échange ». Dans le mode de production capitaliste, à la différence de la circulation simple, les éléments que la circulation médiatise ne lui sont plus extérieurs mais ses présuppositions et son résultat.

Si l'on en revient à la stratégie du blocage, on s'aperçoit que, de son fondement juste en théorie, elle glisse vers plusieurs amalgames. Tout d'abord l'amalgame entre circulation et transports : la circulation n'a pas le même sens pour le capital et pour la gendarmerie. L'amalgame entre, d'une part, la circulation comme moment particulier du procès de reproduction, qui alors alterne avec la phase de production et, d'autre part, la circulation comme forme générale du procès de reproduction. Il n'en reste pas moins que les marchandises et la force de travail doivent matériellement se déplacer d'un point à un autre (l'échange, au sens strictement économique, dans le mode de production capitaliste, est étranger à cette question) et que cela est indispensable à la reproduction du capital. En fait, la stratégie du blocage se produit un fondement théorique dans la théorie du capital comme circulation qui ne correspond pas à la pratique effective qu'elle est. Cela n'est pas très gênant tant que l'on parle d'action, cela le devient quand sur ces amalgames se greffent des théories sur la définition du travail productif et de la valeur. Si l'on veut considérer le blocage de la circulation (sens de la gendarmerie) comme entrave à la production de valeur, il faut dire qu'il ne s'agit pas d'un blocage de la circulation mais de la production au sens où les transports sont un prolongement du procès immédiat de

production. Rien n'est plus faux que cette affirmation que l'on peut lire dans *Rebetiko* : « Le blocage c'est la prise de conscience qu'arrêter la machine c'est plus une question de circulation que de production. Cela peut sembler anodin, ou ne relever que d'une question pratique, mais ce déplacement du centre névralgique de la lutte de l'intérieur de l'usine au rond-point le plus proche, c'est la négation pure et simple de la base théorique du mouvement ouvrier ! » La stratégie dite du « blocage de la circulation » nécessite une analyse spécifique des raisons de son extension, mais ne nécessite ni ne justifie aucun *aggiornamento* théorique. La disparition du mouvement ouvrier ne tient pas à la victoire du rond-point sur l'usine.

Les blocages, toujours dits « de l'économie » et non du capitalisme, étaient également, dans ce mouvement<sup>28</sup>, des pratiques adéquates à cette désobjectivation paradoxale de l'économie qui la désigne comme pouvoir en même temps qu'elle en entérine l'existence comme autonomisation des rapports sociaux. En devenant synonyme de l'économie, la circulation fait de l'économie une puissance étrangère dominant la société, les rapports sociaux de production prennent cette forme globale qui enveloppe tout le monde et domine tous les individus. Dans cette désobjectivation paradoxale, l'économie devient l'ennemi intime de l'autonomie. Économie et autonomie fonctionnent en binôme. D'autant plus quand l'économie a pris le visage de la circulation, elle est cette puissance qui s'oppose à tout un chacun comme la négation de son autonomie.

---

28. Cela ne présume pas de ce qu'ils pourraient être par ailleurs.

Entre blocage, économie et autonomie quelque chose dans les pratiques du mouvement et son idéologie (pas seulement dans l'activisme) s'est mis en boucle. D'un côté « nos besoins », de l'autre, non pas le capitalisme mais l'économie, non pas la valorisation du capital mais la circulation de la valeur et la marchandise, non pas des rapports sociaux qui nous dominent *et nous définissent*, mais seulement nous contraignent.

« Ce glissement de la figure du gréviste qui passe du sujet "travailleur" au non-sujet "n'importe qui" s'opère dans le blocage, on le retrouve pour la figure de l'ennemi. Entre le "bloquer l'économie, c'est s'attaquer aux intérêts du patronat" et le "bloquer l'économie, c'est foutre le bordel pour saper l'autorité des gouvernants", deux conceptions de l'économie, une comme science de l'exploitation, l'autre comme science du gouvernement ; la même barricade pour deux affrontements. Ce n'est plus seulement une classe contre une autre qui règle ses comptes, ce sont les rouages d'une grosse machine absurde qui se changent en grain de sable. » (*Rebetiko* n° 8.) On aurait tort de ne voir là que logorrhée activiste et non la limite contenue dans le caractère paradoxal de la désobjectivation des rapports sociaux qui a eu lieu sous la désignation de l'économie comme adversaire et son attaque.

Le caractère paradoxal de la désobjectivation, sous le nom d'économie, du capital comme rapport social de production entre des classes s'est condensé dans l'économie comme pouvoir, ce qui a conféré à cette lutte contre la réforme des retraites un caractère à la

fois politique et de critique de la politique : « Nous ne sommes pas représentés. »

### *Désobjectivation paradoxale et représentation politique*

La disparition de la confirmation de l'identité ouvrière à l'intérieur de la reproduction du capital, et par là de sa représentation politique social-démocrate et/ou communiste, a totalement déstabilisé l'ensemble du fonctionnement politique de l'État démocratique. Celui-ci reconnaît et suppose un clivage social réel *et* sa pacification dans la société civile et la vie politique. La forme et le contenu actuels de la contradiction entre le prolétariat et le capital, les modalités de l'exploitation, ont remis en cause la *représentation* politique dans l'État de la division de la société en classes. Cette indépendance de la vie collective inhérente à l'État lui-même apparaît maintenant comme coupée de ce qui la produit et la justifiait comme *allant de soi* : la division conflictuelle de cette communauté en classes.

L'État démocratique est la pacification d'un clivage social que la démocratie reconnaît comme réel au moment où elle en est la représentation comme affrontement entre citoyens. La démocratie est la reconnaissance du caractère irréductiblement conflictuel de la « communauté nationale », de ce point de vue la reconnaissance de la classe ouvrière a été historiquement au cœur de la construction de la démocratie, elle en fut même le moteur et le critère. La social-démocratie et les partis communistes (frères ennemis) constituaient la forme dominante de la représentation

politique inhérente à l'identité ouvrière. Comme expression politique, la social-démocratie se caractérisait par trois points : la constitution d'un parti de masse, une sorte de contre-société (ce point-là ne fut jamais effectif en France) ; un projet de réforme de la propriété en « propriété sociale » ; la protection sociale. Le premier point est devenu caduc dans l'entre-deux-guerres, le deuxième s'est alors limité à un effet oratoire dans la présentation des programmes avant d'être officiellement abandonné, ne restait que le troisième. Le keynésianisme interne, en possible situation de compromis avec un libéralisme externe de plus en plus important, était devenu la politique naturelle de l'identité ouvrière jusqu'à ce que toutes les caractéristiques de la restructuration actuelle en aient fait disparaître la possibilité : coût budgétaire des programmes sociaux, montée du chômage, précarisation de la force de travail, décentralisation des relations professionnelles, autonomisation des marchés financiers, concurrence internationale. C'est-à-dire fondamentalement la modification du rapport d'exploitation. Quelle que soit la nouvelle configuration « social-démocrate », elle ne sera plus la représentation de l'identité ouvrière mais un accompagnement légal ou contractuel de la restructuration et la déstabilisation générale du fonctionnement de l'État démocratique, que cette disparition implique, perdurera.

La *représentation* pacifiée en « volonté générale » d'une société reconnue comme nécessairement conflictuelle (c'est là toute la force de la démocratie) est un

travail et non un reflet<sup>29</sup>. C'est-à-dire que dans le fonctionnement démocratique de l'État, la réification et le fétichisme sont des *activités*, c'est la politique comme partis, débats, délibérations, rapports de force dans la sphère spécifique de la société civile, décisions.

Si, partout, la démocratie semble inexorablement devenir populiste, c'est parce que ce travail de représentation est en crise. Précisons : les classes existent, l'État existe, la classe capitaliste est la classe dominante, le fétichisme de la marchandise doublé du fétichisme spécifique du capital accomplissent toujours leur œuvre. Dans la mesure où l'intérêt propre de la classe dominante passe par l'État, il doit acquérir la forme d'un intérêt universel, d'une volonté générale. Quand nous disons que toute classe dominante doit « représenter son intérêt propre comme étant l'intérêt universel » (Marx, *Idéologie allemande*, Éd. Sociales, p. 62), il ne s'agit pas d'une supercherie, d'un piège tendu aux classes dominées, d'une manœuvre qui pourrait être comme ne pas être. L'intérêt *collectif* (exprimant la dépendance réelle réciproque des classes) qui dans une société de classes est l'intérêt *particulier* de la classe

---

**29.** Nous avons là tout le conflit interne que la démocratie entretient avec elle-même sous le nom de populisme. Dans le cadre de la démocratie, le populisme est stigmatisé comme vision primitive de la volonté générale qui serait en permanence étouffée par les élites, étouffée par les appareils, étouffée par les partis, étouffée par les institutions, la volonté commune serait donnée, un point de départ. Ce qui est appelé populisme est un conflit interne à la démocratie en ce qu'il affirme un « déjà là » de la volonté générale, contrairement à sa construction dans le débat, la délibération et la représentation.

dominante prend, en qualité d'État, une forme, premièrement, indépendante de l'intérêt particulier de la classe dominante elle-même parce qu'il n'est immédiatement qu'un intérêt particulier face à d'autres et, deuxièmement, indépendante de la simple dépendance réelle entre les classes parce que cette médiation du collectif nie sa particularité, il devient un intérêt *universel*.

L'intérêt particulier de la classe dominante ne peut se réaliser comme intérêt particulier que comme intérêt universel, en qualité d'État. Il lui faut sortir de sa particularité, l'État doit être séparé de la lutte des classes pour être au mieux l'État de la classe dominante, la bourgeoisie célèbre comme ses grands hommes politiques ceux qui lui donnèrent souvent du fil à retordre. Le travail politique de représentation est cette sortie de la particularité. Par nécessité, un tel travail n'est possible que dans la mesure où plusieurs intérêts particuliers sont susceptibles de se faire valoir dans la sphère de l'universel (une particularité unique, en rapport seulement avec elle-même, ne peut pas sortir d'elle-même, elle n'est rien) ; même si le vainqueur est forcément connu d'avance, il est dans la nature des intérêts particuliers de devenir indépendants d'eux-mêmes et de concourir (leur propre poursuite implique pour eux d'apparaître comme un intérêt « universel » spécial et particulier parce que face à un autre).

Le problème de la démocratie est actuellement de ne plus connaître qu'une seule de ces particularités aptes à concourir, la disparition de l'identité ouvrière et de sa représentation a entraîné toutes les autres dans son naufrage. Or, seule, cette particula-

rité n'est rien, rien en tant que faire valoir universel. Avec la disparition de l'identité ouvrière et la faillite de sa représentation, la bourgeoisie joue son universalité. Trivialement : plus personne n'y croit ; tellement que les « scandales » qui, sous la Troisième République, jusque dans l'entre-deux-guerres, pouvaient ébranler le fonctionnement démocratique de l'État, ne sont plus qu'objets de mépris car considérés comme l'ordinaire de la politique. C'est grave pour la bourgeoisie, non pas seulement parce que le leurre ne fonctionnerait plus (ce qui n'est pas négligeable), mais surtout parce que *tant que le leurre fonctionne cela signifie qu'il n'en est pas un* et que la bourgeoisie apparaît en réalité comme la classe de l'universel, que son intérêt propre se construit réellement dans l'opposition entre les classes et par elle comme l'intérêt général en tant qu'État. Ce qui nous renvoie à la question du statut actuel de la domination et de l'oppression dans l'exploitation et l'autoprésupposition du capital, c'est-à-dire ce qui était au cœur de la désobjectivation paradoxale que nous avons exposée.

Le fonctionnement démocratique se scinde alors en une hypertrophie institutionnelle indépendante de tout travail de représentation (Cour constitutionnelle, Cour des comptes, Conseil d'État, banques centrales, toutes les autorités indépendantes de régulation économique au niveau national, européen ou international) et une « représentation » vitaliste populiste et aléatoire des intérêts particuliers. Le vitalisme populiste, c'est l'hostilité à tout ce qui peut faire écran entre le peuple et ceux qui sont censés l'incarner au pouvoir. L'aléatoire de la représentation réside dans le fait qu'en

se « désociologisant » la représentation formalise des thèmes transversaux (sécurité, questions « sociétales », environnement, immigration, « qualité » du personnel politique...) polarisant les votes de façon imprévisible et surtout *accidentelle*. La représentation et tout son procès de constitution est elle-même affectée en proclamant comme sa règle : « puisque je suis élu, je suis la volonté générale ». La légitimité démocratique est devenue un statut acquis une fois pour toutes, attaché à une personne... pour la durée d'un mandat, et plus une qualité qui se construit en permanence. Avec la fin de l'identité ouvrière et la faillite de sa représentation, la légitimité électorale a absorbé toutes les autres formes de représentation qui sont dévalorisées du point de vue même de la représentation démocratique (les syndicats ou cette représentation diffuse qu'est, pour la démocratie, la manifestation), c'est alors toute la représentation démocratique comme processus permanent qui se contredit elle-même.

Allez, disons cela d'une façon triviale : l'illégitimité de la revendication débouche sur un ras-le-bol qui délégitime le système démocratique, la représentation ne veut plus rien dire quand la politique n'a plus pour objectif que de conserver le triple A.

## En conclusion

Dans ces luttes contre la réforme des retraites durant l'automne 2010 en France, au-delà de leur caractère diffus, divers et segmenté, de la pluralité de formes de luttes plus ou moins complémentaires et opposées, une cohérence s'est mise en place. Entre l'illégitimité de la revendication, la manifestation d'une identité ouvrière idéale, le syndicalisme de base, le rôle qu'y a joué l'activisme, la désobjectivation paradoxale comme économie du capital comme rapport social, la conscience sur le moment que le système politique ne représente plus rien, c'est non seulement à l'implosion de l'identité ouvrière à laquelle nous avons assisté et participé, mais encore à l'action de l'appartenance de classe, dans la lutte de classe, comme sa limite. Cette limite du cycle de luttes actuel était là, présente dans sa spécificité, aussi bien dans l'illégitimité connue de la revendication que dans la colère vis-à-vis de la représentation politique, mais aussi dans ce syndicalisme de base qui a vivifié tout du long ce mouvement. Ce syndicalisme en même temps qu'il était le socle sur lequel pouvait se rêver l'unité et l'identité ouvrières que la particularité des secteurs en pointe dans la lutte rendait crédibles était, dans les faits, la caducité de l'une et de l'autre.

Ce mouvement, le premier, dans la longue série, en France, des mouvements de luttes depuis 1995, postérieur aux débuts de la crise de cette phase d'accumulation du capital a ouvert trois questions. La première : celle de la segmentation du prolétariat qui ne

peut plus être considérée comme l'addition d'accidents d'une unité essentielle et potentielle mais seulement comme définitoire du prolétariat. La seconde est celle du dépassement du caractère nécessairement revendicatif de la lutte de classe, c'est-à-dire du dépassement de la lutte en tant que classe dans la lutte de classe. Dans le mariage entre syndicalisme de base et unité/identité idéales, les deux questions se sont jointes et sont maintenant réunies. La troisième, plus générale, est alors celle de la définition des classes et du prolétariat en particulier.

Mais encore, idéologie de l'identité ouvrière, luttes pour des intérêts immédiats, désobjectivation du rapport social d'exploitation, représentation politique : toutes les instances du mode de production capitaliste qui composent la lutte des classes se sont mises à jouer entre elles et à se jouer de leur assignation et leur relation de détermination convenues. Il y aura de l'idéologie, de l'économie, du sexe, du social, du social, de la politique dans un mouvement révolutionnaire et le dépassement de tout cela passera, dans le cours de la lutte, par le bouleversement des hiérarchies et déterminations entre toutes ces instances du mode de production par la fixité desquelles il s'autoprésuppose. C'est alors une ultime question qui apparaît : celle de la définition comme *conjoncture* d'une situation révolutionnaire ou, plus modestement, d'une situation de conflits de classes aiguë et généralisée.







# Table des matières

<b>La réforme des retraites dans la crise de la phase du mode de production capitaliste ouverte par la restructuration des années 1970</b>	<b>13</b>
<i>La réforme dans la restructuration et sa crise</i>	<i>17</i>
<i>Pourquoi la défense des retraites est devenue un mouvement général</i>	<i>22</i>
<i>La question de la segmentation est inhérente à ce cycle de luttes</i>	<i>34</i>
<b>Du syndicalisme de base à l'identité ouvrière comme idéal : manifs, grèves, AG et blocages</b>	<b>38</b>
<i>Périodisation</i>	<i>38</i>
<i>Un mouvement divers et diffus</i>	<i>45</i>
<i>Tentative de donner un sens global au mouvement</i>	<i>90</i>

<b>L'activisme comme symptôme et quiproquo</b>	<b>132</b>
<i>L'activisme pris dans le contrepied du particulier au général</i>	134
<i>L'activisme et le « passage à autre chose » : la potentialité</i>	138
<i>De la potentialité des luttes à l'activisme comme symptôme</i>	144
<i>Du symptôme à l'autocritique</i>	155
<b>La critique de l'économie : une désobjectivation paradoxale du capital comme rapport social</b>	<b>165</b>
<i>Désobjectivation paradoxale et représentation politique</i>	176
<b>En conclusion</b>	<b>182</b>





# Déjà parus

## **Le Démocratisme radical**

Roland SIMON

## **Le Travail et son Dépassement**

Bruno ASTARIAN

THÉORIE DU COMMUNISME VOLUME I

## **Fondements critiques d'une théorie de la révolution**

*Au-delà de l'affirmation du prolétariat*

Roland SIMON

## **Moyen-Orient 1945-2002 :**

*histoire d'une lutte de classes*

Théo COSME

## **Rupture dans la théorie de la révolution**

*Textes 1965-1975 présentés par François Danel*

Collectif

## **À l'assaut du ciel**

*Composition de classe et lutte de classe  
dans le marxisme autonome italien*

Steve WRIGHT

## **Les Émeutes en Grèce**

Théo COSME

## **Histoire critique de l'ultragauche**

Collectif

## **Ouvriers contre le travail**

Michael SEIDMAN

## **De la politique en Iran**

Théo COSME

